

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



Le plan Baker : un guide stratégique pour l'impérialisme



VI^e Congrès mondial de la IV^e Internationale
VIth World Congress of the IVth international
VI^o Congreso mundial de la IV^a internaciona

PARIS - 27 NOVEMBRE - 1^{er} DÉCEMBRE 2006

Textes et résolutions
adoptés par le Sixième Congrès mondial
de la IV^e Internationale

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

- **Notes éditoriales :**
Le plan Baker :
un guide stratégique
pour l'impérialisme p. 3
(Par Daniel Gluckstein)

- Sixième Congrès mondial**
de la IV^e Internationale p. 17

- **Résolution**
sur la situation politique mondiale
et les tâches
de la IV^e Internationale p. 18

- **Résolution**
sur la Confédération syndicale
internationale (CSI) p. 27

- **Commission Europe**
 - **Résolution générale** p. 35
 - **Notes pour ouvrir la discussion**
de la commission ex-URSS,
Europe centrale,
orientale et balkanique p. 41
 - **Résolution de la commission ex-URSS,**
Europe centrale,
orientale et balkanique p. 49
 - **Procès-verbal**
de la commission ex-URSS p. 52

- **Commission Amériques**
 - Résolution-cadre p. 63
 - Résolution sur les candidatures noires indépendantes aux Etats-Unis lors des prochaines élections présidentielle et d'Etat de 2008 p. 65
- **Commission Asie**
 - De nouveau sur la place centrale de la Chine p. 71
- **Commission Afrique**
 - Projet d'adresse : L'Afrique est en danger de mort p. 77
 - Trame d'adresse à l'OIT p. 80
- **Commission *La Vérité***
 - Motion
 - Relevé de conclusions p. 83
- **Commission jeunes**
 - Relevé de propositions p. 85
- **André Breton**
(première partie) p. 87
(Par Jean-Pierre Plisson)

Notes éditoriales

Le plan Baker : un guide stratégique pour l'impérialisme

Le 6 décembre 2006, a été rendu public le “rapport du groupe d'étude sur l'Irak”, plus connu sous le nom de “rapport Baker”.

C'est un document essentiel.

Il livre un point de vue d'ensemble sur la stratégie de l'impérialisme à l'échelle mondiale, les obstacles auxquels il s'estime confronté et la manière dont il entend les surmonter.

La publication du rapport Baker a été accélérée au lendemain des élections du 7 novembre, qui ont vu la défaite électorale du Parti républicain de George Bush.

Le rapport du groupe de travail part d'une réalité en deux points :

— D'une part, l'échec, reconnu, de l'intervention militaire en Irak :

“Nul ne peut garantir que quelque type d'action que ce soit menée en Irak au point où nous en sommes arrivés permettra de mettre un coup d'arrêt au déchaînement de la guerre communautaire, à la violence grandissante ou au glissement vers le chaos” (1).

Et encore : *“Un glissement vers le chaos pourrait conduire à l'effondrement du gouvernement irakien et à une catastrophe humanitaire.”*

Des chiffres sont donnés. Par exemple, le fait que *“les attaques contre les forces des Etats-Unis sont persistantes et en nombre croissant”*. Le fait que *“octobre 2006 a été le mois le plus meurtrier pour les forces américaines depuis janvier 2005, puisque 102 Américains ont été tués”*. Le rapport reconnaît que Al-Qaïda n'est responsable que pour *“une faible portion de la violence en Irak”*. Il cite le chiffre d'un million huit cent mille Irakiens qui ont fui le pays. En dépit de la présence de 141 000 personnels militaires

américains en Irak, la situation ne parvient pas à être contrôlée. Le rapport souligne que *“la plupart des unités militaires sont soumises à une pression considérable”* : pas une seule unité de combat de la marine ou de l'armée de terre qui n'ait été en Irak au moins une fois. La plupart en sont à leur deuxième, voire leur troisième rotation, rotations qui durent un an pour les unités de l'armée de terre, sept mois pour la marine. A tel point que *“les militaires américains ont très peu de forces de réserve auxquelles faire appel s'il y a besoin de forces de terrain pour répondre à d'autres crises dans le monde”*.

Bien que *“les Etats-Unis se soient engagés massivement et aient payé de leur sang et de leurs ressources financières leur engagement en Irak”* (chiffres du rapport : 2 900 Américains ont perdu la vie en Irak et 21 000 ont été blessés), malgré une dépense de 400 milliards de dollars dans la guerre d'Irak (dépense qui augmente de 8 milliards de dollars par mois), *“malgré cet effort massif, la stabilité en Irak reste très incertaine et la situation se détériore (...) La capacité des Etats-Unis à ouvrir une issue diminue constamment. C'est une course contre la montre.”*

— D'autre part, l'opposition d'une majorité d'Américains à cette guerre et à ses conséquences :

“Beaucoup d'Américains sont insatisfaits”, notent les rédacteurs, qui craignent que la poursuite des problèmes rencontrés en Irak *“pourrait conduire à une polarisation grandissante au sein des Etats-Unis. 66 % des Américains désapprouvent la manière dont le gouvernement conduit*

(1) Toutes les citations du rapport sont tirées de *“The Iraq Study Group Report”*, Vintage Books, New York.

la guerre. Plus de 60 % considèrent qu'il n'y a pas de plan clair pour avancer. Les élections de novembre ont été largement considérées comme un référendum sur les progrès réalisés en Irak. Les arguments sur la nécessité de garantir la sécurité et l'assistance à l'Irak tomberont dans l'oreille de sourds si les Américains restent déçus (...)."

Le "succès" de la politique préconisée par ce rapport "dépend de l'unité du peuple américain en cette période de polarisation politique". Et de marteler : "La politique étrangère des Etats-Unis est condamnée à l'échec — comme l'est quelque action que ce soit en Irak — si elle ne bénéficie pas du soutien d'un consensus large et durable. L'objectif de notre rapport est de conduire notre pays vers un tel consensus." Lequel consensus exige de "construire une approche bipartite (...). Le président et le Congrès doivent travailler de concert."

Un consensus nécessaire au plan national...

Remarquons qu'il y a là quelque chose de consubstantiel au système politique de l'impérialisme américain, qui exige que démocrates et républicains assument chacun leur part de responsabilité dans la conduite des affaires communes de l'impérialisme.

Dans l'inquiétude qui s'exprime sur la polarisation aux Etats-Unis (et qui reviendra à de nombreuses reprises dans le rapport), c'est de lutte de classe qu'il s'agit, c'est de la résistance des travailleurs et du peuple américains contre la politique qui leur est imposée. Pour continuer à imposer la même politique — mais avec d'autres moyens —, il faudrait un consensus sans faille — démocrates et républicains unis —, et aussi, au-delà, on va le voir, à l'échelle internationale. C'est à bâtir ce consensus pour imposer aux masses opprimées en Irak, aux Etats-Unis et dans le monde entier une politique qu'elles rejettent que le rapport Baker est consacré.

L'objectif du consensus s'exprime dans la composition même du groupe de travail coprésidé par James Baker (secrétaire d'Etat de 1989 à 1992 sous le président républicain Bush, après avoir été

secrétaire au Trésor de 1985 à 1987 sous la présidence du républicain Reagan) et Lee H. Hamilton, membre démocrate du Congrès durant 34 ans.

Les autres membres du groupe d'étude étant d'autres personnalités de tendance démocrate ou républicaine.

L'insistance des auteurs du rapport est donc d'aboutir à un "consensus", pour lequel ils considèrent qu'il est "encore possible de mettre en œuvre des politiques différentes".

Mais, contrairement à ce qu'ont écrit les commentateurs, "ces politiques différentes" ne visent pas à réaliser autre chose que ce qui n'a pu l'être jusqu'à présent.

Tout est résumé dans un titre : "Réaliser nos objectifs", sous lequel on peut lire : "Nous sommes en accord avec l'objectif de la politique américaine en Irak, telle qu'établie par le président Bush." Il s'agit donc bien de proposer une nouvelle manière d'atteindre les objectifs décidés par Bush (mais, comme le verra, avec la crainte, tant pour Bush que pour Baker, de ne pas pouvoir y parvenir).

Quelle est cette nouvelle manière ? C'est là qu'on en arrive aux 79 "recommandations" du rapport Baker.

Trop souvent, la presse internationale s'est contentée de fournir des résumés, des indications générales. Or pour qui veut comprendre la situation dans laquelle se trouve placé l'impérialisme le plus puissant du monde, mais aussi ce qu'est sa politique, le détail des recommandations a toute son importance. Le rapport Baker commence par énumérer les orientations alternatives qu'il a écartées :

— Un retrait précipité, qui aurait comme résultat "de produire une violence communautaire encore plus grande et une détérioration nouvelle de la situation".

— Continuer comme jusqu'à présent, avec le risque de rencontrer l'opposition d'une "majorité du peuple américain".

— Envoyer plus de troupes en Irak, mais "nous n'avons pas suffisamment de troupes qui rendent possible un accroissement substantiel et continu de notre présence militaire."

— Diviser l'Irak en trois régions, mais "les coûts engendrés par la coupure de l'Irak en trois sous-régions semi-auto-

nomes avec un contrôle central lâche seraient trop élevés”. En effet, “la population d’Irak n’est pas nettement séparée, les frontières régionales ne peuvent pas être facilement dessinées”. Toutefois, le rapport envisage l’hypothèse : “bien qu’une telle division soit une conséquence possible de l’instabilité continue en Irak” et bien que “les événements peuvent devenir irréversibles dans cette direction” !

Quelle est donc la “nouvelle approche” préconisée par le rapport Baker pour se sortir du bourbier irakien ?

... et international

Il s’agit d’abord de “construire un consensus international”. Pour cela, les États-Unis doivent engager une “nouvelle offensive diplomatique”.

Première recommandation : “Il faut que les États-Unis, en collaborant avec le gouvernement irakien, lancent une nouvelle offensive diplomatique d’ensemble, de manière à traiter les problèmes de l’Irak et de la région. Cette nouvelle offensive diplomatique doit être lancée avant le 31 décembre 2006.” On notera au passage que, selon les dépêches de presse, Bush a décidé d’annoncer sa “nouvelle stratégie” pour l’Irak non pas avant, mais après le 1^{er} janvier 2007. Mais, sans attendre, et loin d’un quelconque désengagement militaire, le *Washington Post* (19 décembre) informe que l’administration Bush envisage l’envoi de 15 000 à 30 000 militaires supplémentaires pour la période de 6 à 18 mois, portant l’effectif sur le terrain à 164 000 hommes, le niveau le plus élevé depuis le début de l’engagement américain en Irak (ce que, d’ailleurs, Baker lui-même préconise, on le verra plus loin).

La recommandation n° 2 définit les objectifs de cette offensive diplomatique, notamment : “Soutenir l’unité et l’intégrité territoriale de l’Irak. Arrêter les interventions et les actions déstabilisatrices des voisins de l’Irak. Garantir des frontières sûres pour l’Irak incluant le recours à des patrouilles communes avec les pays voisins. Prévenir toute extension du conflit et de l’instabilité au-delà des frontières de l’Irak. Promouvoir l’assistance économique, le soutien sur le plan du commerce et politique, et si possible l’assistance militaire au gouvernement

irakien de la part des nations musulmanes qui ne sont pas voisines. Inviter l’ensemble des pays à soutenir la politique de réconciliation nationale en Irak. Aider le gouvernement irakien à rétablir un certain nombre de repères en matière politique, économique et de sécurité.”

La recommandation n° 3 vise à ce que, “en complément de l’offensive diplomatique (...), les États-Unis et le gouvernement de l’Irak soutiennent la tenue d’une conférence ou d’une rencontre à Bagdad, soit de l’Organisation de la conférence islamique, soit de la Ligue arabe, dans les deux cas pour aider le gouvernement irakien à promouvoir la réconciliation nationale et à rétablir leur présence diplomatique en Irak”.

Pour mettre ces recommandations en œuvre, on en arrive à la mise en place du “groupe de soutien international à l’Irak”.

En effet, “cette nouvelle offensive diplomatique ne peut pas être couronnée de succès si elle n’inclut pas la participation active des pays qui ont un intérêt critique à empêcher l’Irak de sombrer dans le chaos”.

Comment y parvenir ?

“Chaque pays de la région voit la situation en Irak à travers le filtre de ses intérêts particuliers”, constate le rapport, qui fournit des exemples :

“La Turquie s’oppose à l’indépendance ou à l’autonomie du Kurdistan pour ses propres raisons nationales.”

“L’Iran soutient les revendications des chiïtes et les différentes milices chiïtes en Irak, mais aussi d’autres groupes, de manière à renforcer son influence.”

“La Syrie, bien qu’elle facilite le soutien aux groupes insurgés en Irak, serait menacée par l’impact d’un effondrement de l’Irak.”

“Le Koweït veut s’assurer qu’il ne sera pas de nouveau victime de l’irrédentisme irakien.”

“L’Arabie Saoudite et la Jordanie partagent les préoccupations des sunnites sur l’influence grandissante des chiïtes en Irak et dans toute la région.”

“Les autres pays du Golfe arabe reconnaissent qu’ils auraient un avantage à

ce que la situation en Irak ne débouche pas sur une déstabilisation générale.”

“Aucun des voisins de l’Irak, et en particulier des pays majeurs comme l’Egypte, l’Arabie Saoudite et Israël, ne voit un quelconque intérêt à ce que la situation actuelle en Irak aboutisse à accroître l’influence régionale de l’Iran.”

Ce tableau est dressé pour montrer qu’il n’est de l’intérêt d’aucun de ces pays de ne pas aider l’administration américaine en Irak.

D’où la recommandation n° 4 : *“Comme instrument de cette nouvelle offensive diplomatique, un groupe de soutien international à l’Irak doit être organisé, immédiatement après le lancement de cette nouvelle offensive diplomatique.”*

Recommandation n° 5 : *“Ce groupe de soutien doit comporter l’Irak et tous les pays qui bordent l’Irak, y compris l’Iran et la Syrie, ainsi que les Etats régionaux clés, incluant l’Egypte et les pays du Golfe, ainsi que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations-Unies, l’Union européenne et bien sûr l’Irak lui-même. D’autres pays encore, comme l’Allemagne, le Japon, la Corée du Sud, peuvent être sollicités (...).”*

En un mot : associer le monde entier à la marche à la désagrégation engendrée par le régime de la propriété privée des moyens de production pourrissant.

Recommandation n° 6 : *“Cette nouvelle offensive diplomatique et le travail du groupe de soutien international doivent être conduits au niveau minimum des ministres des Affaires étrangères. Concernant les Etats-Unis, c’est le secrétaire d’Etat aux Affaires étrangères, voire le président, qui doit conduire ces efforts.”*

Recommandation n° 7 : *“Ce groupe de soutien doit en appeler à la participation du secrétaire général des Nations unies, qui devrait envoyer un représentant dans cet organisme.”*

Recommandation n° 8 : *“Ce groupe de soutien, partie prenante de l’offensive diplomatique internationale, doit développer des approches spécifiques pour les pays voisins qui prennent en compte leurs intérêts.”*

Le monde entier derrière Bush ?

Si l’on comprend bien, le monde entier, les autres puissances impérialistes, l’Union européenne, les Nations unies, les pays voisins de l’Irak, tous doivent s’intégrer dans la nouvelle offensive diplomatique du gouvernement américain, dont, répétons-le, l’objectif avoué est de permettre la réalisation des objectifs définis par le président George Bush. Tous les pays, y compris l’Iran, la Syrie. Mais comment y parvenir ?

“Passer un accord avec l’Iran et la Syrie est sujet à controverses.” Mais *“une nation peut et doit chercher à engager le dialogue avec ses adversaires et ses ennemis pour essayer de résoudre les conflits et les différences du point de vue de ses propres intérêts”*. Notons-le : *“du point de vue de ses propres intérêts”* !

“Les Etats-Unis (...) doivent aussi considérer les moyens dont ils disposent pour chercher à engager ces pays de manière constructive, comme cela a été fait avec succès pour la Libye.”

Voici quelques-uns de ces “moyens incitatifs” proposés par le rapport Baker :

“a) Un Irak qui ne se désintègre pas et qui ne déstabilise pas ses voisins et la région.

b) L’action continue des Etats-Unis pour empêcher les talibans de déstabiliser l’Afghanistan.

c) La possibilité d’adhésion à des organisations internationales, notamment l’Organisation mondiale du commerce (OMC).

d) Les perspectives de relations diplomatiques renforcées avec les Etats-Unis.

e) La perspective d’une politique américaine qui mette l’accent sur des réformes économiques et politiques au lieu de, comme l’Iran à l’heure actuelle le perçoit, combattre pour un changement de régime.

f) La perspective d’une paix réelle, complète et sûre, qui puisse être négociée entre Israël et la Syrie, avec l’implication des Etats-Unis, comme élément d’une initiative plus large pour la paix arabo-israélienne sur la ligne qui va être développée ci-dessous.”

Dans un langage non diplomatique, ces choses-là portent un nom : c’est du chan-

tage ! Ici, l'impérialisme américain dit aux gouvernements d'Iran et de Syrie : nous avons les moyens d'organiser une déstabilisation générale de la région, notamment de vos pays. Il vous revient de faire le bon choix, sinon, vous en subirez les conséquences. Notons également que les propositions pour aboutir à des négociations concernant Israël expliquent la pression exercée par le gouvernement américain pour contenir la politique d'Israël dans la région (voir plus loin).

Menaces et chantage

Recommandation n° 9 : *“Sous l'égide de l'offensive diplomatique nouvelle et du groupe de soutien, les Etats-Unis doivent prendre contact directement avec l'Iran et la Syrie, afin d'obtenir leur engagement dans des politiques constructives concernant l'Irak et d'autres questions de la région.”*

La menace, à nouveau : tout doit être entraîné sur la ligne de la dislocation. Ainsi :

“Les intérêts de l'Iran seraient desservis par un échec de la politique américaine en Irak, qui conduirait au chaos et à la désintégration totale de l'Etat irakien. L'Iran, s'il comprend 50 % de population d'origine perse, a aussi une large minorité azérie (24 % de la population) et également des minorités kurde et arabe. Le scénario du pire en Irak pourrait allumer des tensions religieuses à l'intérieur même de l'Iran, avec de graves conséquences pour les intérêts de la sécurité nationale de l'Iran.”

Recommandation n° 10 : *“La question du programme nucléaire de l'Iran doit continuer à être traitée par le Conseil de sécurité des Nations unies.”*

Ainsi, la question du nucléaire n'est qu'un moyen pour contraindre l'Iran à prendre toute sa place dans la mise en œuvre des plans impérialistes (exigence qui a trouvé des relais s'exprimant dans les récentes élections municipales en Iran).

Recommandation n° 11 : *“Les efforts diplomatiques à l'intérieur du groupe de soutien doivent chercher à persuader l'Iran qu'il doit prendre des pas concrets spécifiques pour améliorer la situation en Irak.”*

“En particulier, l'Iran devrait arrêter le flux d'équipements, de technologies, d'entraînements pour tous les groupes qui développent la violence en Irak. L'Iran doit apporter clairement son soutien à l'intégrité territoriale de l'Irak comme un Etat unifié, respecter la souveraineté de l'Irak et de son gouvernement. L'Iran devrait utiliser son influence en particulier sur les groupes chiïtes en Irak pour encourager la réconciliation nationale.”

Sinon...

Concernant la Syrie : Il faut revenir à *“l'approche qui avait bien fonctionné au début des années 1990”*.

“Dans ce contexte, les intérêts nationaux de la Syrie dans le conflit arabo-israélien sont importants et on peut les mettre sur la table (de négociations).”

Recommandation n° 12 : *“Les Etats-Unis et le groupe de soutien doivent encourager et persuader la Syrie du mérite des contributions suivantes :*

La Syrie peut contrôler sa frontière avec l'Irak (...).

La Syrie peut établir des lignes directes pour échanger des informations avec les Irakiens.

La Syrie peut développer sa coopération économique et politique avec l'Irak.”

Le rapport Baker inscrit ces recommandations dans ce qu'il appelle *“un contexte régional plus large”*, et en particulier en y insérant la question de la Palestine.

Soixante ans de révolution palestinienne...

Depuis près de 60 ans, la révolution palestinienne est aux avant-postes de la révolution mondiale. Le refus du peuple palestinien de renoncer à la terre et au droit démocratique de constituer la nation constitue la principale difficulté pour l'impérialisme dans cette partie du monde. Empêtrés dans le borbier irakien, mais déterminés à poursuivre leur politique de pillage et de dislocation des nations, les dirigeants de l'administration américaine sont prêts à intégrer la question de la Palestine dans un *“règlement”* global régional. Il ne s'agit pas d'aboutir à un

règlement de la question palestinienne (ou de la question irakienne, d'ailleurs), mais d'utiliser cela comme un élément du marchandage pour conduire les dirigeants syriens (et d'autres) à se faire les instruments subsidiaires du maintien de l'ordre impérialiste dans la région.

Car le plan Baker dans son ensemble n'est rien d'autre que la recherche d'un partage du fardeau pour défendre les intérêts bien compris de l'impérialisme américain, sur une ligne qui conduit à la désagrégation du monde entier, y compris la désagrégation des Etats-Unis mêmes.

“Les Etats-Unis ne seront pas capables d'atteindre leurs objectifs dans le Moyen-Orient sans intervenir directement dans le conflit arabo-israélien. Il doit y avoir un engagement renouvelé et durable de la part des Etats-Unis pour parvenir à une paix globale arabo-israélienne sur tous les fronts (...). Cet engagement doit inclure des discussions directes avec et entre Israël, Liban, Palestiniens (ceux qui acceptent le droit d'Israël à exister), et particulièrement la Syrie, qui est le principal transit pour les armes du Hezbollah (...).”

Recommandation n° 13 : *“Les Etats-Unis doivent s'engager de manière renouvelée et durable dans une paix arabo-israélienne sur tous les fronts : Liban, Syrie, et l'engagement pris par le président Bush en juin 2002 en faveur d'une solution à deux Etats pour Israël et la Palestine.”*

Remarquons que la solution dite “des deux Etats” avancée périodiquement par les différentes puissances impérialistes dans les vingt dernières années n'a jamais été qu'un pseudonyme pour une politique visant à enfermer le peuple palestinien dans des ghettos, des bantoustans, lui niant tous ses droits.

Remarquons que près de 60 ans après la “Nakba” (la catastrophe qui a vu le peuple palestinien chassé de sa terre), plus que jamais, la position affirmée par la IV^e Internationale dès 1947 — à savoir qu'il n'est pas de solution démocratique en dehors de l'établissement d'une seule Palestine, laïque et démocratique, sur tout le territoire historique de la Palestine, intégrant à égalité les composantes juive, arabe, chrétienne, sans discrimination —

apparaît comme la seule à même d'apporter une réponse aux souffrances du peuple palestinien et d'ouvrir la voie à une solution politique. Nous aurons l'occasion d'y revenir dans cette revue au courant de l'année 2007, 60^e anniversaire de l'adoption des résolutions de l'ONU décidant la création de l'Etat d'Israël.

Pour l'heure, relevons que l'impérialisme américain n'ignore pas le rapport entre la révolution palestinienne et la situation d'ensemble de la région. C'est pourquoi, tout en continuant à soutenir Israël, il utilise Israël (y compris les Juifs d'Israël) comme une monnaie d'échange pour obtenir des gouvernements de la région (et notamment syrien et iranien) de faire un pas dans leur direction.

C'était déjà dans cet objectif que l'administration Bush, après avoir poussé à l'intervention israélienne au Liban en juillet 2006, avait mis un frein à cette intervention quand celle-ci est apparue comme un facteur risquant d'accroître la déstabilisation de toute la région.

C'est, d'une certaine manière, à nouveau, ce que préconisent Baker, Hamilton et compagnie.

Recommandation n° 14 : *“Cet effort doit conduire aussi vite que possible, sous les auspices des Etats-Unis d'Amérique ou du Quartet (Etats-Unis, Russie, Union européenne et ONU), à des réunions entre Israël, le Liban et la Syrie, d'une part, Israël et les Palestiniens (ceux qui reconnaissent le droit d'Israël à exister), d'autre part. L'objectif de ces réunions est de négocier la paix comme cela fut fait à la conférence de Madrid en 1991 et sur deux voix séparées, l'une Syrie-Liban, l'autre la Palestine.”*

Une balkanisation généralisée ?

Mettre en œuvre la paix telle que négociée à la conférence de Madrid ? Mais la paix telle que “négociée” à la conférence de Madrid, cette politique des deux Etats, n'est-ce pas la politique qui déchire aujourd'hui la Palestine, qui conduit à la guerre civile, aux affrontements, dans la mesure où les différents secteurs du gouvernement d'unité nationale palestinien sont aujourd'hui sous la pression de l'impérialisme ? N'est-ce pas cela, Oslo ?

La balkanisation à l'extrême de toute la Palestine ?

Recommandation n° 15 : *“Concernant la Syrie, les éléments de cette paix négociée devraient inclure (...) : la reconnaissance de la souveraineté du Liban sur tout son territoire, la coopération de la Syrie aux enquêtes sur les assassinats politiques au Liban, en particulier ceux de Rafi Karéri et Gemayel, l'arrêt vérifiable de toute aide syrienne au Hezbollah (...), l'utilisation de l'influence sur le Hamas et le Hezbollah pour la libération des soldats israéliens capturés, l'arrêt vérifiable des tentatives syriennes de déstabilisation du gouvernement démocratiquement élu du Liban, l'arrêt vérifiable de toutes les livraisons d'armes qui passent par la Syrie (...), l'engagement de la Syrie à aider à obtenir du Hamas la reconnaissance du droit d'Israël à exister.”*

Et qu'obtiendrait la Syrie en échange de tout cela ?

Recommandation n° 16 : *“En échange de ces actions, et dans le contexte d'un accord de paix d'ensemble et sûr, les Israéliens devraient rendre le plateau du Golan avec une sécurité pour Israël garantie par les Etats-Unis, qui inclurait la présence d'une force internationale sur la frontière incluant des troupes américaines si cela est demandé par les deux parties.”*

Notons que, le 18 décembre, en voyage à Moscou, le président syrien, Bachar el-Assad, a proposé publiquement aux dirigeants israéliens de reprendre des négociations n'opposant *“aucune condition préalable”*. Selon le journal français *Le Figaro*, *“cette ouverture a été rejetée par Olmert”*, le Premier ministre israélien, au motif officiel de ne pas contrarier Bush !

Recommandation n° 17 : *“Concernant la question palestinienne, il faut négocier une paix qui soit basée sur les résolutions 242 et 338 de l'ONU”*, qui inclut *“un fort soutien au président palestinien Mamoud Abbas et à l'Autorité palestinienne”*, *“un effort majeur pour en finir avec les hostilités en cours en consolidant le cessez-le-feu réalisé entre les Palestiniens et les Israéliens en novembre 2006”* et en *“soutenant la formation d'un gouvernement d'unité nationale palestinien”*. Enfin, *“des négociations durables pour aboutir à un accord de paix, basé sur la solution des*

deux Etats du président Bush, qui traiteraient les questions clés des frontières, des colonies, de Jérusalem, du droit au retour et de la fin du conflit”.

On voit quelle “confiance” ont les dirigeants de l'impérialisme dans leurs propres propositions concernant le Moyen-Orient !

Question (pour ne prendre que celle-ci) : comment la question du droit au retour pourrait-elle être réalisée dans le cadre de la politique des deux Etats ? Celle-ci suppose en effet que le retour des Palestiniens sur les terres dont ils ont été chassés (et qui seraient dans les limites de l'Etat d'Israël) serait interdit, puisque contradictoire au caractère exclusivement juif et discriminatoire de l'Etat d'Israël.

Concernant l'Afghanistan, le rapport Baker constate qu'*“il y a une menace renouvelée posée par les talibans”*, qui peut *“déstabiliser la région”*. En conséquence, recommandation n° 18 : *“Il est essentiel que les Etats-Unis fournissent un soutien politique, économique et militaire à l'Afghanistan, incluant des ressources qui pourraient devenir disponibles dès lors que les forces de combat seraient retirées d'Irak.”*

Comme on le voit, l'objectif du plan Baker n'est nullement de désengager militairement les Etats-Unis de la région, mais plutôt de permettre un redéploiement pour faire face à la révolte grandissante du peuple américain contre sa politique.

Présentation de la recommandation n° 19 : *“La possibilité de transférer le commandement et le contrôle des forces de sécurité irakiennes des Etats-Unis vers l'Irak dépendra des progrès faits par l'Irak sur ces jalons essentiels.”*

Répétons-le : quelle confiance les Baker, Bush et compagnie placent-ils dans leur propre politique ? Réponse à propos de l'Irak dans les deux recommandations suivantes.

Recommandation n° 20 : *“Si le gouvernement irakien démontre sa volonté politique et fait des progrès substantiels vers la réalisation de ces points concernant la réconciliation nationale, la sécurité et la gouvernance, alors, les Etats-Unis doivent clairement indiquer leur volonté de continuer à entraîner, à assister*

et à soutenir les forces de sécurité irakiennes, et de continuer à soutenir aux plans économique, politique et militaire le gouvernement irakien.”

Mais, recommandation n° 21 : *“Si le gouvernement irakien ne fait pas de progrès substantiels vers la réalisation de ces points concernant la réconciliation nationale, la sécurité et la gouvernance, alors les Etats-Unis devraient réduire leur soutien économique, politique et militaire au gouvernement irakien.”*

Insistons sur cet aspect. Cette double recommandation en positif et en négatif, à l’adresse du gouvernement irakien, c’est la méthode de chantage de l’impérialisme américain. Elle a une signification très précise. Les leçons des “mid-term elections” sont parfaitement comprises pas les sommets de l’impérialisme. Baker-Hamilton disent en substance la chose suivante : nous ne pouvons pas renoncer au but dessiné par Bush, mais nous ne pouvons pas “passer” en prenant de front une opinion publique qui se dresse de plus en plus contre la forme de notre politique (pas plus qu’au plan militaire, nous ne sommes en situation de l’emporter) ; nous sommes confrontés à des menaces explosives ; nous devons évoquer la possibilité d’un processus entamant le retrait des troupes américaines en Irak, non pas pour renoncer aux plans impérialistes, mais pour les faire prendre en charge : a) directement par le gouvernement irakien ; b) directement par les grandes puissances impérialistes du monde entier ; c) par les gouvernements de la région ; d) par l’Iran, la Syrie, etc. Etant entendu que loin d’affaiblir la politique d’intervention militaire américaine dans le monde entier, il s’agirait de dégager des forces engagées sur le terrain, pour pouvoir assumer la tâche de gendarme à l’échelle mondiale et couvrir tous les autres fronts.

Baker pire que Bush !

En fait, le plan Baker-Hamilton est une manière encore plus grave et dangereuse de mettre en œuvre la politique de l’impérialisme, puisqu’à la différence de ce que Bush tentait jusqu’à présent, ce plan n’isole plus la question de l’Irak en soi, mais l’inscrit dans une politique d’en-

semble et permanente d’intervention dans le monde entier.

Baker-Hamilton disent en quelque sorte : ne soyons pas prisonniers de la situation spécifique en Irak si nous voulons assumer les visées de l’impérialisme à l’échelle mondiale et de dislocation des nations à l’échelle mondiale. D’où ces directives sous forme de chantage sur le gouvernement irakien, qui reviennent à dire : si vous, le gouvernement irakien, n’êtes pas capable de prendre en charge un certain nombre de choses, alors, nous vous laisserons vous effondrer et vous disloquer, comme la Somalie hier. C’est un démantèlement complet de ce pays qui a pour nom Irak qu’envisagent et préconisent Baker-Hamilton.

Recommandation n° 22 : *“Le président devrait dire clairement que le but des Etats-Unis n’est pas le maintien permanent de bases militaires en Irak. Si le gouvernement irakien réclamait un maintien temporaire de bases, alors le gouvernement américain devrait considérer cette demande comme il pourrait le faire pour n’importe quel gouvernement.”*

Encore une fois, il ne s’agit pas pour l’impérialisme de renoncer à intervenir militairement en Irak. Il s’agit de modifier une situation où, prisonnier de son engagement en Irak, il s’interdirait d’assumer sa politique impérialiste d’ensemble. Rien d’autre.

Recommandation n° 23 : *“Le président devrait réaffirmer que les Etats-Unis ne cherchent pas à contrôler les ressources de pétrole irakiennes.”*

En apparence, cela ressemble à une déclaration de respect de la souveraineté de l’Irak sur son pétrole. Mais reportons-nous à la recommandation n° 63 :

“Les Etats-Unis doivent encourager les investissements dans le secteur du pétrole irakien par la communauté internationale et par les compagnies énergétiques internationales. Les Etats-Unis doivent aider les dirigeants irakiens à réorganiser l’ensemble de l’industrie nationale du pétrole comme une entreprise commerciale (...). Les Etats-Unis doivent soutenir les efforts de la Banque mondiale pour garantir que les meilleures pratiques sont respectées dans les contrats passés.”

Citons aussi la recommandation n° 62 :

“Le gouvernement américain doit fournir une assistance technique au gouvernement irakien pour préparer un projet de loi sur le pétrole qui (...) crée un cadre légal et fiscal pour l’investissement. Le gouvernement des Etats-Unis devra encourager le gouvernement irakien à accélérer les contrats nécessaires pour l’exploitation d’ensemble des champs de pétrole du sud, de manière à augmenter la production (...). En conjonction avec le Fonds monétaire international, le gouvernement américain devrait faire pression sur l’Irak pour qu’il continue à diminuer les subventions au secteur de l’énergie (...). Jusqu’à ce que les Irakiens paient les produits pétroliers aux prix du marché, les pénuries drastiques de combustibles continueront.”

Interdites, donc, les subventions du gouvernement irakien pour le pétrole ! Les Irakiens doivent payer le pétrole au prix fort ! Aucun détail n’échappe au plan Baker. Un calendrier de la “réconciliation nationale” occupe deux pages du plan, incluant un nombre de précisions stupéfiantes. Par exemple : *“Fin 2006, début 2007 : accord sur la loi électorale concernant les élections provinciales et leur date”, “la loi sur le pétrole”, “loi sur la dé-baasification”, et même : “A la fin 2006, la Banque centrale d’Irak doit augmenter les taux d’intérêt de 20 % et réévaluer le dinar irakien de 10 % pour combattre l’inflation...”*

Jeter les bases d’une “réconciliation nationale” est une tâche “essentielle” pour le rapport Baker : *“Les forces américaines doivent aider à garantir la stabilité pour un certain temps pour permettre aux dirigeants irakiens de négocier des solutions politiques, mais elles ne peuvent pas arrêter la violence, ou même la contenir, s’il n’y a pas un accord politique en bonne et due forme entre Irakiens sur le futur de leur pays.”*

Recommandation n° 26 : *“La révision de la Constitution est essentielle pour la réconciliation nationale et doit être entreprise de manière urgente. Les Nations unies ont toute l’expertise nécessaire dans ce domaine et doivent jouer un rôle dans ce processus.”*

En aucun cas un plan de retrait

Et ces gens-là osent parler de souveraineté de l’Irak ! Ils décident de changer la Constitution, de la réviser, de confier aux Nations unies de la refaire. Tout, absolument tout est passé en revue par le plan Baker.

Recommandation n° 27 : *“La réconciliation nationale exige la réintégration des baasistes et des nationalistes arabes dans la vie nationale, bien sûr à l’exclusion des figures dirigeantes du régime de Saddam Hussein. Les Etats-Unis doivent encourager le retour des professionnels irakiens qualifiés, qu’ils soient sunnites ou chiïtes, nationalistes ou anciens baasistes, kurdes, turcs, chrétiens ou arabes, dans le gouvernement.”*

Tous “réconciliés”... pour appliquer les objectifs de l’administration Bush-Baker !

Contrairement à ce qu’ont bien voulu présenter certains commentateurs, le plan Baker-Hamilton n’est en aucune manière un plan de retrait des troupes américaines d’Irak. Il s’en défend lui-même :

“La présence des forces américaines en Irak est une question clé dans le dialogue de réconciliation nationale. Ce qui est à l’ordre du jour pour les Etats-Unis, ce n’est pas de définir un calendrier ou des dates butoirs pour le retrait des troupes, car c’est là une démarche à laquelle nous nous opposons. Ce qui est à l’ordre du jour pour les Etats-Unis et pour l’Irak, c’est d’indiquer clairement que leur intérêt commun est un départ dans l’ordre des forces américaines au fur et à mesure que les forces irakiennes prennent en charge les missions de sécurité.”

Recommandation n° 34 : *“La question de la future présence des forces américaines doit être mise sur la table des discussions dans le cadre même du processus du dialogue de réconciliation nationale (...). La violence ne peut pas s’arrêter à moins que le dialogue ne commence, et le dialogue doit inclure tous ceux qui cherchent le pouvoir, pas ceux simplement déjà au gouvernement. Les Etats-Unis doivent discuter directement avec le grand ayatollah Sistani, chercher même à nommer un Américain musulman chiïte de haut niveau*

pour servir d'émissaire vers lui (...). Les Etats-Unis doivent aussi chercher à discuter directement avec Moktadar al-Sadr."

Recommandation n° 35 : *"Les Etats-Unis doivent faire des efforts actifs pour engager la discussion avec toutes les parties en Irak, à l'exception d'Al-Qaida. Les Etats-Unis doivent trouver le moyen de parler avec le grand ayatollah Sistani, Moktadar al-Sadr et tous les dirigeants insurgés des milices."*

Recommandation n° 36 : *"Bien que ce soit très impopulaire au plan politique aussi bien aux Etats-Unis qu'en Irak, l'amnistie est essentielle si l'on veut faire progresser les choses."*

Toujours la même méthode, force et intégration, la carotte et la bâton.

Concernant les milices et la réconciliation nationale : *"L'usage par le gouvernement irakien de la force pour en finir avec les milices est légitime. Toutefois, la solution au problème des milices passe par la réconciliation nationale."*

En conséquence, recommandation n° 38 : *"Les Etats-Unis devraient soutenir la présence d'experts internationaux neutres comme conseillers pour le gouvernement irakien dans le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration des milices."*

Recommandation n° 39 : *"Les Etats-Unis doivent fournir un soutien financier et technique, et mettre en place un bureau en Irak qui coordonne toute l'assistance au gouvernement irakien et à ses conseillers pour aider au programme de désarmement, démobilisation et réintégration des membres des milices."*

"Augmenter les chances d'éviter un désastre"

Le plan Baker-Hamilton est particulièrement représentatif de la situation dans laquelle se trouve l'impérialisme américain. D'une part, répétons-le, ils n'ont aucunement l'intention de se dégager militairement à l'échelle mondiale. La stratégie américaine reste basée sur la présence de troupes américaines dans le monde entier pour imposer l'ordre impérialiste. Ils n'ont pas non plus l'intention de quitter l'Irak dans n'importe quelles conditions (il

s'agit d'envisager la possibilité que le gouvernement irakien et d'autres forces internationales relaient la présence militaire américaine sur le terrain pour faire face à la révolte de la population américaine contre cette guerre). Mais, en même temps, ils n'ont guère d'illusions sur une possible issue militaire favorable.

"Il n'y aucune action qui puisse être faite par l'armée américaine qui puisse aboutir par elle-même à un quelconque succès en Irak. Mais il y a des actions que les gouvernements irakien et des Etats-Unis travaillant ensemble peuvent et doivent entreprendre pour augmenter les chances d'éviter un désastre, et donc augmenter les chances de succès."

"Augmenter les chances d'éviter un désastre" ! L'impérialisme n'a pas pour but d'obtenir une victoire militaire. Il a pour but d'imposer coûte que coûte sa domination sur le monde entier. Il sait que cette domination ne peut se faire qu'au prix du démantèlement des Etats, de la dislocation des nations. Il sait — bien qu'il ne puisse pas le revendiquer ouvertement comme objectif — que la dislocation de l'Irak depuis l'invasion américaine n'est pas un hasard, mais bien le produit direct de la politique impérialiste. L'impérialisme américain sait tout cela. Il sait en même temps qu'il n'a pas d'autre politique à proposer.

"Il faut que le gouvernement irakien accélère de manière urgente la réconciliation nationale..." "Il doit augmenter la responsabilité de la sécurité sur le terrain (...). Durant tout ce processus et pour le faciliter, les Etats-Unis doivent augmenter de manière significative le nombre des personnels militaires américains, incluant des troupes de combat embarquées avec les unités de l'armée irakienne ou de soutien."

Le plan Baker propose d'ailleurs de faire passer de 3 000 à 4 000 à 10 000 à 20 000 le nombre de troupes américaines embarquées avec les troupes irakiennes dans ses actions de soutien direct et de formation.

Pour Baker-Hamilton, le scénario idéal serait le suivant :

"Plus ces efforts se développeront, plus seront déployées des brigades militaires irakiennes supplémentaires et plus

les brigades de combat américaines pourront commencer à quitter l'Irak. Dans le premier trimestre 2008, sauf développement inattendu sur le plan de la sécurité sur le terrain, toutes les brigades de combat qui ne seraient pas nécessaires à cette force de protection devraient avoir quitté l'Irak. A ce moment, les forces de combat américaines en Irak ne devraient se déployer que comme des unités embarquées avec les forces irakiennes." Bien sûr, "les efforts concernant l'espionnage et le soutien devraient continuer".

Mais, répétons-le encore une fois, il ne s'agit nullement d'un désengagement militaire :

"Mais même après que les Etats-Unis auront retiré toutes leurs troupes de combat d'Irak, nous maintiendrions cependant une présence militaire considérable dans la région. D'abord avec notre force toujours significative en Irak, avec notre force aérienne extrêmement puissante, mais aussi troupes de terrain et déploiement naval au Koweït, à Bahreïn, au Qatar, et aussi avec une présence grandissante en Afghanistan. Ces forces seraient suffisamment robustes pour permettre aux Etats-Unis, travaillant de concert avec le gouvernement irakien, d'accomplir quatre missions : fournir une garantie politique permanente au gouvernement irakien de manière à éviter tout effondrement et toute désintégration du pays, combattre Al-Qaida et les autres organisations terroristes, équiper et soutenir les forces de sécurité irakiennes, et éviter toute interférence destructive en Irak de la Syrie."

D'autres solutions seraient-elles possibles ? Baker-Hamilton et compagnie écrivent :

"A cause de l'importance de l'Irak pour nos objectifs de sécurité régionale et pour notre lutte constante contre Al-Qaida, nous avons pris en considération les propositions visant à une augmentation substantielle, passer de 100 000 à 200 000 hommes le nombre de troupes américaines déployées en Irak. Nous avons rejeté cette proposition parce que nous ne pensons pas que les niveaux nécessaires pour un tel déploiement permanent soient disponibles. De plus, augmenter l'effectif des troupes américaines présentes ne ferait qu'aggraver tous les aspects sur le plan de

la sécurité liés à une situation d'occupation de long terme (...). Nous avons tout autant rejeté la proposition d'un retrait immédiat de nos troupes parce que nous pensons que les enjeux sont trop importants (...)."

"Les Etats-Unis ne devraient pas prendre un engagement illimité à maintenir de larges effectifs de troupes américaines déployées en Irak pour trois raisons impérieuses. La première, et la plus importante, les Etats-Unis font face à d'autres dangers du point de vue de leur sécurité dans le monde. Et un engagement continu des forces américaines sur le terrain en Irak, au niveau actuel, ne laisserait aucune autre réserve disponible pour faire face aux autres situations" (2).

L'exemple est donné du fait que "le commandant en chef de l'OTAN en Afghanistan a demandé le 7 septembre 2006 un renfort des troupes face à la résurgence d'Al-Qaida et des forces des talibans". Le rapport dit : "Les Etats-Unis doivent répondre positivement à cette demande et se préparer aussi à d'autres questions de sécurité incluant l'Iran et la Corée du Nord."

Demain, l'Iran et la Corée du Nord ?

Ainsi donc, c'est explicitement au nom de la nécessité d'interventions militaires futures, singulièrement en Iran et en Corée du Nord, que Baker et Hamilton préconisent de désengager si possible un certain nombre de troupes sur le terrain en Irak. Mais encore une fois, cela est-il possible ? Au moment même où Baker-Hamilton disent qu'il faut s'opposer au passage à 200 000 hommes sur le terrain, Bush envisage l'envoi de 30 000 hommes supplémentaires, passant donc à près de 170 000.

"Deuxièmement, l'engagement à long terme des forces terrestres américaines à ses niveaux actuels interdit la capacité

(2) Officiellement, l'armée américaine comprend plus d'un million et demi de soldats, parmi lesquels près de 500 000 basés en permanence hors des Etats-Unis : plus de 110 000 en Europe (sans compter les forces de l'OTAN sous commandement américain, comme par exemple les 30 000 hommes au Kosovo), 80 000 au Moyen-Orient hors Irak, plus de 100 000 en Asie du Sud-Est, etc.

réactive de l'armée", et en particulier "la rotation des troupes".

"Enfin, un engagement illimité des forces américaines ne fournirait pas au gouvernement irakien l'incitation dont il a besoin pour prendre des actions politiques qui donnent à l'Irak la meilleure chance d'en finir avec la violence (...). Si la présence des troupes américaines en Irak modère la violence, il est peu probable que le déploiement à long terme des troupes américaines par lui-même puisse conduire à des améliorations fondamentales de la situation sur le plan de la sécurité. Il est important de reconnaître qu'il n'y a aucune alternative sans risque ouverte pour les Etats-Unis à cette étape. Réduire nos engagements de troupes de combat en Irak, quel qu'en soit le moment, crée des risques, indéniablement. Mais laisser nos forces définitivement enracinées sur le terrain en Irak crée son propre terrain de risque de sécurité."

C'est ce qu'on appelle une situation apparemment sans issue positive du point de vue de l'impérialisme. Mais au fait ? Reposons la question : s'agit-il pour l'impérialisme de chercher une issue sur un terrain de paix ? Ou s'agit-il simplement de continuer à déployer les conditions de sa politique de démantèlement de toutes les nations et de tous les Etats à l'échelle de la planète ?

Recommandation n° 40 : *"Il ne faut pas un engagement illimité à maintenir de larges effectifs de troupes sur le terrain."*

Recommandation n° 41 : *"Les Etats-Unis doivent dire clairement au gouvernement irakien que les Etats-Unis ont l'intention de développer leur plan incluant les redéploiements militaires" et que "les autres besoins en matière de sécurité de l'Amérique et le futur de notre armée ne peuvent pas être otages des actions ou inactions du gouvernement irakien"*.

Empêtré dans le bourbier irakien...

Tout est là. Empêtré dans le bourbier irakien, l'impérialisme américain, après avoir démantelé ce pays, l'avoir fait exploser, ne veut pas rester englué. Il veut garder les mains libres pour d'autres interven-

tions pour faire face à ses besoins à l'échelle internationale.

Recommandation n° 42 : *"Il faut se fixer d'avoir complètement fini le travail d'entraînement et d'équipement de l'armée irakienne dans le premier trimestre 2008."*

Recommandation n° 44 : *"Les officiers et personnels militaires les plus qualifiés des Etats-Unis doivent être affectés à ces équipes embarquées et les équipes américaines doivent être présentes dans les unités irakiennes au niveau de chaque compagnie."*

Si le rapport Baker consacre une partie entière à ce qu'il appelle la tâche de "restauration de l'armée américaine", c'est que la situation de l'armée américaine, de son propre aveu, est grave.

"Nous reconnaissons qu'il y a d'autres conséquences graves de la guerre en Irak sur notre pays. L'une des conséquences est le stress et l'incertitude imposés à notre armée, qui est pourtant l'armée la plus professionnelle et la plus efficace de l'histoire (...). Il nous faut considérer la manière de limiter les conséquences négatives des contraintes imposées par notre présence militaire en Irak. Les forces militaires américaines, et spécialement nos forces terrestres, ont été conduites près du point de rupture par les déploiements répétés en Irak, avec tout ce que cela implique de pertes (environ 3 000 morts et plus de 21 000 blessés) et de plus grandes difficultés dans le recrutement. De plus, le budget de la Défense dans son ensemble est dans un risque d'explosion avec les financements supplémentaires (...). Restaurer les capacités de nos forces militaires doit devenir la priorité numéro 1 des Etats-Unis aujourd'hui."

Recommandation n° 47 : *"Au fur et à mesure que le redéploiement aura lieu, les directions du Pentagone doivent mettre l'accent sur les programmes d'éducation et d'entraînement pour les forces qui reviennent aux Etats-Unis, dans le but de remettre sur pied cette force et de restaurer l'armée américaine au haut niveau de réactivité pour l'ensemble des dangers auxquels elle aura à faire face."*

Recommandation n° 48 : *"Au fur et à mesure où l'équipement militaire reviendra aux Etats-Unis, le Congrès devra*

dégager des fonds suffisants pour restaurer tout l'équipement pour pouvoir fonctionner dans les cinq prochaines années.”

Recommandation n° 49 : “L'administration (...) devra évaluer l'ensemble de l'impact budgétaire futur de la guerre en Irak, et son impact potentiel sur la capacité de réaction de cette force, la capacité à recruter et à conserver des personnels de haute qualité, à trouver des investissements nécessaires...”

Plusieurs recommandations fixent dans le moindre détail la manière de remettre sur pied les ministères de la Défense, de la Police et de la Justice en Irak.

Recommandation n° 58 : “Le FBI doit étendre ses entraînements et toutes ses facilités d'entraînement et de pénétration en Irak, incluant la couverture du terrorisme aussi bien que toutes les activités criminelles.”

Le plan Baker-Hamilton prétend pouvoir prévoir tout dans le détail, y compris “l'assistance économique et de reconstruction américaine” :

Recommandation n° 64 : “L'assistance économique des Etats-Unis doit être augmentée au niveau de 5 milliards de dollars par an plutôt que de permettre qu'elle baisse.”

Recommandation n° 65 : “Une part essentielle des efforts de reconstruction en Irak devrait relever d'une implication plus grande de la part des partenaires internationaux, qui ne doivent pas seulement donner de l'argent ; ils doivent aussi participer activement à la définition des projets.”

Recommandation n° 72 : “Les coûts de la guerre en Irak devraient être inclus dans les demandes budgétaires annuelles du président, en commençant par le prochain budget : la guerre est dans sa quatrième année, et le processus budgétaire normal ne peut pas être contourné. Les demandes financières pour la guerre en Irak doivent être présentées clairement devant le Congrès et le peuple américains. Le Congrès doit prendre sa responsabilité constitutionnelle dans le fait de considérer toutes ces requêtes budgétaires pour la guerre.”

Bref : tout le monde — consensus démocrates-républicains — doit s'impliquer dans le vote des crédits.

Recommandation n° 75 : “A long terme, le gouvernement des Etats-Unis doit améliorer la façon dont ses agences constitutives, c'est-à-dire la Défense, le département d'Etat, l'agence de Développement (...), répondent à une opération complexe du point de vue de la stabilité, comme celle intervenue lors de la décennie qui vient de s'écouler dans les guerres d'Irak et d'Afghanistan, et lors de la décennie précédente les opérations dans les Balkans. Ils ont besoin d'être entraînés pour cela, apprendre à conduire des opérations conjointes (...).”

Suit toute une partie sur l'espionnage, qui se termine par la recommandation n° 79 : “La CIA doit fournir du personnel additionnel en Irak pour développer et former un service d'espionnage efficace et construire un service de contre-espionnage qui puisse faciliter la lutte contre le terrorisme.”

On le voit, le plan Baker n'est ni un plan de paix ni même un plan de retrait.

La signification profonde du plan Baker, c'est qu'il indique en quoi la guerre en Irak dans laquelle l'impérialisme américain s'est lancé ne peut prendre de sens que s'il elle est inscrite dans un ensemble plus vaste, c'est-à-dire la capacité de l'impérialisme à intervenir sur tous les fronts en même temps. Et cela n'est possible qu'à la condition d'entraîner toutes les puissances impérialistes dans cette politique, de soumettre tous les Etats de la région. Cela n'est possible qu'à la condition de tout subordonner — et la Syrie, et l'Iran, et l'Irak, et Israël même, et la Palestine, bien sûr, l'Europe évidemment, mais aussi la Chine, l'Inde, l'Afrique, etc. — aux besoins bien compris de l'impérialisme américain.

... l'impérialisme américain n'est pas un “super-impérialisme”

Nous l'avons dit et répété lors du Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale, dont ce numéro de *La Vérité* rend compte : il n'y a pas de super-impérialisme. L'impérialisme américain, bien que le plus puissant du monde, bien que celui qui dicte à la classe capitaliste dans

tous les pays la conduite qu'elle doit tenir, même cet impérialisme-là est confronté à sa propre crise, à ses propres contradictions.

La source de ces contradictions, c'est la décomposition du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production confronté à la résistance des travailleurs et des peuples, aussi bien en Irak, en Palestine, en Amérique latine, en Europe, partout dans le monde..., qu'aux Etats-Unis mêmes.

L'insistance mise par le plan Baker-Hamilton à dire "pour poursuivre les mêmes objectifs, ceux de Bush, il nous faut procéder autrement" n'est pas une formule de style. On se rappelle que Condoleezza Rice, au mois de juillet, au moment de la guerre au Liban, avait déclaré : *"C'est le premier acte qui doit conduire à la mise en place du nouveau Moyen-Orient."* Le nouveau Moyen-Orient dont il est question, c'est le Moyen-Orient de la dislocation des Etats, des nations, et du démantèlement de tous les peuples. Le plan Baker-Hamilton est une autre manière pour tenter d'aboutir au "nouveau Moyen-Orient".

Les mots utilisés parlent du respect de l'unité, de l'intégrité de l'Irak, de la souveraineté de toutes les nations. La politique préconisée conduit à leur démantèlement.

Mais pourquoi fallait-il ce plan Baker-Hamilton ?

Pour la raison qu'ils donnent eux-mêmes : ils sont confrontés au peuple américain, aux secousses internes, qui deviennent des contradictions internes de la classe capitaliste américaine elle-même.

D'où l'importance des discussions du Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale, en particulier celles portant sur le combat pour une politique ouvrière aux Etats-Unis, en particulier pour des

candidatures ouvrières noires indépendantes, ouvrant la voie à l'indépendance politique de la classe ouvrière. En particulier à l'indépendance vis-à-vis du Parti démocrate, qui, comme on le voit dans ce rapport Baker-Hamilton, n'est qu'une composante de l'impérialisme.

Pour aider les masses à s'ouvrir une issue : les travaux du Sixième Congrès mondial

Ces débats sont d'une importance décisive. Les décisions du Sixième Congrès mondial sont d'une importance décisive.

Dans les atroces souffrances imposées par la survie du régime capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production à l'humanité tout entière, la résistance des classes ouvrières, des travailleurs et des peuples ouvre une issue.

Dans les pires déferlements de la barbarie, l'issue viendra du combat commun, du rassemblement à l'échelle internationale des opprimés et des exploités. Des travailleurs des Etats-Unis, des Noirs de La Nouvelle-Orléans, du peuple palestinien, des militants ouvriers du monde entier monte la recherche d'une issue dans le combat pour la démocratie, pour la souveraineté des nations, pour leur indépendance et pour la liberté, ce qui est indissociable du combat contre le régime de barbarie fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Tels sont, à la lumière du plan Baker-Hamilton, les principaux enseignements du Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale.

Daniel Gluckstein

Présentation

Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale

Le Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale s'est tenu du 27 novembre au 1^{er} décembre 2006, réunissant 137 délégués et invités de 42 pays.

Nous publions ici un dossier regroupant les principaux extraits des textes et résolutions adoptés par ce congrès.



Résolution sur la situation politique mondiale et les tâches de la IV^e Internationale

(adoptée à l'unanimité par le congrès)

La résolution sur la situation politique mondiale et les tâches de la IV^e Internationale s'inscrit dans le cadre fixé par les notes préparatoires publiées dans *La Vérité*, n° 52.

1. La situation mondiale se présente sous la forme d'un inextricable chaos : guerres de destruction, guerres "ethniques", guerres de démantèlement, politique généralisée de destruction des nations, effondrement généralisé des conditions d'existence des plus larges masses ouvrières et paysannes, et de la jeunesse.

L'origine la plus apparente et la plus évidente de cette situation réside dans l'administration américaine, la plus puissante du monde, dont les besoins de conquêtes visent l'humanité tout entière, les peuples et les nations — y compris les bourgeoisies concurrentes —, qui doivent être impérativement soumis à sa domination.

•
•

2. Sous cette forme chaotique s'expriment cependant les lois fondamentales du capital.

a) Il y a un siècle et demi, Marx écrivait que "*plus la force productive se développe, plus elle entre en conflit avec la base étroite sur laquelle sont fondés les rapports de consommation*" (1).

A propos de ce qu'il appelait les "*limites immanentes*" du capitalisme, Marx soulignait :

"La véritable barrière de la production capitaliste, c'est le capital lui-même."

(1) *Le Capital*, livre III, chapitre 15.

Et il précisait :

“On ne produit pas trop de subsistance proportionnellement à la population existante (...). On ne produit pas trop de moyens de production pour occuper la fraction de la population apte au travail (...). Mais on produit périodiquement trop de moyens de travail et de subsistance pour les faire fonctionner comme moyens d'exploitation des ouvriers à un certain taux de profit. On produit trop de marchandises pour pouvoir réaliser et reconvertir en capital neuf la valeur et la plus-value qu'elles recèlent” (2).

Les forces productives étant *“devenues trop puissantes”* pour les rapports bourgeois de propriété, Marx pronostiquait que,

“à un certain stade de développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De forme de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves” (3).

b) Jusqu'au début du XX^e siècle, ces “limites du capital”, décrites par Marx comme s'exprimant “périodiquement”, pouvaient être repoussées — non sans difficultés et crises majeures —, dans la phase ascendante du capitalisme, par sa capacité à compenser les conséquences de la baisse tendancielle du taux de profit par l'extension du marché mondial et la généralisation de la mainmise capitaliste sur toute la vie sociale. Arrivé au stade impérialiste, la constitution du marché mondial étant achevée, Lénine définit le capitalisme comme étant parvenu au règne de la *“réaction sur toute la ligne, entré dans une phase de pourrissement, de putréfaction”*.

c) En 1938, dans le *Programme de transition*, programme de fondation de la IV^e Internationale, Trotsky écrit que *“les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres ; elles ont même commencé à pourrir”*.

Les forces productives de l'humanité ne sont plus seulement marquées par la tendance à la stagnation définie par Lénine, *“elles ont cessé de croître”*. D'où Trotsky fait découler la conclusion :

“La crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat.”

Au Quatrième Congrès mondial (1999), puis au Cinquième Congrès mondial (2002) de la IV^e Internationale, nous avons caractérisé le moment présent de la crise de décomposition du capitalisme comme marqué par le fait que celui-ci ne survit qu'au prix de la destruction en masse des forces productives.

•
• •

3. Nous sommes toujours dans le cadre fixé par l'analyse de Lénine sur l'impérialisme. A l'intérieur de cette époque historique, nous sommes confrontés à la situation suivante (4) :

a) Des montagnes de capitaux s'accroissent chaque jour davantage à un pôle de la société (5).

b) Le marché mondial étant constitué, saturé, sursaturé, est incapable de consommer — dans les conditions des rapports sociaux de consommation, et donc de production — la masse des marchandises que les forces productives existantes pourraient produire. Il en découle que ces montagnes de capitaux trouvent de plus en plus difficilement à se valoriser dans la sphère de la production (qui suppose que la plus-value extorquée puisse être réalisée sur le marché par l'écoulement des marchandises).

c) Ces montagnes de capitaux, qui ne trouvent pas à se valoriser dans les conditions de la production des marchandises, cherchent, sous toutes les formes, à déployer les moyens de la spéculation, c'est-à-dire à dégager du profit en contournant le procès de l'extorsion de la plus-value dans la production des marchandises.

(2) *Ibidem*.

(3) Préface à la *Contribution à l'économie politique*.

(4) Analysée voilà quelques années, en particulier dans *Lutte des classes et mondialisation*.

(5) *“Durant les vingt-cinq dernières années (...), la masse globale des capitaux (actions, obligations, dépôts bancaires) a été multipliée par dix ! Dans un rapport publié en janvier 2006, le Mc Kinsey Global Institute (MGI) estime à 136 000 milliards de dollars le marché mondial des capitaux (actions, obligations et dépôts bancaires), soit une augmentation de 18 000 milliards de dollars (15 %) par rapport à l'année précédente”* (*La Vérité*, n° 52, notes éditoriales).

De cette situation découlent trois conséquences.

d) La loi de la péréquation du taux de profit (ou établissement d'un taux de profit moyen) entre toutes les branches industrielles (définie par Marx dans *Le Capital*) incorpore aujourd'hui dans la définition du taux de profit moyen, non seulement toutes les branches industrielles, mais aussi les rendements financiers du capital. Pour la classe capitaliste, les taux de rendement attendus de retour sur investissement dans la production doivent être alignés sur les taux de retour sur investissement attendus dans la spéculation.

e) Pour amener les taux de profit dans la production au niveau des taux de profit dans la spéculation (qui, en règle générale, et en dehors des phases d'effondrement et d'éclatement des bulles spéculatives, sont d'autant plus importants qu'ils sont nourris par la spéculation elle-même, et donc par l'ampleur des capitaux qui cherchent à s'y valoriser), il n'est d'autre recours pour le capital que de concentrer le dégagement de la plus-value sur l'abaissement du "coût du travail". Et cela non plus — comme dans la phase ascendante du capitalisme — par la seule augmentation de la productivité du travail, mais par l'abaissement de la valeur reconnue de la force de travail en dessous de son niveau historiquement atteint en fonction des "*paramètres sociaux, historiques, culturels*", pour reprendre la formule de Marx, c'est-à-dire ce que la lutte de classe y a inscrit. Plus que jamais "réaction sur toute la ligne", le capitalisme impérialiste ne va parvenir à survivre qu'au prix de la destruction de toutes les formes organisées et institutions qui garantissent la valeur de la force de travail : les conventions collectives, les statuts, les régimes de protection sociale, l'existence d'organisations syndicales indépendantes, et y compris les institutions des Etats et des nations, autant d'institutions de la démocratie bourgeoise dans les "interstices" desquels, pour reprendre la formule de Trotsky, la démocratie prolétarienne a inscrit ses propres "bastions".

f) Plus s'accroît la paupérisation de la classe ouvrière et des couches opprimées, plus se réduisent leurs capacités d'absorption des marchandises.

Les moyens par lesquels le capitalisme combat la tendance à la dislocation des marchés ne font qu'aggraver cette tendance. A quoi le capitalisme répond par le développement de moyens parasites de masse, en particulier par l'endettement, qui, sous une autre forme, nourrit la spéculation.

•
• •

4. L'ensemble de ces éléments conduit à une conclusion : la brûlante actualité de la révolution prolétarienne, seule à même d'empêcher l'humanité de sombrer dans l'abîme.

La question des rapports de propriété, plus que jamais, est la question centrale de toute la période.

La IV^e Internationale reprend à son compte l'affirmation du *Manifeste du Parti communiste* :

"Les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette formule unique : abolition de la propriété privée."

La tâche centrale de la IV^e Internationale n'est pas de chercher à "réformer" le capitalisme, à "l'humaniser" ou à y introduire une quelconque "clause sociale". Elle consiste à aider les masses, invariablement, à partir de leur lutte de classe et de leurs revendications concrètes, à s'orienter vers la conclusion indispensable à toute la période : en finir avec le régime de la propriété privée des moyens de production, créer les conditions de l'appropriation collective, la socialisation des moyens de production. Car c'est la seule voie permettant d'ouvrir aux forces productives une nouvelle phase de développement par laquelle les maux de l'humanité pourront commencer à être combattus et surmontés : les guerres, les famines, la paupérisation, la surexploitation.

Réaliser cette tâche implique que la IV^e Internationale se délimite systématiquement de tous les courants qui, prétendant parler au nom de la classe ouvrière, se situent sur le terrain de l'accompagnement "social" de la mondialisation (ce qui, dans les faits, les conduit à prendre en charge la politique dictée par les instances dirigeantes du grand capital financier).

•
• •

5. Dans ce contexte, le trait marquant dominant de l'impérialisme décomposé se concentre dans la politique de destruction des nations.

a) Le dépeçage de l'Irak (650 000 morts depuis l'invasion impérialiste), le Moyen-Orient, le Darfour sont autant de visages de l'avenir que le régime failli de la propriété privée des moyens de production réserve à l'humanité.

b) Mais il s'agit aussi des processus de destruction des nations impérialistes elles-mêmes, parce qu'elles constituent les concurrents à abattre du point de vue de l'impérialisme américain, et surtout parce que, dans le cadre des nations, la classe ouvrière s'est constituée comme classe, et que, pour la détruire, les nations doivent être détruites.

c) Destruction des nations aussi dans les pays où le capital fut naguère exproprié et où, aujourd'hui, le "rétablissement" du capitalisme se traduit par la livraison de ces pays au pillage des mafias directement reliées à l'impérialisme (la caste bureaucratique au pouvoir en ex-URSS et à l'est de l'Europe n'étant pas, par nature, destinée à se transformer en classe sociale, en une nouvelle bourgeoisie, mais au contraire se décomposant en une mafia compradore au service de l'impérialisme). La désignation par l'Union européenne du Monténégro comme prétendu Etat indépendant indique à toute l'Europe et au monde entier le type "d'indépendance nationale" que reconnaît aujourd'hui l'impérialisme décomposé.

d) La politique de destruction des nations n'en épargne aucune, pas même la nation nord-américaine. On le voit avec les vagues de désindustrialisation qui frappent le prolétariat des Etats-Unis et avec l'horreur des conséquences de Katrina sur la population noire de la Louisiane. On le voit avec l'offensive généralisée contre l'ensemble des conquêtes sociales du prolétariat américain, aboutissant au rejet sans appel, sur un plan électoral, lors des élections de novembre 2006, de la politique de Bush, politique de destruction de la nation qui

affecte toutes les classes sociales, y compris la dislocation interne de la bourgeoisie américaine. Le capitalisme n'offre d'avenir à aucune nation du monde, pas même à la nation des Etats-Unis.

e) La publication presque simultanée, par le *Times*, d'une part, de la carte de l'Europe disloquée entre de prétendues nations indépendantes, et, d'autre part, de la carte du "Nouveau Moyen-Orient" disloquant toutes les nations existantes publiée dans la revue des forces armées américaines exprime à quel point l'impérialisme aujourd'hui réfléchit de manière anticipée aux formes de la dislocation de toutes les nations.

•
• •

6. La constitution des nations a marqué une étape progressiste dans le développement de l'humanité, et singulièrement dans le développement du capitalisme pour les pays les plus développés.

Dans les pays opprimés, elle a marqué une étape nécessaire dans la constitution du prolétariat au sein même du développement de la nation, donc sur la voie de la lutte émancipatrice.

L'internationalisme prolétarien, qui s'exprime dans le programme de la IV^e Internationale, suppose l'union libre réalisée entre l'ensemble des nations libres du monde sur la base de l'émancipation des chaînes de l'exploitation capitaliste.

La destruction des nations entreprise par le capitalisme décadent (sous couvert de ce qu'ils appellent la "mondialisation") n'a rien à voir avec l'internationalisme. Elle en est très exactement la négation. La destruction des nations détruit les bases mêmes de l'internationalisme, puisqu'elle détruit toutes les bases possibles d'un développement civilisé de l'humanité.

Le programme internationaliste de la IV^e Internationale exige donc aujourd'hui de remettre en son centre le combat pour la défense des nations et de leur souveraineté, contre leur destruction par la barbarie impérialiste.

Les formes de ce combat, la formulation des mots d'ordre varieront selon qu'il

s'agit de pays opprimés par l'impérialisme ou de pays impérialistes, ou encore de pays d'où le capital a été exproprié.

Comme l'ont montré diverses contributions préparatoires au Sixième Congrès mondial (6), le combat contre le démantèlement des nations s'imbrique étroitement au combat contre le démantèlement de la propriété sociale (dans les pays où a été exproprié naguère le régime de la propriété privée des moyens de production) et au combat contre le démantèlement des conquêtes et institutions sociales du prolétariat dans les pays capitalistes.

Sous des formes qui diffèrent, la défense de la nation menacée de destruction est une cause et un mot d'ordre que seul le prolétariat, en alliance avec les autres couches opprimées, peut mener jusqu'à son terme. La IV^e Internationale se doit donc de l'inscrire dans ses tâches.

•
• •

7. Dans ce cadre, la plus grande attention doit être apportée aux institutions dites régionales et supranationales par lesquelles l'impérialisme américain met en place ce démantèlement des nations. Union européenne, "Grand Moyen-Orient", Union africaine, NEPAD, APEC, MERCOSUL sont les institutions directement reliées au capital financier nord-américain. Leur seule fonction est de détruire les classes ouvrières et la souveraineté des nations. Le combat contre ces institutions supranationales, la rupture avec ces institutions supranationales sont aujourd'hui une question clé, une pierre de touche de l'indépendance du prolétariat.

•
• •

8. Dans l'effondrement de l'ex-URSS, la bureaucratie est allée jusqu'au bout de son rôle contre-révolutionnaire. Elle a abouti à une situation dont la marque est la destruction en masse des forces productives : destruction des usines et de l'infrastructure économique de l'ex-URSS, des-

truction de diverses formes de propriété sociale (conquêtes sociales, maternités, hôpitaux, régimes sociaux, etc.), destruction de la principale force productive, le prolétariat organisé et qualifié, qui, dans le cadre du développement de l'URSS, s'était constitué comme l'un des principaux prolétariats du monde, allant jusqu'à la destruction physique (effondrement de l'espérance de vie, diminution de la population totale...).

Il n'en découle pas que toutes les conquêtes issues d'octobre 1917 ont été détruites. Bien au contraire ! La lutte de classe du prolétariat ne peut se déployer aujourd'hui autrement qu'en prenant appui sur tous les segments de propriété sociale qui n'ont pas été détruits, à commencer par la classe ouvrière elle-même.

•
• •

9. La bureaucratie stalinienne est allée jusqu'au bout de son rôle contre-révolutionnaire. Cela vaut aussi pour tous les secteurs de la bureaucratie, y compris la direction chinoise. Celle-ci, certes, au départ, a été poussée à aller plus loin qu'elle ne le voulait elle-même sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie. En octobre 1949, le mouvement des masses chinoises, d'une part, l'accord Staline-États-Unis contre Mao Tsé-toung, d'autre part, ont poussé "à gauche", jusqu'à l'amener à exproprier le capital, l'appareil du Parti communiste chinois, qu'à l'époque la IV^e Internationale a qualifié de "centriste".

Il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui, globalement, l'appareil dirigeant du Parti communiste chinois — dans des rapports différents de celui du Parti communiste d'URSS hier, mais sur un terrain fondamentalement voisin — s'est constitué en courroie de transmission de l'impérialisme dans l'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé qu'est la Chine populaire.

Les notes préparatoires au rapport sur la situation mondiale et les tâches de la

(6) Notamment : contribution sur l'ex-URSS (bulletin n° 2) et texte présenté à la discussion par la commission ex-URSS (bulletin n° 3).

IV^e Internationale (publiées dans *La Vérité*, n° 52) montrent la réalité de la prétendue croissance économique chinoise, qui n'est que le produit de la pénétration du capital étranger visant à piller la force de travail, tout en préparant les conditions du démantèlement de la propriété sociale et, plus largement, de la nation chinoise.

Certes, il existe de nombreuses oscillations et contradictions au sein même de l'appareil du PC chinois. Certes, certains secteurs hésitent à aller jusqu'au bout de la politique de démantèlement (et de manière partielle et limitée, ces secteurs peuvent être momentanément soutenus). Cependant, la politique d'ensemble de l'appareil prépare les conditions de l'effondrement de la propriété sociale demain en Chine comme hier en ex-URSS. Pas plus que la bureaucratie soviétique d'hier, la bureaucratie chinoise n'a une double nature. Elle est intégralement une courroie de transmission de l'impérialisme dans l'Etat ouvrier. Il n'en découle pas que la propriété sociale soit condamnée. Il en découle que la défense et la sauvegarde de la propriété sociale, indissociable de la défense et de la sauvegarde de la nation chinoise elle-même, exigent qu'un début de solution soit apporté à la crise de la direction révolutionnaire et que des pas en avant soient faits sur la constitution d'une section chinoise de la IV^e Internationale, à même de mettre en œuvre une politique de front unique dont le socle est la défense de la propriété sociale.

•
• •

10. La question centrale de toute la situation mondiale reste la crise de l'humanité-crise de la direction. Ce qui pose tout le problème de la politique des appareils.

a) Très significativement, les dirigeants du Secrétariat unifié ont répété à de nombreuses reprises que la période ouverte par la révolution d'octobre 1917 était une période terminée. A l'encontre du Secrétariat unifié, nous affirmons que la page ouverte par la révolution d'octobre 1917 ne s'est pas refermée, bien au

contraire. Comme l'indiquent Marx et Engels dans le *Manifeste du Parti communiste*, toute l'histoire de la lutte de classe, quel que soit le mode de production, a toujours vu "*opresseurs et opprimés en opposition constante*" mener "*une guerre ininterrompue, tantôt ouverte tantôt dissimulée, une guerre qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la destruction des deux classes en lutte*".

Cette opposition constante entre oppresseurs et opprimés a, dans les conditions historiques particulières d'octobre 1917, débouché sur la prise du pouvoir par le prolétariat à travers la République des soviets, comme une première étape vers la République universelle des conseils ouvriers. L'isolement de la révolution russe, l'arriération économique de la Russie, se combinant dans la cristallisation bureaucratique au sommet du Parti communiste d'Union soviétique et de l'URSS elle-même, ont permis ce recul de la révolution mondiale qu'a constitué le stalinisme, et l'ensemble des conséquences qu'il n'est pas lieu de développer ici.

Pour autant, affirmer que, pour ces raisons, la page ouverte par la révolution d'Octobre en 1917 devrait être tournée reviendrait à dire que notre période ne serait plus caractérisée par l'affrontement constant entre les deux classes en lutte devant se terminer inéluctablement par la victoire de l'une des deux classes sur l'autre ou la disparition des deux classes en présence. Ce serait une manière d'affirmer que le capitalisme a devant lui une longue période d'avenir.

Cette affirmation du Secrétariat unifié exprime son alignement définitif du côté de l'ordre bourgeois. Hier ombre portée de l'appareil stalinien, le Secrétariat unifié, depuis la chute de l'URSS, s'est transformé en un instrument direct de l'impérialisme, qui, à travers les forums sociaux, ATTAC, l'altermondialisme, prétend nier l'existence de la lutte de classe, la "dépasser". Des slogans tels que "*le travail n'est pas une marchandise*" n'ont d'autre fonction que de gommer les frontières de classe et de fournir à cette politique réactionnaire une couverture idéologique se drapant frauduleusement sous le drapeau de la IV^e Internationale.

La participation de Rossetto au gouvernement Lula au Brésil, le soutien apporté par le Secrétariat unifié au gouvernement Prodi en Italie (et, en particulier, le vote par les députés et sénateurs du Secrétariat unifié des crédits de guerre pour l'Afghanistan et des lois de privatisation) marquent l'intégration pleine et entière du Secrétariat unifié au dispositif de l'impérialisme. Il en découle (*voir plus loin*) que la construction de la IV^e Internationale ne peut se faire qu'au prix d'une délimitation systématique et en toutes circonstances vis-à-vis de la politique du Secrétariat unifié. Délimitation dont l'objet n'est pas un quelconque "règlement de comptes" entre "frères ennemis", mais, partant des besoins des plus larges masses — lesquelles ne peuvent trouver de réponse sans une politique qui rompe avec le FMI, la Banque mondiale, le G 8... —, de définir une orientation qui rompe pratiquement avec toutes les politiques "d'humanisation" des politiques du G 8, du FMI, de la Banque mondiale, c'est-à-dire avec la politique du Secrétariat unifié.

(A ce sujet, il faut rappeler qu'au conseil général de mai 2003 a surgi une discussion sur une question politique et théorique de fond : la question de l'incompréhension de ce qui s'est passé en ex-URSS (...). Cette question pose de manière reliée une question d'orientation et une question d'organisation et de direction. A partir de là, nous avons amorcé — ce qui est loin d'être achevé — et une réappréciation sur un plan théorique et politique, et une modification des formes d'organisation, avec, dans ces deux cas, des premiers pas qui se mesurent dans la préparation et la tenue de ce Sixième Congrès mondial.)

b) C'est un fait que l'appareil stalinien, depuis la chute de l'URSS, s'est transformé lui-même en pointe avancée des besoins de l'impérialisme américain. A travers le Parti de la gauche européenne (institution officielle de l'Union européenne), à travers le rôle central joué par Thibault dans la constitution de la Confédération syndicale internationale, il est l'instrument de la destruction des organisations ouvrières (y compris celles qu'il dirige lui-même) au bénéfice du corporatisme supranational. Cette politique se heurte au sein même des organisations dirigées par

l'appareil stalinien à des résistances au plus haut niveau de secteurs qui cherchent à combattre et à rester sur le terrain de classe. Ces résistances ne peuvent déboucher jusqu'au bout si elles ne se recourent pas avec le combat organisé des militants de la IV^e Internationale mettant au centre une politique de front unique, en particulier sur le terrain de l'intervention directe dans la lutte des classes.

c) L'appareil réformiste, pour sa part, a une histoire liée à la nature des organisations qui se sont développées historiquement avec le développement de la classe ouvrière. La marche à la destruction des réformes dictées par l'impérialisme menace l'existence du réformisme, placé, dans le monde entier, devant l'alternative : ou bien continuer à plier devant les exigences de l'impérialisme, et alors se détruire lui-même comme appareil réformiste, se transformant en appareil contre-réformiste prenant en charge, dans l'unicité avec l'appareil stalinien, les pablistes, etc., la destruction des réformes qui ont constitué historiquement le prolétariat ; ou bien chercher peu ou prou à rester sur le terrain des réformes, ce qui ne se peut qu'à la condition de faire un pas sur la voie de la rupture avec l'impérialisme, et ce qui, de nouveau, pose le problème de la politique de front unique mise en œuvre par les militants de la IV^e Internationale.

•
• •

11. Tout se concentre aujourd'hui dans l'actualité de la révolution prolétarienne.

a) "*Une guerre ininterrompue, tantôt ouverte tantôt dissimulée, une guerre qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la destruction des deux classes en lutte*", écrivent Marx et Engels dans le *Manifeste du Parti communiste* à propos de la lutte de classe. Oui, l'alternative aujourd'hui reste, plus que jamais : socialisme ou barbarie. Ou bien la victoire de la classe ouvrière par la révolution prolétarienne arrachant la propriété des moyens de production à ses propriétaires privés, à la classe capitaliste ; ou bien la barbarie, la destruction de toutes les classes en lutte.

b) Indiscutablement, la situation mondiale est marquée par les mouvements en profondeur des classes ouvrières et des nations qui n'acceptent pas d'être détruites. Des mobilisations de millions pour la défense des immigrés aux Etats-Unis aux soulèvements révolutionnaires des masses pour la souveraineté des nations en Bolivie et au Venezuela, mettant en particulier au centre les mots d'ordre de nationalisation et de renationalisation (qui, d'ailleurs, s'expriment également dans nombre d'autres continents et dans d'autres pays) ; des grèves massives contre le CPE en France, pour la défense des régimes de santé en Allemagne, sur la question des retraites en Grande-Bretagne jusqu'aux dizaines et centaines de milliers de soulèvements ouvriers et populaires en Chine, contre les conséquences de la politique imprimée par l'impérialisme américain ; de la résistance du peuple palestinien et du peuple libanais contre l'offensive de destruction américano-israélienne jusqu'à la mobilisation de millions au Mexique contre les élections truquées et pour l'Assemblée constituante, les manifestations sont légion, dans les dernières années, de la puissance du mouvement des masses, qui, confronté à la politique de destruction de l'impérialisme, cherche sa voie. C'est l'élément marquant de toute la situation mondiale.

On a vu encore à la veille du Sixième Congrès mondial comment le résultat des élections de "mid-term" aux Etats-Unis (bien que s'exprimant sur un terrain électoral d'autant plus déformé que le Parti démocrate ne peut en aucune manière être l'expression de l'aspiration des masses américaines sur un terrain d'indépendance) a bouleversé toute la politique de l'administration Bush, la contraignant à chercher un réordonnement aussi bien international que national pour surmonter cette déstabilisation née du surgissement des masses américaines.

Il n'y a pas de "super-impérialisme". La crise de domination impérialiste est son incapacité à ouvrir une issue à la classe capitaliste elle-même. Ce qui se mesure par les contradictions de l'impérialisme américain lui-même, englué dans la guerre en Irak et confronté au rejet par les plus larges masses dans les élections de 2006. Ce qui pose tout le problème de la

construction du Labor Party et d'un parti noir relié au Labor Party.

c) Dans cette situation, dans de nombreux pays, les directions petites-bourgeoises (conformément à ce que dit le *Programme de transition*) ont été amenées à aller plus loin qu'elles ne le voulaient elles-mêmes sur la voie de la rupture avec l'impérialisme (voir notamment la Bolivie et le Venezuela). Mais même dans ces conditions, ce serait une erreur d'en conclure qu'elles iront par elles-mêmes jusqu'à la révolution prolétarienne.

Ce serait une erreur, pour la IV^e Internationale, de confondre soutien inconditionnel à tout pas en avant effectué sur la voie de la rupture avec l'impérialisme avec soutien inconditionnel à toute la politique de ces directions petites-bourgeoises. Il suffit pour s'en convaincre de considérer, avec le recul historique nécessaire, la situation en Chine ou à Cuba. Deux pays où des directions petites-bourgeoises ont été amenées à aller beaucoup plus loin qu'elles ne le voulaient elles-mêmes sur la voie de la rupture, et même très loin : jusqu'à l'expropriation du capital.

Cela n'enlève rien au fait qu'aujourd'hui ces directions sont les mêmes qui précipitent la propriété sociale au bord de l'effondrement. En toutes circonstances, et fidèle en cela à sa politique de front unique, et singulièrement de front unique anti-impérialisme, la IV^e Internationale soutient toutes les mesures qui marquent un pas en avant sur la voie de la défense ou du rétablissement de la souveraineté des nations, en particulier de leur souveraineté sur leurs ressources naturelles, de leur indépendance, etc. La IV^e Internationale, conformément aux principes du *Manifeste du Parti communiste*, n'a pas d'intérêts distincts de ceux des classes ouvrières, des peuples et des nations opprimés du monde entier. Mais en toutes circonstances, elle préserve l'indépendance de sa politique. Ce qui, encore une fois, pose tout le problème de la place de la IV^e Internationale, de la solution à la crise de la direction dans le cadre même de la transition dans la construction du parti.

d) Résoudre la crise de l'humanité-crise de la direction signifie inscrire la

construction de la IV^e Internationale et de ses sections au cœur d'une politique de front unique. Une politique de front unique part en toutes circonstances des besoins des masses. Elle cherche à relier chaque revendication particulière qui part de la situation des masses aux formes généralisées propres à chaque pays, qui placent la IV^e Internationale au centre du combat pour le front unique, c'est-à-dire au combat pour l'unité de la classe ouvrière et, sous une forme différente, pour la défense de la souveraineté des nations. La défense des classes ouvrières et de l'indépendance des organisations est une question clé du front unique pour la défense et

la reconquête de la démocratie politique (qui se relie à la défense et à la reconquête de la démocratie sociale et à la souveraineté des nations) comme aujourd'hui la défense et la reconquête de la souveraineté des nations. Il s'agit de combiner l'intervention politique directe dans la lutte de classe avec le combat politique pour le front unique au plan politique. La transition, dans la construction du parti, exige à la fois la construction des formes de la transition et la construction de la IV^e Internationale. Elle exige partout une expression politique propre des sections de la IV^e Internationale.

LA VERITE

Bulletin d'abonnement

Un an, 6 numéros : 28 euros. Pli clos 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre d'APIO à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Résolution sur la Confédération syndicale internationale (CSI)

Cette résolution a été adoptée par le congrès mondial. Les annexes qui donnent des informations sont bien évidemment à compléter. Ce sera l'objet du travail d'élaboration dans le cadre de l'Entente internationale tout au long de la préparation de la rencontre de Genève.

1. Le congrès de fondation de la Confédération syndicale internationale (CSI), qui s'est tenu le 1^{er} novembre 2006, ne constitue pas un événement syndical en soi. Il soulève des problèmes politiques fondamentaux, qui touchent à l'existence même du mouvement ouvrier, de la démocratie et des nations.

Selon l'un de ses principaux initiateurs, Emilio Gabaglio, l'ancien dirigeant de la Confédération européenne des syndicats (CES),

“Il ne s'agit pas d'un processus de fusion entre deux entités. L'ambition étant d'aboutir à une véritable refondation du syndicalisme international.”

Gabaglio prend comme modèle la CES, qu'il a dirigée pendant quinze ans et qui est totalement intégrée aux institutions supranationales de l'Union européenne.

2. Le contenu de cette “véritable refonte” du syndicalisme est exprimé dans la déclaration de principe de la CSI :

“La CSI assume la tâche de lutter pour la gouvernance démocratique de l'économie globalisée (...). Une gouvernance effective et démocratique de l'éco-

nomie mondiale passe par une réforme fondamentale des organisations internationales concernées, en particulier du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale du commerce” (cf. annexe 1).

En fait, cette gouvernance revendiquée par tous n'est rien d'autre qu'un corporatisme supranational se dressant contre l'indépendance du mouvement ouvrier, c'est-à-dire pour tenter d'interdire aux classes ouvrières du monde entier de s'organiser pour défendre leurs intérêts de classe contre l'exploitation.

Jusqu'à présent, les bourgeoisies nationales ont cherché à préserver leurs intérêts spécifiques face aux autres bourgeoisies concurrentes en cherchant à museler et à intégrer les organisations syndicales sous des formes diverses (fascisme, national-socialisme, franquisme, péronisme...).

Bien évidemment, on ne saurait confondre ces différentes formes du corporatisme, mais elles avaient en commun l'objectif d'interdire à la lutte de classe de s'exprimer, à permettre une surexploitation pour renforcer la position de telle ou telle bourgeoisie sur le marché mondial.

Aujourd'hui, cette nouvelle forme de corporatisme correspond à un stade où l'impérialisme décomposé, sous la pression d'une spéculation toujours effrénée, détruit la force de travail elle-même et le cadre même des nations qui ont été la base de la construction du marché mondial, et, de façon contradictoire, ont été le cadre dans lequel la classe ouvrière s'est constituée comme classe.

Il prend donc la forme d'un corporatisme totalitaire supranational, qui, sous l'égide de l'impérialisme le plus puissant — celui des Etats-Unis —, vise à assujettir toutes les formes d'organisation nationales dans le monde entier. De ce point de vue, il participe du processus de dislocation des nations, en particulier en cherchant à museler, voire à détruire les confédérations syndicales nationales, qui sont l'une des expressions essentielles de la constitution de la classe ouvrière en classe "pour soi".

3. La gouvernance vise donc ouvertement à remettre en cause l'existence de classes aux intérêts antagoniques. Dans cette logique, le congrès de la CSI fut l'occasion pour Gabaglio d'affirmer :

"Il s'agit de faire du syndicalisme la première ONG de la planète" (Le Monde, 30 octobre).

Les ONG ont d'ailleurs été largement représentées dans ce congrès. Le représentant de l'une d'entre elles a expliqué à la tribune du congrès de la CSI :

"Le salariat n'est plus la norme et les syndicats doivent s'y adapter" (AFP).

C'est d'ailleurs le contenu de la déclaration de principe et du programme de la CSI, qui visent non seulement à soumettre le mouvement syndical aux institutions internationales (ONU, FMI, Banque mondiale, OMC), mais aussi et surtout à le transformer en instrument chargé de mettre en œuvre les objectifs de ces institutions :

"(...) La confédération exprime son soutien indéfectible aux principes et au rôle des Nations unies, et à sa légitimité et son autorité unique qui constitue une garantie réelle de paix, de sécurité et de développement appelant le respect et l'adhésion de la communauté internationale tout entière (...).

Elle agira (...) pour obtenir sa représentation dans d'autres organisations

internationales et régionales afin que leurs politiques et activités contribuent de façon cohérente à l'accomplissement du travail décent, de la justice sociale et du développement durable (...).

Une gouvernance effective et démocratique de l'économie mondiale réclame une réforme fondamentale des organisations internationales concernées, en particulier du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC (...) (cf. annexe 3).

Le congrès donne mandat à la CSI de mettre en œuvre l'agenda d'une nouvelle mondialisation incluant le programme de l'OIT pour le travail décent et, en tant qu'élément minimal, la pleine réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) fixé par les Nations unies (...).

Le congrès reconnaît l'importance du dialogue social mondial (...).

C'est par rapport à ces objectifs que la CSI s'est constituée en organisation totalitaire, qui nie toutes les traditions du fédéralisme, fondé sur la libre organisation des syndicats, et qui vise à remettre en cause toutes les prérogatives et la souveraineté des organisations nationales affiliées.

Ainsi, l'article 4 des statuts stipule :

"Le conseil général a le droit de suspendre et le congrès a le droit d'exclure toute organisation affiliée qu'ils jugent coupable d'infraction aux présents statuts ou d'actions contraires aux intérêts de la confédération."

4. Il est logique que l'on retrouve au cœur de ce dispositif les restes de l'appareil international du stalinisme (cf. annexe 2).

Les partis staliniens, hier aux ordres du Kremlin, se tournent aujourd'hui vers Washington. En Europe, cette subordination directe à l'impérialisme passe par l'intégration à l'Union européenne et à ses institutions.

C'est le cas en particulier de l'équipe dirigeante de la CGT en France, autour de son secrétaire général, Bernard Thibault, qui a joué un rôle majeur dans la mise en place de la CSI, de la rédaction de ses statuts et de ses orientations :

"La CGT a répondu présente en étant active dans le processus construisant le syndicalisme du futur (...). Nos points de vue ont été largement pris en compte dans les statuts proposés à l'adoption comme dans le programme d'action."

*Ainsi, les textes proposés à l'ensemble des organisations syndicales du monde sont une œuvre commune (...). Les principes et les objectifs fondamentaux que s'assigne la future organisation sont totalement conformes à notre conception du syndicalisme (...). Nous affirmons également notre disponibilité pour assurer éventuellement des responsabilités dans les instances de l'organisation" (rapport au CCN du 27 septembre, publié dans *Le Peuple*, n° 1636, 11 octobre 2006).*

Insistons également sur la place particulière du pablisme, qui a salué la création de la CSI en ces termes :

"Les internationalistes que nous sommes ne peuvent que se réjouir de ce mouvement. Travailler à l'unité de la classe ouvrière mondiale est bien la réponse appropriée à la phase actuelle du développement capitaliste."

5. Au congrès de la CSI, un dispositif a été mis en place pour domestiquer l'ensemble des organisations syndicales à l'échelle internationale. Il serait erroné de le sous-estimer.

Cependant, cela ne règle pas le sort des organisations constituées par la longue lutte de la classe ouvrière et qui en sont membres.

Même si tout a été mis en œuvre pour empêcher que le débat se mène au sein des organisations sur la nature et les objectifs de la CSI, dans le mouvement ouvrier mondial, des résistances se sont exprimées.

Nombre d'organisations syndicales, telles que la PIT d'Uruguay, la CGT du Pérou, la CITU d'Inde, la COB de Bolivie, ont refusé de participer au congrès de Vienne, contrairement à ce qui est annoncé.

Par ailleurs, dans la CGT française, malgré les manœuvres de Thibault, le débat a été particulièrement important et il n'est pas clos.

De son côté, la CGT-FO, si elle a adhéré à la CSI, a néanmoins réaffirmé qu'elle ne saurait être engagée par des décisions prises en dehors de ses propres instances, et qu'en conséquence elle conserverait en toute circonstance sa liberté de comportement.

Ces processus se sont exprimés sous des formes différentes dans d'autres pays.

6. Il nous faut cependant considérer qu'il y a un avant et un après-congrès de la CSI. La CSI cherchera à imposer, contre l'indépendance des organisations, contre la souveraineté des confédérations, son dispositif supranational visant à l'intégration des organisations dans les structures régionales. Ce dispositif se traduira — se traduit déjà — par des mesures visant à imposer les cadres unitaires. En témoigne, par exemple, la fusion forcée qui a marqué la préparation du congrès au Pakistan et au Bangladesh.

Il serait erroné, répétons-le, de ne pas mesurer l'importance et la gravité de ce que représente la constitution de cette centrale visant à enchaîner le mouvement syndical à la mondialisation. Pour autant, la constitution d'une centrale syndicale internationale ne règle pas la nature des organisations qui y adhèrent, fort heureusement. Il ne suffit pas qu'une organisation soit adhérente à cette nouvelle centrale internationale pour qu'elle cesse d'être une organisation ouvrière indépendante. Nous ne voulons pas dire par là, répétons-le, que la constitution de cette organisation et l'appartenance des confédérations syndicales à cette organisation sont sans conséquence et sans signification. Quand se constitue une organisation dite syndicale internationale qui inscrit dans ses statuts que sa vocation n'est pas de représenter de manière spécifique les intérêts des travailleurs comme tels face aux patrons, aux Etats et aux gouvernements, mais d'être partie prenante de la gouvernance mondiale, des sommets du G 8, des réunions du FMI, il est aisé de comprendre que cette affirmation statutaire a pour vocation d'être déclinée à tous les niveaux.

Pour autant, les organisations syndicales nationales continuent d'exister. Le débat qui s'est ouvert ne sera pas clos, malgré la volonté des dirigeants de l'interdire. Il faut noter à ce propos que, dans de très nombreux pays, en contradiction avec les règles de la démocratie syndicale, aucune discussion n'a pu se mener sur les enjeux de la constitution de la CSI.

Les tentatives d'imposer la gouvernance mondiale au mouvement ouvrier ne sauraient faire disparaître cette réalité : la lutte de classe existe, le mouvement ouvrier a besoin d'être organisé. La lon-

gue marche des travailleurs pour construire leurs organisations de classe, leurs syndicats et, sur un autre plan, leurs partis ne saurait disparaître ainsi.

L'objectif fixé par Emilio Gabaglio, ancien secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES), de "*faire du syndicalisme la première ONG de la planète*" n'est pas réalisé, loin s'en faut... Ainsi, la question du rapport entre les fédérations internationales (métallurgie, IE, ICEM, etc.) et la CSI n'a pu être réglée au congrès de Vienne.

7. A l'échelle mondiale et dans chaque pays, notre combat pour la défense du mouvement ouvrier organisé nécessite donc, sous des formes adaptées aux traditions et conditions nationales, d'agir concrètement sur la ligne du front unique en s'appuyant sur la reconnaissance de la lutte des classes pour préserver l'indépendance des organisations syndicales, instrument de la défense des intérêts particuliers des salariés, et en gardant à l'esprit qu'il y a une contradiction fondamentale entre l'existence des confédérations syndicales nationales et la CSI, organisme totalitaire supranational.

Cela s'est traduit dans le fait que, y compris au sein des organisations qui ont adhéré à la CSI, si certains dirigeants (en particulier staliniens) l'ont fait en toute connaissance de cause, d'autres y sont allés de façon extrêmement réservée, voire contrainte. Ainsi, le responsable d'une organisation déclarait au retour du congrès de Vienne :

"La CSI est une organisation totalitaire qui met en danger notre propre confédération. C'est une dictature au service de la mondialisation. Il va falloir se battre."

Cela ouvre des possibilités pour agir sur la ligne du front unique. Dans les syndicats, les fédérations, les confédérations, des critiques s'exprimeront contre la politique des dirigeants de la CSI (...).

Une importante dimension de cette attaque corporatiste contre les syndicats qui doit être étudiée plus complètement est le rôle central de "Global Unions" (UNI, Internationale de l'éducation, Fédération syndicale internationale). En effet, Global Unions est appelé à jouer un rôle majeur dans la structuration de la CSI comme "dictature" au service de la gouvernance mondiale. Il sera également important d'étudier et d'expliquer publiquement ce qu'il en est des positions d'Andy Stern, qui est présenté internationalement comme un exemple positif pour cette nouvelle gouvernance mondiale.

Sur son propre plan, l'Entente internationale a décidé de poursuivre son action.

Depuis la conférence de Madrid, il a été jugé nécessaire de nourrir la réflexion et le débat sur l'enjeu de la fusion CISL-CMT. *Informations internationales* a publié, depuis la conférence de Madrid, cinquante-quatre contributions venant de dix-sept pays. Le compte rendu intégral de la conférence de Genève a permis que s'expriment différents points de vue de responsables venant de différents horizons et qui ont participé au débat dans le cadre de la conférence de Genève. Le bureau de l'Entente a publié durant l'année 2006 huit déclarations participant de ce débat.

En décembre, sera disponible un numéro spécial d'*Informations internationales* fournissant faits et documents. Il appellera à des contributions, des interviews à des reportages dans le mouvement ouvrier mondial. Il est de la responsabilité des sections de la IVe Internationale d'agir partout pour aider à centraliser ces éléments.

Dans les six mois qui viennent, ce débat s'ordonnera autour de la préparation de la rencontre de l'Entente, en juin, à Genève (...).

(Adoptée à l'unanimité)

ANNEXE 1

A propos de la gouvernance

Qu'est-ce que cette notion de gouvernance, dans laquelle le mouvement ouvrier devrait s'intégrer et pour laquelle il devrait lutter ?

On retrouve la "gouvernance" à tous les niveaux : au niveau mondial, au niveau régional, au niveau national, au niveau de l'entreprise.

C'est une question à laquelle les militants de la IV^e Internationale, comme tous les militants ouvriers, se trouvent confrontés quotidiennement.

De manière plus générale, les institutions internationales et ceux qui y sont inféodés cherchent, partout, à substituer à la notion de gouvernement celle de gouvernance. Cela serait-il neutre ? Comment les institutions internationales elles-mêmes définissent-elles la gouvernance ?

Pour le FMI, "le cœur d'une bonne gouvernance" appelle "le libre accès au marché".

"De ce fait, les recommandations politiques peuvent être réduites à des choix relativement simples impliquant l'efficacité des marchés dans le but d'établir le cadre d'un environnement économique sûr."

Michel Camdessus, ancien directeur général du FMI, après avoir dit que cette institution s'est concentrée sur le fait de pousser les pays "à entreprendre des réformes clés concernant le commerce, le marché du travail et d'autres réformes des marchés", explique à propos de la gouvernance :

"Mais, de plus en plus, nous nous rendons compte qu'un champ de réformes institutionnelles beaucoup plus large est nécessaire si les pays veulent établir et maintenir la confiance du secteur privé, et, partant, jeter les bases d'une croissance durable. Appelons-les des réformes

structurelles de seconde génération. Ces réformes comprennent un système de régulation simple et transparent" (discours prononcé au FMI).

Daniel Kaufman, directeur de la gouvernance mondiale à l'institut de la Banque mondiale, déclare :

"Les pays qui entreprennent des réformes constatent que la bonne gouvernance est reconnue par les investisseurs étrangers, les bailleurs de fonds, les responsables gouvernementaux et le grand public (bien entendu !) comme primordiale."

Paul Wolfowitz, président de la Banque mondiale, s'adressant le 19 septembre 2006 au conseil des gouverneurs de la Banque mondiale, explique :

"Partout, dans le monde et — fait important — dans le monde en développement, on s'accorde de plus en plus à reconnaître que le chemin de la prospérité se construit sur un socle solide, celui de la bonne gouvernance. Sans une meilleure gouvernance, toutes les autres réformes n'auront qu'un effet limité."

L'Union européenne, de son côté, s'est fendue, dès 2001, d'un Livre blanc sur la gouvernance.

Il s'agit, selon l'Union européenne, "d'assurer une participation plus large des citoyens et des organisations à la conception et à l'application des politiques européennes". Là où la démocratie politique reconnaît l'existence de classes sociales aux intérêts antagoniques, qui peuvent les faire valoir par le biais de leurs représentations organisées, la gouvernance répond : implication de tous dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de démantèlement des conquêtes. Cela au compte d'une classe, la classe capitaliste.

ANNEXE 2

Le rôle particulier du noyau dirigeant de la CGT

Dès juin 2004, des contacts sont établis entre les directions de la CISL et de la CMT, d'une part, et la direction de la CGT française, d'autre part. En novembre de la même année, cette dernière prend la direction du "groupe de contact", qui rassemble une dizaine d'organisations syndicales non affiliées internationalement.

Présentant ces différentes phases, Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, explique avant le congrès :

“La CGT a répondu présente en étant active dans le processus construisant le syndicalisme du futur (...). Nos points de vue ont été largement pris en compte dans les statuts proposés à l'adoption comme dans le programme d'action. Ainsi, les textes proposés à l'ensemble des organisations syndicales du monde sont une œuvre commune (...). Les principes et les objectifs fondamentaux que s'assigne la future organisation sont totalement conformes à notre conception du syndicalisme (...). Nous affirmons également notre disponibilité pour assurer éventuellement des responsabilités dans les instances de l'organisation” (rapport au comité confédéral national du 27 septembre, publié dans *Le Peuple*, n° 1636, 11 octobre 2006).

Cette place prise par l'appareil regroupé autour de Bernard Thibault est en rapport avec celle occupée par l'appareil stalinien français.

Il y a maintenant quinze ans, l'URSS implosait comme Etat. La politique de la bureaucratie contre-révolutionnaire restaurationniste avait ouvert la voie au démantèlement de l'Union soviétique.

L'appareil international du stalinisme, relié à la bureaucratie, et qui dépendait d'elle, se disloquait alors. Les appareils "nationaux", produits de cet éclatement, cherchent de nouveaux maîtres. Les partis staliniens, hier aux ordres du Kremlin, se tournent à l'échelle internationale vers Washington. En Europe, cette subor-

dination directe à l'impérialisme (après avoir été indirecte par l'intermédiaire de la bureaucratie du Kremlin) passe par l'intégration à l'Union européenne et à ses institutions.

Jean-Christophe Le Duigou, l'un des principaux responsables dans le noyau groupé autour de Thibault, a publié quelques mois avant le dernier congrès confédéral de la CGT (hors de toute discussion d'instance, bien entendu) un livre-programme dans lequel il cherche,

« après l'effondrement des pays “socialistes”, à définir “une nouvelle perspective d'émancipation sociale et individuelle”, qui “suppose une maîtrise du capital internationalisé” ».

On en revient au tournant fondamental qu'a représenté, à l'échelle de l'histoire, l'effondrement — préparé, nourri et organisé par la bureaucratie restaurationniste — de la principale conquête de la classe ouvrière mondiale : l'URSS. Celle-ci a eu des conséquences sur l'ensemble des relations politiques, sociales et économiques entre les classes et à l'intérieur des classes. Nombre d'articles de presse soulignent à propos du congrès de la CSI que sa constitution a quelque part un rapport avec la nouvelle situation internationale créée après 1991 :

“A l'origine de ce regroupement, un constat d'impuissance du syndicalisme international face à une mondialisation libérale déchaînée par la chute du Mur de Berlin”,

écrit par exemple une dépêche de presse française.

Nous nous en sommes déjà expliqués : au lendemain de la chute de l'URSS, l'impérialisme américain, perdant sa béquille contre-révolutionnaire constituée par l'appareil international du stalinisme, a été amené à prendre en charge l'ensemble de la défense du régime de la propriété privée des moyens de production. Dans le même temps où l'impé-

rialisme américain affirmait pour ce faire son hégémonie face à l'ensemble des autres impérialismes, il intégrait par là même l'ensemble des contradictions du système pourrissant en son sein.

Dans ce cadre, s'est développée une offensive menée au nom d'une société "unipolaire", c'est-à-dire prétendant nier l'existence des classes et de la division de la société en classes. La Banque mondiale et le FMI ont impulsé le concept de "société civile", dans lequel toutes les classes sociales devraient se dissoudre, où les représentations politiques, les organisations syndicales constitutives de la classe devraient disparaître. C'est de ce point de vue que Jean-Christophe Le Duigou affirme :

"L'exploitation du travail n'explique pas tous les problèmes de la société."

Il déclare fort logiquement que les syndicats doivent porter *"la contradiction constructive des salariés sur le terrain de la gestion de l'entreprise"* et regrette que

« nombre de syndicalistes craignent que le syndicat soit "intégré" et préfèrent en rester à la seule contestation sociale dans l'entreprise et à la pression sur les pouvoirs politiques à l'extérieur ».

Oui, le mouvement ouvrier, qui s'est constitué dans la dure bataille contre l'exploitation, pour défendre la valeur de la force de travail de l'ouvrier, pour arracher les droits et garanties, lois sociales, refuse de s'intégrer à la gouvernance de l'entreprise, nouveau nom de l'association capital-travail. C'est dans ce cadre qu'il définissait avant le congrès comment s'ébauche *"un véritable mouvement syndical international unifié"* :

"Dans les groupes et les firmes multinationales, là où se jouent les enjeux concrets d'organisation des structures de production de services et de financements et des enjeux d'organisation des droits sociaux."

Dans le cadre des entités régionales commerciales ou plus institutionnelles

qui se mettent en place dans les différentes parties du monde (Union européenne, ALENA, MERSOSUL...). Chacune a sa spécificité, mais elles peuvent être des espaces à partir desquels pourraient se construire une maîtrise des échanges et des redéploiements des systèmes productifs."

L'Union européenne, l'ALENA étant présentés comme un *"espace de redéploiement des systèmes productifs"*, il est logique de proposer la politique d'intégration à l'Union européenne par la CES ou encore au MERCOSUL par la CCSCS.

"Avec les associations, ONG, mouvements spécifiques sans a priori, sans exclusive, tant au niveau des continents qu'à l'échelle du globe."

Cette question des ONG a été effectivement au centre du congrès de Vienne.

Et de conclure logiquement :

« La démarche syndicale doit s'identifier à ces nouvelles conquêtes, dans le cadre d'une économie de marché qu'il s'agit de transformer (...). Le marché, nous le connaissons. Nous cherchons à l'orienter, à le maîtriser, à le transformer. Nous ne sommes pas pour l'abolir comme cela a été fait dans l'expérience soviétique !

(...) Nous voulons, au contraire, conquérir une "économie de marché" avec ses règles, ses institutions, ses garanties, mais aussi ses outils publics et ses dimensions non marchandes qu'il faut développer, comme la recherche, l'éducation, la santé, la culture... Certes, certains rêvent encore d'une "abolition globale du marché" plutôt que d'une transformation de celui-ci. »

Thibault-Le Duigou se retrouvent avec Andy Stern, qui, aux Etats-Unis, après avoir scissionné l'AFL-CIO, se déclare partisan de *"réunir les entreprises et les syndicats en tant que partenaires et non pas en tant qu'ennemis"*.

ANNEXE 3

A propos de la réforme des institutions internationales

Impossible de séparer le processus de constitution de la CSI de la réforme en cours de l'ONU et, plus généralement, de tout le dispositif qui, à l'échelle internationale, vise à imposer des institutions supranationales contre l'existence même du mouvement ouvrier.

Dans un discours consacré à la réforme de l'ONU, Kofi Annan, alors secrétaire général de cette institution, déclare devant la conférence annuelle du département d'information pour les ONG :

“Je peux aujourd'hui, me remémorant la décennie écoulée, être fier et heureux de constater que, durant ce temps, les échanges actifs entre les Nations unies et la société civile sont devenus à la fois plus étendus et plus profonds.

A l'échelon intergouvernemental, ces dernières années ont vu l'Assemblée générale tenir avec des représentants des organisations non gouvernementales et du secteur privé des auditions officielles (...). Ces liens résultent d'un effort délibéré des Nations unies pour toucher les organisations non gouvernementales et le secteur privé. Mais ils s'expliquent aussi par la remarquable expansion du rôle de la société civile, qui est désormais responsable d'un monde en changement, et par le rôle moteur que vous jouez de plus en plus dans des domaines où les pouvoirs publics n'ont parfois pas souhaité ou pas pu intervenir (...).

Si, naguère, le contrôle et l'application des lois étaient pour l'essentiel du ressort des gouvernements, aujourd'hui la société civile est souvent à l'avant-garde de ceux qui veillent à faire respecter les accords internationaux, sur des sujets qui vont des droits de l'homme et du travail des enfants à l'environnement et aux responsabilités sociales des entreprises (...). Et si naguère c'étaient les gouvernements qui fixaient les programmes, aujourd'hui,

c'est vous qui avez inscrit des questions nouvelles à l'ordre du jour (...).

Pour l'avenir, je vois pour la société civile un rôle quasiment illimité.”

Et du côté du FMI ?

Le FMI, qui prépare une réforme de ses statuts, a tenu en avril 2006 une session au cours de laquelle ont été étudiés les dispositifs à mettre en œuvre pour améliorer ses relations avec les organisations de la société civile (OSC).

A cette occasion, Masood Ahmed, directeur du département des relations extérieures du FMI, déclare :

“Mon expérience m'a permis aussi de découvrir les organisations de la société civile et les relations qu'elles entretiennent avec le FMI. Pour les uns comme pour les autres, ces relations n'ont pas toujours été faciles : il est donc encourageant de constater combien elles se sont améliorées (...). Je suis conscient que la méfiance subsiste, mais chacun semble faire de son mieux pour écouter l'autre dans de nombreux forums. Le dialogue avec les syndicats, les organismes à vocation religieuse et d'autres organisations non gouvernementales fait partie intégrante de nos travaux. Dans toutes les régions du monde, les équipes chargées des pays participent de plus en plus fréquemment à ces consultations. Leurs contacts sont régis par le Guide des relations des services du FMI avec les organisations de la société civile.”

Quelques mois plus tard, Luc Leruth, économiste principal des bureaux du FMI en Europe, a assisté au congrès des 22 et 23 novembre de la CMT préparatoire au congrès de la CSI.

COMMISSION EUROPE

Résolution générale

1. Le cadre d'ensemble

La résolution proposée par la commission Europe du secrétariat international s'inscrit dans le cadre général fixé par le rapport sur la situation mondiale et la place de la IV^e Internationale.

Alors que rien ne doit s'opposer aux exigences destructrices de l'impérialisme américain, il serait bien évidemment erroné de ne pas inscrire l'Europe dans la situation mondiale.

Les problèmes fondamentaux rencontrés en Europe sont les mêmes que ceux rencontrés sur l'ensemble des continents : le système de la propriété privée des moyens de production entraîne partout la barbarie.

En Europe, la décomposition est directement organisée par l'Union européenne et la Commission de Bruxelles (relayant ainsi les diktats de l'impérialisme américain), qui, dans tous les pays, imposent leurs lois (80 % en moyenne des lois adoptées par les Parlements nationaux sont la transposition de directives européennes), lois qui démantèlent les nations et toutes les conquêtes arrachées par la lutte de classe, qui détruisent l'économie dans chaque pays (EADS, Volkswagen...).

Dans ce contexte, la politique de l'Union européenne s'en prend, de manière de plus en plus brutale, à l'exercice le plus élémentaire des libertés démocratiques et ouvrières. La prétendue lutte

contre le terrorisme définie à Washington et relayée par les institutions européennes a dépassé le stade des menaces pour passer à celui de l'exécution. Suppression de l'habeas corpus en Grande-Bretagne, par exemple, utilisation de la législation franquiste maintenue en Espagne permettant de condamner par centaines des militants des CCOO et de l'UGT, et de remettre en cause le droit de grève lui-même, comme le montrent les procédures engagées contre les travailleurs de l'aéroport de Barcelone.

Toute la politique de l'Union européenne épouse une courbe dont le résultat final est d'ores et déjà en cours en Yougoslavie et dans les pays de l'est de l'Europe, pointe avancée de la destruction des nations.

Sous une forme particulière, la situation atroce de centaines de milliers de travailleurs contraints à des "migrations" forcées — travailleurs et jeunes d'Afrique noire, qui, souvent, payent de leur vie la tentative de rejoindre le continent européen, ou travailleurs de l'est de l'Europe en quête d'une issue à leur situation de misère — est l'expression de la destruction généralisée des nations et des classes ouvrières à laquelle conduit l'impérialisme décomposé, dont l'Union européenne est l'instrument.

Cette politique n'est rendue possible que par le rôle joué par les directions des organisations de la classe ouvrière, et notamment des directions des organisations syndicales, qui acceptent les orienta-

tions de l'Union européenne et organisent leur politique en rapport avec les institutions de l'Union européenne. Il nous faut dans ce cadre apprécier la place de la CES, place de colégislateur dans le cadre des institutions de l'Union européenne, et celle à venir du conseil paneuropéen des syndicats englobant la fédération russe, branche européenne de la CSI.

Il est vrai que cette politique de destruction impulsée par l'impérialisme américain, et dont l'Union européenne se fait le relais, n'a pas seulement comme effet la marche au démantèlement des conquêtes, des organisations et des nations. Elle nourrit en même temps, parmi les masses, la recherche permanente de la résistance sur le terrain de la lutte de classe. C'est cette résistance de la classe qui se réfracte au sein même des organisations.

Il est vrai que cette politique de destruction nourrit en même temps, parmi les masses, la recherche permanente de la résistance sur le terrain de la lutte de classe.

La contradiction entre le caractère de classe de ces organisations syndicales et le caractère bourgeois de leurs directions et de la politique qu'elles mettent en œuvre fait qu'au sein même des appareils, des militants cherchent à résister à la politique de destruction de leurs organisations.

Au plan politique, toutes les composantes de la "gauche" et de l'"extrême gauche" institutionnelle européenne (PGE, ATTAC, Partis socialistes...) ont toujours légitimé l'ensemble des institutions issues du traité de Maastricht, y compris les staliniens et les pablistes, qui ont constitué le Parti de la gauche européenne. En Allemagne, en Italie, et sous une certaine forme en France, toutes ces composantes sont partie prenante de "grandes coalitions" qui se soumettent aux institutions de Bruxelles, et dont l'objectif déclaré est d'appliquer intégralement la politique de Maastricht de destruction des conquêtes sociales inscrites dans le cadre des nations et les nations elles-mêmes.

Dans ce domaine, il faut souligner le rôle d'avant-garde du Secrétariat unifié, devenu intégralement l'instrument de l'alignement de tous sur la politique de l'Union européenne, même si sa politique s'exprime sous des formes différentes en

fonction des pays. En Italie, ils soutiennent le gouvernement pour soutenir la politique de démantèlement du gouvernement Prodi et dans la rue participent à des manifestations prétendument organisées contre la politique du gouvernement Prodi. En France, ils proposent de "réorienter les politiques et les structures de l'Union européenne". En Belgique, ils appellent à constituer "une autre gauche", qui inscrit toute sa politique dans le cadre de l'Union européenne, et cherchent ainsi à faire obstacle à une politique de front unique. En Allemagne, la direction du PDS de Berlin organise la privatisation des logements sociaux, etc.

De cette appréciation, il découle que la question de la rupture avec l'Union européenne est la question clé de toute l'indépendance politique de la IV^e Internationale et la condition de la mise en œuvre d'une politique de front unique.

2. Comment décliner la politique de la IV^e Internationale dans chaque pays ?

(A cet endroit, suit un développement sur l'orientation que nous devons mettre en œuvre dans chaque pays.)

3. Quelle(s) campagne(s) d'ensemble en Europe ?

A l'Union européenne, nous ne nous contentons pas d'opposer la défense de la souveraineté des nations et des conquêtes et garanties de la classe ouvrière. Nous combattons pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, qui unifient le combat à l'est comme à l'ouest de l'Europe. Le mot d'ordre d'Union libre des peuples libres d'Europe, formulé dans le cadre de la conférence de Berlin et de l'Entente européenne des travailleurs, est un mot d'ordre transitoire, sur cette ligne.

La commission Europe du secrétariat international, réunie dans le cadre du Sixième Congrès mondial, estime que les conditions sont réunies pour surmonter les hésitations et réticences à développer une politique d'ensemble au niveau européen.

a) Pouvons-nous décider d'élaborer partout le mémorandum sur les conséquences dans chaque pays de l'application de la politique de l'Union européenne, et, sur cette base, organiser une délégation auprès des autorités de Bruxelles ? A ce jour, les éléments d'un tel mémorandum ont été rassemblés, en partie, pour la Belgique, la France, l'Allemagne, l'Espagne et la Grande-Bretagne.

b) Pouvons-nous, en partant des besoins des masses, décider de donner à cette proposition le contenu suivant :

A Rochdale, en Grande-Bretagne, 130 000 habitants ont signé une pétition contre la fermeture de l'hôpital de la ville ; dans un autre domaine, des milliers de postiers anglais, avec leurs syndicats, se sont rendus au Parlement pour remettre une pétition de 4 millions de signatures exigeant le maintien des bureaux de poste (*"la plus importante pétition jamais remise"*, selon *The Guardian*, 14 novembre).

En Allemagne, durant des mois et des mois, les médecins et les personnels hospitaliers se sont mobilisés pour leurs conditions de travail et pour la défense de la santé et des hôpitaux publics. Le 21 octobre dernier, malgré les obstacles dressés par la direction du DGB, des dizaines de milliers de travailleurs ont manifesté contre la réforme de la santé.

En France, la mise en œuvre de la politique de l'Union européenne entraîne l'exclusion de millions de malades du droit aux soins : déremboursement de dizaines de médicaments, utilisation des génériques pour supprimer le tiers payant et les remboursements à 100 %, majoration du coût des soins dispensés dans les hôpitaux publics... La destruction de la Sécurité sociale est la pointe avancée de la destruction de l'ensemble des conquêtes arrachées par la révolution confisquée de 1944-1945.

En Espagne, alors que le gouvernement accélère la privatisation de la santé, notamment en confiant aux entreprises privées les services des hôpitaux considérés comme "non sanitaires" (exemple : les soins palliatifs), les personnels de l'hôpital de Leganès, avec leurs syndicats, ainsi que les habitants de Leganès se sont mobilisés contre les accusations portées contre les médecins de l'hôpital visant à les rendre responsables de plusieurs décès et pour la défense de leur hôpital.

c) Pouvons-nous décider d'organiser la délégation auprès des institutions de l'Union européenne sur cette base en associant les médecins, les personnels hospitaliers, les travailleurs sur l'orientation : il n'est plus possible d'accepter cette politique ?

(Voir l'appel ci-dessous.)

"Nous lançons un cri d'alarme : il faut immédiatement stopper dans toute l'Europe la destruction accélérée de tous les systèmes de santé publique"

Nous sommes des médecins, des hospitaliers, des syndicalistes de toute l'Europe. Nous ne lançons pas ce cri d'alarme à la légère. Nous savons de quoi nous parlons. Nous avons établi un état des lieux précis, dans chacun de nos pays. Nous avons consigné les faits, qui prouvent indiscutablement que nos systèmes de santé publique et de protection sociale,

qui assuraient jusque-là, sous des formes juridiques différentes, l'égalité d'accès aux soins pour tous les citoyens de nos pays, sont en cours de démantèlement.

Nous demandons en conséquence à être reçus de toute urgence par les responsables des institutions de l'Union européenne qui coordonnent les "réformes"

qui nous frappent de plein fouet. Nous leur demandons de nous entendre et de répondre à nos questions, car les peuples ont le droit de savoir qui a décidé de remettre en cause leur droit à la santé et pourquoi.

La révolte contre les fermetures de lits, d'hôpitaux, de maternités, de services des urgences, dans des pays jusque-là réputés bien dotés, gagne progressivement toute l'Europe.

- En Allemagne, durant les six premiers mois de l'année 2006, toutes les catégories de personnels de santé — des médecins aux infirmiers — n'ont cessé de se mettre en grève et de manifester pour la défense de leurs revendications étroitement reliées à la défense du service public de santé, menacé par la réduction du budget des hôpitaux, pour 2006, de 1,25 milliard d'euros et par la décision de fermer 25 % des établissements. Les hospitaliers ont été relayés récemment par les travailleurs, qui ont manifesté à 220 000 dans la rue, le 21 octobre, à l'appel de leur confédération syndicale, le DGB, contre la "réforme" de la santé en discussion au Bundestag. Une "réforme" qui doit détruire l'assurance maladie solidaire de 70 millions d'assurés. Une réforme qui abolit la gestion paritaire des caisses et impose une contribution supplémentaire aux salariés dans le but explicite de favoriser la concurrence des caisses privées afin de substituer l'assurance individuelle au système d'assurance collective solidaire.

- En Grande-Bretagne, dans une seule ville, ce sont 130 000 habitants qui signent une pétition contre la fermeture de leur hôpital, dans une situation où le système de santé publique (NHS) mis en place après la guerre est littéralement démantelé et privatisé.

- En France, dans un pays où, depuis la guerre, le maillage sanitaire est réputé l'un des plus denses d'Europe, pas un mois ne passe sans que, dans une ville, la population, avec ses élus locaux, se mobilise contre la fermeture d'un service des urgences, d'une maternité de proximité, d'un service de chirurgie, transformant des portions de territoire en désert sanitaire. Tout cela dans une situation où les patients sont contraints, par la suppression de leurs droits, des remboursements à 100 %,

de payer toujours plus pour se faire soigner.

- Espagne, manifestation de toute la population, des élus, des syndicats et des médecins contre la privatisation de l'hôpital de la ville de Leganes...

- Au Portugal, mêmes soulèvements contre l'imposition de "taux d'hospitalisation" et contre la réduction des remboursements de médicaments, auxquels se sont associés des députés de l'Assemblée de la République.

- En Italie, deux grèves générales dans ces deux dernières années, avec participation de 95 % des médecins, contre la destruction et la vente des hôpitaux entraînés par la régionalisation.

- Au Danemark, où des dizaines de milliers de manifestants protestaient contre les conséquences des restrictions budgétaires dans les crèches et aussi les hôpitaux, provoquées par le regroupement des communes.

- En Suède, où des mobilisations de masse contre les "réorganisations" et les privatisations d'hôpitaux ont fait reculer en 2005 le gouvernement sur la privatisation des hôpitaux universitaires.

Au nom de quoi ces mesures sont-elles prises ?

Et au nom de quoi ces mesures sont-elles prises ? Elles le sont toujours au nom des nouveaux principes budgétaires dictés à nos gouvernements et à nos administrations par le pacte de stabilité européen.

Nous nous adressons à vous, responsables de l'Union européenne. Nous vous posons la question : est-il exagéré de dénoncer comme une escroquerie l'argument des difficultés financières dans lesquelles se retrouveraient les caisses de Sécurité sociale lorsqu'au même moment les exonérations de cotisations sociales accordées aux patrons sont devenues la règle dans toute l'Europe, atteignant en France 170 milliards d'euros en quinze ans ?

Est-il exagéré de porter une telle accusation quand ces exonérations atteignent 9 milliards d'euros par an dans un pays comme l'Italie ? Quand le Bundestag, en Allemagne, met de nouvelles exonérations patronales à l'ordre du jour dans le cadre

de la “réforme de la santé” qu’il se propose d’adopter début janvier ?

Faut-il voir dans cette simultanéité un simple hasard ou bien la mise en œuvre de la ligne directrice intégrée n° 15 de l’Union européenne, qui appelle les Etats membres à “renforcer les mesures d’incitation économiques, y compris par (...) une réduction des coûts non salariaux du travail” ? Un déficit des caisses de la Sécurité sociale conséquence du “vieillessement de la population”, comme on nous le répète, ou bien ne s’agit-il pas plus prosaïquement d’une politique systématique d’abaissement du “coût du travail” ? Répondez-nous.

La combinaison des critères de Maastricht avec l’Europe des régions entraîne partout la privatisation des hôpitaux

Nous trompons-nous quand nous affirmons que la politique accélérée de réduction des dépenses de santé, de privatisation des hôpitaux est étroitement liée à la mise en œuvre de la politique de régionalisation impulsée par Bruxelles ? L’Union européenne ne charge-t-elle pas chaque autonomie en Espagne, chaque Land en Allemagne, chaque région en Italie ou en France de respecter strictement les règles du pacte de stabilité et de faire passer par tous les moyens le déficit public en dessous des 3 % du PIB fixés par Maastricht ?

N’est-ce pas la traduction de l’article 104 du traité de Maastricht, qui stipule que

“les Etats membres évitent les déficits publics (...). On entend par public ce qui est relatif au gouvernement général, c’est-à-dire les administrations centrales, les autorités régionales ou locales et les fonds de sécurité sociale” ?

N’a-t-on pas là l’explication de l’accélération de la vente des hôpitaux par les régions, de la multiplication des “partenariats public-privé” comme de la réduction des remboursements aux malades par tous les systèmes de sécurité sociale ?

Même dans un pays comme le Portugal, où la population a rejeté la régionalisation, le gouvernement procède à une réforme de l’administration aboutissant aux mêmes résultats.

Que signifie repousser l’âge de la retraite et réduire simultanément les crédits alloués à la santé ?

Quand on refuse un lit d’hôpital à une personne âgée parce qu’il n’y a pas de lit disponible, vous admettez que la vie de cette personne est mise en danger.

Nous vous posons la question : est-ce la solution que vous avez choisie pour régler le problème que vous énoncez dans la ligne directrice intégrée n° 2 du 12 juillet 2005, et qui stipule :

“Les Etats membres devraient, compte tenu des coûts attendus du vieillissement de la population 1) réduire leur dette publique à un rythme suffisant ; 2) réformer leurs régimes de retraite, de sécurité sociale et de soins de santé pour les rendre financièrement viables” ?

Permettez-nous de résumer : la solution que vous avez choisie — reculer l’âge de la retraite à 65, 67, voire 70 ans, tout en réduisant les moyens alloués à la santé — signifie que, pour l’Union européenne, les lignes directrices intégrées et le traité de Maastricht, le maximum de travailleurs devront mourir avant d’atteindre l’âge de la retraite.

L’accusation que nous portons est grave, mais nous la fondons sur des faits que nous vous soumettons. Osez prétendre le contraire !

La Commission européenne appelle à “responsabiliser les professionnels et les patients”... Dans quel but ?

Tous les pays d’Europe sont confrontés au même problème. En Italie, en Grande-Bretagne, en Espagne, et maintenant en France et en Allemagne, les listes d’attente pour consulter un spécialiste ou un chirurgien s’allongent, pour atteindre de six à dix mois. Qui a de l’argent ira se faire soigner dans le privé... Et les autres ? Les pressions pour limiter les prescriptions médicales s’accroissent dans chacun de nos pays, créant une situation impossible pour les médecins et mettant la vie de milliers de personnes en danger.

Fatalité ou application scrupuleuse de la communication de la Commission euro-

péenne du 22 décembre 2005, qui commande aux États membres *“d’adapter les soins (...) par la responsabilisation des professionnels de la santé et des patients bénéficiaires de soins”* ?

N’est-ce pas l’Union européenne qui a décidé que les professionnels de santé, que les médecins devraient limiter leurs prescriptions et les patients payer de leur poche... ou bien renoncer purement et simplement à se soigner ? Répondez-nous.

Nous sommes tous les jours confrontés à des drames qui n’ont rien à voir avec la fatalité. Des drames qui, il y a peu de temps encore, étaient évités dans tous nos pays, y compris dans les pays d’Europe de l’Est, aujourd’hui soumis aux directives de l’Union européenne.

Les citoyens, les médecins, les malades, les professionnels de santé, les peuples d’Europe ont droit à la vérité.

Nous vous demandons de nous recevoir.

Nous viendrons porteur des mémorandums réalisés dans chacun de nos pays, et qui convergent tous pour accuser l’Union européenne, ses directives et ses traités.

Oserez-vous nous dire, à nous qui avons décidé de déployer toutes nos forces pour reconquérir les systèmes de santé publique, de sécurité sociale et de protection sociale que nous avons constitués au lendemain de la Seconde Guerre mondiale à l’ouest comme à l’est de l’Europe, que la situation dramatique que nous décrivons n’a rien à voir avec les décisions que vous prenez quotidiennement et que vous faites appliquer par tous les gouvernements européens ?

Nous invitons tous les signataires de cet appel à s’associer à l’élaboration du mémorandum que nous irons porter à Bruxelles, le 31 mars 2007, dans une délégation de médecins, de professionnels de la santé, d’élus, de syndicalistes de toute l’Europe.

Notes pour ouvrir la discussion de la commission ex-URSS, Europe centrale, orientale et balkanique

1. Quelle est la signification des éléments de lutte de classe que nous font parvenir des militants des pays de l'ex-URSS, de l'Europe centrale, orientale et balkanique ?

Quelle est la signification du mouvement de grève et de manifestation de milliers d'ouvriers du pétrole en Sibérie, des manifestations d'étudiants hongrois qui exigent le maintien de l'enseignement universitaire gratuit, de la manifestation de 8 000 enseignants roumains devant le siège du gouvernement, le 15 septembre dernier ? C'est-à-dire de toutes les formes de résistance de la classe ouvrière, de la paysannerie et de la jeunesse se saisissant des segments de propriété sociale qui subsistent ? N'est-ce pas là des segments de la propriété sociale contre la destruction organisée par les mafieux issus de la bureaucratie, qui cherchent à s'inscrire dans le système pourrissant de la propriété privée ?

Il y a une classe ouvrière, qui, confrontée à une politique de destruction physique (rappelons qu'en Russie, l'espérance de vie est passée en quinze ans de plus de 70 ans à 57 ans), cherche les voies de sa propre survie (*"volonté de survie biolo-*

gique", comme l'a dit un camarade yougoslave).

Mais un tel constat ne suffit pas. Il faut ajouter (comme cela a été dit par un camarade de la commission ex-URSS du secrétariat international de la IV^e Internationale) que *"la propriété sociale est un tel besoin pour la survie de la population que cela s'impose à eux"* (à ceux qui, relayant les plans de l'impérialisme, FMI, Banque mondiale, Union européenne, OTAN..., cherchent à "privatiser", en fait détruire).

Dans la discussion que nous avons ouverte avec des militants de Perm, en Russie (*Bulletin de discussion*, en langue russe, n° 2), nous avons dit :

"La décomposition du capitalisme pose de façon cruciale l'alternative: socialisme ou barbarie. Si le marché mondial est en expansion, si les forces productives continuent à croître, cette phrase ne serait qu'un slogan émotionnel, vide de contenu. Or les faits montrent, à notre sens, qu'elle exprime la réalité du monde contemporain plus encore qu'au moment où Rosa Luxemburg l'a écrite."

Dans les nations les plus avancées (y compris aux Etats-Unis), le régime pourrissant de la propriété privée des moyens de production est un facteur de destruction, de dislocation..., menaçant l'humana-

nité tout entière de destruction. Dans les pays capitalistes, pas d'issue sans le renversement de ce système fauteur de guerre et de décomposition. Dans les pays dans lesquels le capital avait été exproprié, il n'y a pas possibilité de survie pour la classe ouvrière sans la défense et la reconquête de la propriété sociale. C'est en cela que les éléments de résistance que nous venons de citer s'insèrent dans la lutte internationale du prolétariat pour sa survie face au régime pourrissant de la propriété privée (combat dont le résultat des élections aux Etats-Unis est une des manifestations), système qui trouve son expression nécessaire dans la guerre d'Irak, dans les atteintes renouvelées contre les Noirs, les Latinos et contre la classe ouvrière dans son ensemble.

C'est ce qu'expriment à leur façon des militants hongrois, s'adressant à une rencontre de militants bulgares, moldaves, roumains et serbes :

« Quelle peut être la réponse à ces questions posées par la privatisation qui se généralise, jusque, par exemple en Hongrie, la vente en cours des terres d'Etat, par lots entiers, aux étrangers ? Nous estimons que la seule issue se trouve dans la renationalisation de tous les moyens de production et de services. »

La résistance à la vente des terres d'Etat ne s'insère-t-elle pas dans la mobilisation contre le gouvernement corrompu, valet du FMI et de la Banque mondiale ?

La commission fait sienne la remarque d'un camarade :

« L'ensemble des conquêtes sociales qui subsistent en ex-URSS (écoles, écoles d'art, centres sportifs, structures d'Etat pour les enfants, logement et système "JKKh", entreprises d'Etat, chemins de fer, enseignement supérieur gratuit...) ne sont pas un héritage de la bureaucratie, mais l'héritage des conquêtes de la révolution d'octobre 1917 et doivent être défendues. C'est là-dessus que nous sommes en désaccord avec les pablistes. »

Constatant que ce combat prend appui sur les segments de propriété d'Etat qui subsistent malgré quinze années de privatisation-destruction, il apparaît indispensable de dresser dans chaque pays la liste des conquêtes qui subsistent — même partiellement attaquées et détruites —, afin d'aider la classe ouvrière à dégager les points d'appui pour sa survie.

2. L'appréciation sur les causes de l'effondrement de l'Union soviétique en 1991...

Le "relevé de discussion" de la rencontre des militants de Bulgarie, Moldavie, Roumanie et Serbie qui ont constitué le 28 octobre 2006 à Craiova (Roumanie) un "Comité de liaison des partisans de la Fédération balkano-danubienne" indique que,

« à ce stade, nous n'avons pas la même appréciation sur les causes de l'effondrement de l'Union soviétique en 1991 et nous estimons nécessaire de poursuivre la discussion sur ce point ».

Pour notre part, nous affirmons que l'effondrement de l'Union soviétique en 1991 a pleinement confirmé la nature de la bureaucratie, "caste parasitaire", qui, en même temps qu'elle tirait ses privilèges des conquêtes d'octobre 1917, détruisait ces conquêtes par ses privilèges.

Rappelons ce qu'expliquait dans son livre 1989, *la fin d'un empire*, l'universitaire canadien Jacques Levesque, qui fait état d'une interview d'Alexandre Yakovlev, l'un des plus proches collaborateurs de Gorbatchev, au cours de laquelle celui-ci fit mention d'une conversation privée avec Erick Honecker, dirigeant de la bureaucratie de RDA, en 1989 :

« A Honecker, qui lui demandait pourquoi la direction du PCUS s'était engagée et continuait sur la voie de politiques dangereuses, Yakovlev lui répondit : "Il ne s'agit pas d'une question de choix ou d'options politiques, mais de nécessité objective incontournable." "Sans la perestroïka, lui ai-je répondu, nous aurons ultimement à faire face à une révolution, qui pourrait être aussi violente que la révolution d'Octobre". »

L'effondrement de l'URSS par la désagrégation de la bureaucratie stalinienne en 1991 a confirmé toute l'analyse de *La Révolution trahie*. Les faits ont définitivement réglé leur compte non seulement à la prétendue "théorie" du "socialisme dans un seul pays", mais aussi à ceux qui, derrière Pablo et à sa suite, ont affirmé au nom de la IV^e Internationale : *"La réalité sociale objective pour notre mouvement est composée essentiellement du régime capitaliste et du monde stalinien"* et prétendaient que *"la transformation (de la société capitaliste en société socialiste en*

URSS et à l'est de l'Europe) occupera probablement une période historique entière de quelques siècles”.

Adaptation totale à la bureaucratie stalinienne et au prétendu “socialisme réalisté” contre la IV^e Internationale, dont ils ont conservé l'appellation, alors que le combat contre la fallacieuse “théorie” du “socialisme dans un seul pays” est à la racine du combat de Léon Trotsky et de la IV^e Internationale. Une adaptation toujours revendiquée par les dirigeants actuels du Secrétariat unifié (même s'ils occupent désormais une tout autre place, nous y reviendrons). Ainsi, affirme Bensaïd (*Les Trotskysmes*) :

« A la fin des années 1940, les conditions dans lesquelles fut créée la IV^e Internationale avaient considérablement changé. Son projet devait être redéfini. Pablo eut l'audace d'entreprendre cet aggiornamento. »

Ce qui a entraîné la crise de la IV^e Internationale au début des années 1950.

Quinze ans après, au regard de la situation en ex-URSS et à l'est de l'Europe, nous posons la question : avions-nous raison d'écrire, en décembre 1991 :

« A la paupérisation vertigineuse de la population laborieuse s'oppose le train de vie luxueux d'une petite couche de margoulines et de mafieux issus de l'appareil, qui, sous le couvert du “bloc des démocrates”, tentent de brader les richesses du pays pour s'emplier les poches de commissions diverses au passage (...). Le caractère bourgeois de la bureaucratie se révèle aujourd'hui de façon presque caricaturale dans la manière avec laquelle elle cherche à réintégrer le giron de la bourgeoisie mondiale. Cet ultime stade de son développement ne lui fait perdre à aucun degré (au contraire) son origine et sa nature parasitaire. Elle ne peut pas même devenir une bourgeoisie croupion. Elle n'a pas les moyens (ni l'ambition) de constituer un capital national. Même si les mafieux de l'économie parallèle injectaient leurs 150 milliards de roubles, qui, en tout état de cause, ne s'investiraient que dans les secteurs spéculatifs, la crise énorme de liquidités qui frappe de plus en plus brutalement l'économie mondiale et fonde les plans de saccage du FMI interdit tout espoir d'investissement à la hauteur d'une fraction, même modeste, des gigantesques besoins de l'économie soviétique ; il ne

reste donc aux mafieux jaillis des entrailles mêmes de l'appareil qu'à compter les dividendes de sa subordination politique à l'impérialisme américain et les pourboires de la privatisation.

La bureaucratie en décomposition n'est qu'une couche annexe et supplétive de l'impérialisme mondial, sans aucun caractère national, une caste de margoulines, de traficoteurs, de mafieux, prête à se vendre et à vendre la propriété d'Etat au plus offrant, et même à ceux qui n'offrent à peu près rien » (*La Vérité*, décembre 1991).

3. Tout reste ouvert

Il ne saurait être question de masquer nos propres insuffisances. Jusqu'en 1991, nous avons correctement apprécié, dans la continuité de ce que Trotsky a démontré dans *La Révolution trahie*, ce qu'était la bureaucratie “restaurationniste”, son caractère parasite des conquêtes d'Octobre (donc à la fois tirant ses privilèges de ces conquêtes et menaçant de les détruire par les privilèges qu'elle en tirait) faisant d'elle la “courroie de transmission de l'impérialisme” dans l'Etat ouvrier dégénéré.

Force est de constater qu'après 1991, nous avons insuffisamment poursuivi cette tâche, ce qui nous a conduits à perdre de vue ce que nous écrivions en décembre 1991 (précédemment cité).

Le capitalisme a-t-il été “rétabli” après 1991 en URSS (et dans les pays de l'est de l'Europe), comme l'affirment toute une variété de courants centristes réactionnaires, qui se sont alignés sur une nouvelle étape d'expansion du capitalisme ? Bien que nous affirmions correctement que la bureaucratie ne pouvait se transformer en classe, nous n'avons pas porté attention à ces questions, cela nous déportant sur une autre orientation. Quelle place a occupée l'ex-appareil international contre-révolutionnaire du Kremlin après la décomposition de son centre en 1991 ? Avait-il “disparu” ? Et quelle place occupaient dès lors ceux qui, détruisant la IV^e Internationale comme organisation en 1950-1953, ont affirmé jusqu'en 1991 :

« Dans votre pays, on n'a toujours pas publié la plate-forme de l'Opposition de gauche, qui a combattu Staline et proposé une voie alternative pour la construc-

tion du socialisme. En fait, vous (“vous”, c’est-à-dire les sommets de la bureaucratie autour de Gorbatchev) êtes maintenant en train d’adopter ses idées : construire la démocratie socialiste authentique et l’autogestion” (Catherine Samary, dirigeante du SU, dans *Argumenty i fakty*, 2 décembre 1989).

En ex-URSS et dans les pays de l’Europe orientale, centrale et balkanique, la politique des Gyurcsany (Premier ministre hongrois, ancien dirigeant des Jeunesses communistes avant 1989), des Voronine (président “communiste” de la République de Moldavie), des Poutine, Eltsine (Eltsine, que le défunt Pierre Broué a considéré comme un rédempteur du socialisme, à l’instar du défunt Mandel) et autres, tous issus de la décomposition mafieuse de la bureaucratie, amène à réaffirmer et à constater :

“Il ne reste donc aux mafieux jaillis des entrailles mêmes de l’appareil qu’à compter les dividendes de sa subordination politique à l’impérialisme américain et les pourboires de la privatisation. La bureaucratie en décomposition n’est qu’une couche annexe et supplétive de l’impérialisme mondial, sans aucun caractère national, une caste de margoulines, de traficoteurs, de mafieux, prête à se vendre et à vendre la propriété d’Etat au plus offrant, et même à ceux qui n’offrent à peu près rien.”

Des mafias compradores de l’impérialisme qui pillent et décomposent, au service de Washington (ce qui ne veut pas dire qu’il n’y ait aucune contradiction entre Washington et Moscou, de la même façon que les intérêts de Washington entrent en contradiction avec les impérialismes concurrents ; mais “mafieux” et bourgeois dominées par l’impérialisme américain doivent en dernière analyse se soumettre)... qui se heurtent à la volonté de survie des masses, s’accrochant bec et ongles aux segments de conquêtes sociales.

L’alternative formulée par Trotsky dans *La Révolution trahie* : “soit les ouvriers... soit la bureaucratie...” garde toute son actualité dans les conditions nouvelles issues de la chute de l’URSS.

Comme nous l’avons dit dans un des textes soumis au Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale :

“Les conditions objectives de la révolution prolétarienne existent, malgré la

destruction de l’URSS par la bureaucratie restaurationniste en 1991.”

Tout reste donc ouvert. “Socialisme ou barbarie”, qui implique le combat pour la construction de la IV^e Internationale sur son programme.

4. Il est nécessaire de revenir sur les caractéristiques de la période ouverte par la crise révolutionnaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Dans une discussion de la commission ex-URSS du secrétariat international de la IV^e Internationale, un camarade explique :

« Une chose est claire : après la Première Guerre mondiale, on est entré dans l’époque de la révolution prolétarienne. Mais il y eut la trahison de la social-démocratie et l’échec de la révolution allemande. Tandis qu’en 1945, on ne peut pas dire que les travailleurs ont été battus par un rapport de force. Il n’y a pas eu l’Allemagne 1933 et l’Italie 1922, on n’a pas été écrasé. Parce qu’il y eut une véritable révolution “confisquée”, je suis arrivé à cette dénomination il y a quelque temps. Malgré la trahison des appareils, dont l’appareil stalinien, s’est exprimé le besoin de la société d’être sauvé de la barbarie. En 1991, il y a eu certes la privatisation, mais en même temps, c’est dans le cadre d’une telle décomposition de l’impérialisme que sont restées des conquêtes comme manifestation de la volonté de survie des masses (...). Ce qui nous ramène à la question majeure de la IV^e Internationale. Quand on dit “les expropriations de 1945”, c’est trop imprécis. Dans l’effondrement général, la classe ouvrière, pour sa survie, a contraint Tito à aller plus loin qu’il ne le voulait dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie, et Staline lui-même est allé plus loin qu’il ne le voulait en étant obligé de reconnaître ce que les ouvriers avaient imposé. »

Au lendemain de la guerre impérialiste, les peuples du monde entier cherchent à se débarrasser du système de l’exploitation et de l’oppression.

En France, en Italie, de véritables “révolutions confisquées” ne peuvent aboutir que grâce à la capitulation éhontée des appareils staliniens et “socialistes” qui dirigent les organisations ouvrières.

En France, le secrétaire général du PCF, Maurice Thorez, appelle les milices

ouvrières contrôlées par le PC à rendre les armes au nom du principe *“Un seul Etat, une seule armée, une seule police”*. Au même moment, les ministres “communistes” et “socialistes” français font bombarder, au nom de leur propre impérialisme, les Algériens qui manifestent pour leur indépendance nationale le 9 mai 1945 à Sétif et Guelma. Malgré cette politique réactionnaire, les masses arrachent des conquêtes sociales gigantesques, que la bourgeoisie — menacée de tout perdre — est contrainte de céder.

En Yougoslavie :

« En dépit des séquelles de l'oppression nationale de la monarchie serbe, en dépit des tentatives “nationalistes” de collaborer avec les nazis en Slovénie et surtout en Croatie (...), tous les peuples vont se rassembler dans l'armée des partisans dirigée par le PC de Tito. Les ouvriers et les paysans de toutes les nationalités sont unis dans le combat contre la guerre d'extermination d'Hitler, contre la colonisation brutale et sauvage. A la fin de la guerre, il y avait près de 500 000 partisans combattant pour une Yougoslavie débarrassée de l'oppression et de l'exploitation.

C'est pourquoi les tentatives imposées par Staline et Churchill de restaurer la royauté et l'Etat bourgeois firent long feu face à la mise en mouvement de millions de femmes et d'hommes, qui, en libérant le pays, en prenant le contrôle de la terre et des usines, n'entendaient pas remettre les clés à ceux qu'ils venaient de chasser. Contre Staline et les impérialismes (qui avaient décidé à Yalta que la Yougoslavie resterait dans la zone d'influence impérialiste), la puissance du mouvement populaire d'expropriation et l'effondrement de toutes les institutions étatiques bourgeoises poussent le PC de Yougoslavie à instaurer une république et à décréter l'expropriation des propriétaires fonciers et capitalistes que les masses travailleuses avaient déjà commencé à réaliser » (La Vérité, n° 4, octobre 1992).

Dans les pays de l'Europe centrale, orientale et balkanique libérés du nazisme par l'Armée rouge, l'accord passé à Yalta entre Staline, Roosevelt et Churchill prévoyait la préservation de la propriété privée et l'instauration de gouvernements d'union nationale intégrant les partis bourgeois “patriotes” et les partis staliniens et sociaux-démocrates.

Mais le mouvement pratique des masses a pleinement vérifié l'hypothèse, formulée dans le programme de la IV^e Internationale, que, placés dans des circonstances exceptionnelles, *“des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie”*.

Les “circonstances exceptionnelles” de 1944-1945 se manifestent par un effondrement du régime pourrissant de la propriété privée des moyens de production. Grands propriétaires terriens et capitalistes ont collaboré avec l'occupant nazi. L'occupant nazi ayant été chassé, les masses prennent l'initiative et occupent les terres, se saisissent des usines...

Dans la discussion précédemment citée, un autre camarade explique ainsi :

« Dans l'effondrement de la deuxième guerre impérialiste, les masses se sont engagées dans la prise en main elles-mêmes des usines et des terres. En Hongrie, par exemple, dans une région, en 1945, les ouvriers constituent une “République soviétique”, obligeant les chefs de l'Armée rouge à les “convaincre” que “non, ce n'est pas à l'ordre du jour, etc.”. »

Cette initiative des masses, pour qui l'arrivée de l'Armée rouge signifie non seulement la fin de l'occupation nazie, mais le lien avec la révolution d'Octobre, balaie pratiquement les plans concoctés à Yalta et Potsdam par les impérialismes américain et britannique, et la bureaucratie stalinienne. Les gouvernements mis en place sous le contrôle de la bureaucratie stalinienne (et de son armée) ne font qu'entériner — contre leur volonté initiale — le fait accompli (ce qui, évidemment, aura son importance dans les manifestations de la corruption bureaucratique).

D'une certaine manière, pourrait-on dire, des Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés se constituent contre la volonté de la bureaucratie stalinienne, qui, à Yalta et Potsdam (pour préserver ses privilèges menacés par toute mobilisation révolutionnaire), s'était engagée à préserver la propriété privée des moyens de production.

Reprenons : les “révolutions confisquées” de 1944-1946 (“confisquées” à l'Ouest par les appareils contre-révolu-

tionnaires qui furent l'ultime rempart pour préserver la propriété privée ; "confisquées" à l'est de l'Europe par la domination de la bureaucratie) sont à l'origine de tout ce qui subsiste, encore aujourd'hui, de conquêtes ouvrières, à l'est comme à l'ouest de l'Europe. Conquêtes qui constituent la classe comme classe, encore aujourd'hui.

5. C'est dans ce cadre qu'il convient d'aborder la question nationale dans la région balkano-danubienne.

La dislocation de la Fédération yougoslave (voir la contribution de la commission ex-URSS, bulletin de discussion du Sixième Congrès mondial, et la contribution de camarades de l'ex-Yougoslavie sur le Monténégro) est aujourd'hui un facteur de dislocation généralisée de toute l'Europe, faisant des Balkans "cantonisés" une des plus grandes bases militaires américaines du monde, tournée contre les classes ouvrières et les nations d'Europe et d'ex-URSS. Il sera nécessaire d'analyser la signification des causes et des conséquences des dispositions de l'impérialisme. L'impérialisme américain, pour subsister, doit englober toutes les nations, sur tous les continents, en Europe comme ailleurs. Mais cette marche à la domination sans partage du monde implique le passage complet à la barbarie, où seraient anéanties toutes les bases de la civilisation humaine, y compris aux Etats-Unis.

Le soutien permanent des pablistes, au nom de la IV^e Internationale, à la politique de dislocation de la Fédération yougoslave illustre parfaitement la place nouvelle occupée, depuis 1991, par le Secrétariat unifié.

Rappelons quelques extraits de la "Lettre d'un militant yougoslave de la IV^e Internationale à la section grecque du SU - OKDE" :

« Est-il imaginable qu'une organisation se réclamant de la IV^e Internationale puisse en appeler ouvertement à l'intervention armée des Nations unies, comme l'a fait le SU en 1992 (dans *Inprecor*, n° 353, mai 1992) : "Le malheureux peuple de Bosnie attend d'être soulagé par les troupes des Nations unies" ?

Oui, nous parlons bien là des Nations unies, cette "caverne de brigands" impé-

rialiste, comme disait Lénine à propos de la SDN, cette institution qui a été mandatée directement par Washington pour mettre la Bosnie sous tutelle !

Est-il possible d'écrire, à la veille de la signature des accords de partition de la Bosnie, sur la base militaire américaine de Dayton : "Les accords actuellement signés par toutes les parties imposent un débat spécifique. J'en ai dénoncé le caractère réactionnaire (impérialiste et entérinant les découpages ethniques), mais aussi contradictoire (la reconnaissance d'un Etat bosniaque avec toutes ses composantes) et le cessez-le feu permet de mettre l'accent sur un processus politique. On doit s'en emparer dans toutes les parties de la Bosnie et dans les Etats voisins" (Catherine Samary, dans *Rouge*, organe de la LCR, 19 octobre 1995).

L'impérialisme ne sait-il pas ce qu'il fait ? Quand il fait signer les accords de Dayton et qu'il découpe la Bosnie en une multitude de petits "bantoustans" comme cela a été fait à Dayton, cela aurait un aspect "contradictoire", ce serait un point d'appui — même relatif — dont il faudrait "s'emparer" ?

Comment est-il possible d'écrire, au moment où Serbie et Kosovo sont bombardés par les forces de l'OTAN : "L'amélioration du rapport de force sur le terrain passe par l'armement de l'UCK" (*Rouge*, n° 1826, 6 mai 1999). "Il faut donner le moyen aux Albanais et à l'organisation militaire de reconquérir leur droit de vivre au Kosovo et de faire reculer les Serbes" (*Rouge*, n° 1822, avril 1999). »

Après avoir occupé la place de "flanc gauche" de la bureaucratie stalinienne avant que celle-ci (censée "réaliser le socialisme à sa manière" au cours de "siècles de transition") ne provoque l'effondrement de l'URSS, le SU n'a-t-il pas montré, à travers son soutien à l'opération impérialiste de dislocation de la Fédération yougoslave — soutien apporté au nom de la IV^e Internationale —, qu'il agissait, depuis 1991, directement au compte de l'impérialisme, pour empêcher la construction de l'instrument nécessaire aux opprimés et aux exploités du monde entier, le parti mondial de la révolution socialiste ?

Or la Fédération yougoslave était l'une des conquêtes arrachées par les masses en 1944-1946 (poussant le PC yougoslave à aller "plus loin qu'il ne le voulait dans la

voie de la rupture avec la bourgeoisie” (c’est-à-dire dans la voie de la rupture avec les accords de Yalta et Potsdam).

Répetons-le :

“C’est pourquoi les tentatives imposées par Staline et Churchill de restaurer la royauté et l’Etat bourgeois firent long feu face à la mise en mouvement de millions de femmes et d’hommes, qui, en libérant le pays, en prenant le contrôle de la terre et des usines, n’entendaient pas remettre les clés à ceux qu’ils venaient de chasser. Contre Staline et les impérialismes (qui avaient décidé à Yalta que la Yougoslavie resterait dans la zone d’influence impérialiste), la puissance du mouvement populaire d’expropriation et l’effondrement de toutes les institutions étatiques bourgeoises poussent le PC de Yougoslavie à instaurer une république et à décréter l’expropriation des propriétaires fonciers et capitalistes que les masses travailleuses avaient déjà commencé à réaliser. C’est ce mouvement qui a été à la base de l’unité des travailleurs de toutes nationalités” (La Vérité, n° 4, octobre 1992).

La capitulation de Tito devant l’impérialisme, qui, entre parenthèses, l’a conduit à livrer Imre Nagy à la bureaucratie du Kremlin exigeant sa pendaison, a montré qu’il a été impossible de réformer la bureaucratie, en dépit du fait que la bureaucratie titiste avait rompu avec le Kremlin.

Le système capitaliste, dans sa phase de décomposition, a démontré et démontre encore plus aujourd’hui son incapacité à régler positivement la question nationale dans la région balkano-danubienne.

C’est-à-dire que le capitalisme pourrisant est incapable de réaliser les tâches nationales et démocratiques, tâches que le mouvement démocratique bourgeois de la région balkano-danubienne avait, à l’époque du capitalisme ascendant, défini comme étant l’instauration d’une Fédération balkano-danubienne démocratique avec pleins droits nationaux pour toutes les minorités.

Tâche à propos de laquelle Trotsky écrivait, à la veille de la première guerre impérialiste :

“Dans les Balkans, c’est le prolétariat seul qui assume la tâche immense d’établir des conditions normales pour la coexistence et la coopération des peuples

et des races diverses de la péninsule. Le problème est de créer, sur un territoire dont les limites ont été tracées par la nature, des formes étatiques assez larges et flexibles pour permettre sur la base de l’autonomie nationale des différentes composantes, un marché interne unifié et des organes de gouvernement communs à toute la population de la péninsule. Nous libérer du particularisme et de l’étroitesse, abolir des frontières qui divisent des peuples en partie identiques par leur langue et leur culture, en partie liés ensemble au plan économique ; finalement, balayer les formes de domination étrangère, directe et indirecte, qui dénie aux peuples le droit de décider eux-mêmes de leurs destinées, c’est par ces formulations négatives que le congrès des partis et groupes sociaux-démocrates du sud de l’Europe définissaient leur programme lorsqu’ils se réunirent à Belgrade du 7 au 9 janvier. Le programme positif qui en découle est celui d’une République fédérale balkanique.”

Comme nous le soulignons en 1992 :

« La marche à la propriété sociale par l’étatisation de la propriété privée donnait sa base matérielle à “l’aspiration yougoslave” des Slaves du Sud cherchant à se rassembler dans un cadre de coopération qui aurait permis de jeter les bases du règlement du problème national. On voit dans ces conditions que le rejet des “solutions” impérialistes, les avancées sur la voie d’une société fondée sur l’expropriation des capitalistes, non seulement ne déchainent pas les “haines ancestrales”, mais tendent à les résorber » (La Vérité, n° 4, octobre 1992).

Cette aspiration des masses à une solution basée sur la fin de toute oppression nationale ne s’est en aucun cas limitée à la Yougoslavie.

“Poussé à aller plus loin qu’il ne le veut dans la voie de la rupture...”, Rakosi, mandaté par le PC hongrois en 1945, propose à Staline la constitution d’une Fédération balkano-danubienne. Staline refuse immédiatement et exige de la direction du PC hongrois qu’elle recule.

“Poussé à aller plus loin qu’il ne le veut dans la voie de la rupture...”, Tito, à la tête du gouvernement de la Fédération yougoslave, engage des pourparlers officiels avec l’Albanie, la Bulgarie et la Roumanie pour aller vers une Fédération balkanique.

Il faut tout le poids de la bureaucratie soviétique pour bloquer ce processus. De même qu'il faudra tout le poids de la bureaucratie du Kremlin pour laisser l'impérialisme britannique écraser la révolution prolétarienne en Grèce et faire respecter ainsi les accords de Yalta et Potsdam. A la Chambre des communes, en Grande-Bretagne, alors que les troupes britanniques écrasent dans le sang le soulèvement dirigé par le PC grec, Churchill répond ainsi en substance au député du PC britannique Gallagher, qui proteste : "Faites attention, M. Gallagher, à Moscou, ce genre de déclaration pourrait vous conduire en prison."

« *Staline va bloquer toute marche en avant dans ce sens, en interdisant à la Bulgarie et à l'Albanie de participer à une quelconque fédération, et en livrant les partisans grecs à la sanglante répression de l'impérialisme britannique. Le 28 janvier 1948, la Pravda publiait une analyse de la situation dans les Balkans dans laquelle on pouvait lire que ces pays "n'ont pas besoin d'une quelconque fédération, confédération ou réunion douanière problématique et artificielle, mais bien plutôt de la consolidation et de la défense de leur indépendance et de leur souveraineté" » (La Vérité, n° 4, octobre 1992).*

Dimitrov, qui a osé répondre positivement aux propositions de Tito, est rappelé à Moscou, où il "disparaît" dans un hôpital quelque temps plus tard.

C'est l'origine de la rupture de 1948, l'appareil international du Kremlin lançant contre les dirigeants du PC yougoslave une campagne internationale de calomnies, à laquelle, à l'époque, la IV^e Internationale s'est opposée. Cette rupture, isolant la Fédération yougoslave, pousse la bureaucratie yougoslave dans la voie de la prétendue "autogestion ouvrière", puis des "réformes de marché". Politique "res-

taurionniste" qui a conduit à remettre en cause la propriété d'Etat en 1991.

Comment comprendre autrement la honteuse capitulation de Tito lors de la révolution hongroise des conseils ouvriers de 1956 (révolution politique contre la bureaucratie, s'inscrivant dans la continuité de la vague révolutionnaire de 1944-1945) ?

Les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont publié (1) les messages secrets de la bureaucratie du Kremlin montrant l'inquiétude extrême de l'état-major contre-révolutionnaire du stalinisme quant à l'attitude de Tito. Donnant des gages à la bureaucratie, ce dernier fit livrer Imre Nagy par son ambassade à Budapest à ceux qui le pendront.

Et cela au moment même où Imre Nagy, tirant le bilan de la révolution hongroise des conseils, écrivait :

"Le socialisme ne peut pas être au-dessus des nations, les spécificités nationales n'excluent pas l'internationalisme, au contraire, elles lui donnent son contenu."

Il explique que

"ce n'est pas avec les grandes puissances qu'il faut compter quand chacun des petits pays devient victime des puissants. Il faut élaborer l'alliance avec les petites nations voisines, et c'est cela qui doit être mis au centre de la politique extérieure. C'est dans cette perspective historique, cette idée de collaboration, qu'il faut travailler pour faire resurgir l'idée de la Confédération balkanique."

Une des tâches à venir de la IV^e Internationale et de ses sections yougoslave et balkaniques est incontestablement de dresser un bilan du "titisme".

(1) *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 31, "Pologne-Hongrie 1956 (I)".

Résolution de la commission ex-URSS, Europe centrale, orientale et balkanique

Dans le cadre de l'effondrement du système mondial de la propriété privée des moyens de production, détruisant en masse les forces productives, la révolution d'octobre 1917 et toutes les conquêtes — à commencer par l'URSS — qui en sont issues restent le degré le plus élevé connu par l'humanité de la "révolte des forces productives" contre le système failli de la propriété privée.

Dans les conditions extrêmement difficiles ouvertes en Europe centrale, orientale et balkanique, et en ex-URSS par l'effondrement de l'URSS en 1991, il serait extrêmement présomptueux de prétendre détenir des solutions "toutes faites" pour les peuples et les travailleurs qui cherchent une issue dont dépend leur survie.

La commission ex-URSS, Europe centrale, orientale et balkanique du Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale, à laquelle ont notamment participé des délégués et invités d'Allemagne, de Bulgarie, de Hongrie, de Roumanie, de Russie, de Serbie et d'Ukraine, a enregistré des points de vue, des nuances, des divergences quant aux causes de l'effondrement de l'URSS en 1991, quant à la nature de la bureaucratie (et de l'URSS elle-même).

Un camarade a ainsi expliqué :

"Notre organisation en Bulgarie a engagé une réflexion au début des années 1980 qui l'a amenée à conclure que le socialisme n'a jamais existé nulle part. Nous avons caractérisé le régime dans

lequel nous vivions comme un capitalisme d'Etat."

Un autre camarade a répondu :

« Cette discussion a eu lieu dans les rangs mêmes de la IV^e Internationale, elle est légitime et nous vous proposons de la mener ensemble. Au moment même où éclatait la révolution hongroise des conseils ouvriers, des militants polonais, soviétiques sont arrivés — sans le savoir — aux mêmes conclusions que Léon Trotsky dans La Révolution trahie. Ainsi, l'écrivain soviétique Constantin Paoustovski dénonçait, le 22 octobre 1956, devant des centaines d'étudiants et d'écrivains, "la nouvelle caste petite-bourgeoise" au pouvoir, "une couche de profiteurs, étrangère à la révolution et à notre régime", et contre laquelle "le combat doit être mené jusqu'au bout". Le Polonais Jan Josef Lipski, à la même époque, déclare : "La bureaucratie est un cancer sur le corps de la société : ou bien la société s'en débarrasse, ou le cancer va la dévorer". »

Nuances également sur la caractérisation des régimes issus de la bureaucratie après 1991.

Un camarade indique :

"J'ai compris que vous exprimiez qu'après la chute de l'URSS la bureaucratie n'a pas pu se transformer en classe bourgeoise. Car la constitution d'une bourgeoisie signifierait le développement des forces productives et que le capitalisme a un avenir. Je comprends les causes de cette position. Ce point de vue est une réponse à celui, largement répandu, selon lequel le capitalisme pourrait se développer, et je ne suis pas d'accord

avec cela. Mais je ne vais pas passer à l'autre extrémité."

Un camarade a pour sa part déclaré :

« *Dans le journal hongrois Heti Világkataszolg, Sergueï Markov, un proche conseiller de Poutine, déclare ceci à propos de la Russie : "Si, pour l'instant, l'Etat russe est incapable de recouvrer les impôts, les secteurs pétroliers et gaziers, l'extraction de l'or, du diamant et du nickel peuvent en revanche produire des recettes." Que décrit-il là ? L'état d'un pays arriéré, alors que les rapports sociaux instaurés par la révolution d'octobre 1917 avaient permis un développement inégal de l'industrie. Pour ma part, j'estime qu'il n'y a pas de "classe", mais des mafieux, compradores de l'impérialisme.* »

Pour cette raison, la commission a unanimement décidé de publier le procès-verbal — après relecture par les intervenants — de la discussion comme une contribution à la discussion libre nécessaire pour tous ceux qui veulent sincèrement trouver une issue à la crise de l'humanité.

Libre discussion qui a été à la base de la constitution du mouvement ouvrier international, qui ne peut exister sans la libre confrontation des points de vue. Libre discussion dont les militants de la IV^e Internationale, pour leur part, rappellent qu'elle est une des caractéristiques du bolchevisme, qui a aidé les masses à prendre le pouvoir en octobre 1917. Libre discussion nécessaire également dans les rangs de la IV^e Internationale. Par exemple, pour préciser notre position sur la question des rapports entre bureaucratie stalinienne et bureaucratie titiste dans les conditions de la deuxième vague de la révolution prolétarienne après 1945.

Mais l'ensemble des membres de la commission a été unanime pour déclarer qu'il est une question vitale pour la classe ouvrière et la paysannerie de nos pays : la défense de tous les segments de l'ensemble des conquêtes issues de la révolution d'octobre 1917 (et de 1944-1948 en Europe centrale, orientale et balkanique), même s'il n'en reste que des segments, mêmes attaqués et abîmés. Car c'est une question de survie pour les masses. Comme l'a expliqué une camarade d'Ukraine :

« *Les mobilisations de travailleurs et de jeunes ont au centre la volonté de*

défendre ces conquêtes. Ce sont les instituts d'Etat, qui sont menacés de fermeture pure et simple, car ils ne correspondent pas aux "critères du processus de Bologne" ; ce sont les logements publics, dont la privatisation suppose que les loyers soient multipliés par trois ou quatre... Cela étant justifié par l'alignement sur les "standards" de l'Union européenne. »

Une camarade hongroise a dit :

« *Fille de paysans pauvres, je n'aurais tout simplement pas pu faire d'études sans les conquêtes de 1945.* »

Conquêtes sociales, mais aussi conquêtes nationales et démocratiques réalisées dans le cadre de la propriété d'Etat, en particulier la Fédération yougoslave, premier pas vers une Fédération balkano-danubienne garantissant l'égalité des droits à toutes les minorités nationales.

Les nuances et désaccords entre nous doivent se discuter librement, mais ils ne sont pas de même nature que le désaccord exprimé par la principale représentante du Secrétariat unifié en Russie (qui dirige l'ONG "IKD", qui prétend "chapeauter" ce qu'ils appellent les "mouvements sociaux"), qui déclare, à l'encontre de ceux qui manifestent pour la préservation de leurs logements comme propriété publique :

« *Pour un certain nombre de militants politiques, tout cela ("l'autogestion" des locataires) serait un piège. Selon eux, le degré le plus élevé de la conscience, c'est de crier "A bas !", et par exemple, selon (certains), il faudrait que les logements restent sous le contrôle de l'Etat.* »

Il ne s'agit pas de polémiquer : oui ou non, est-ce une question de vie ou de mort pour des millions de travailleurs ? Faut-il le dire ?

Sur ces bases communes, la commission a enregistré la proposition d'un camarade invité de Russie d'ouvrir la perspective d'une "Rencontre des militants d'ex-URSS, Europe centrale, orientale et balkanique", dont l'un des piliers serait ce qu'il a appelé

« *la défense des systèmes de garanties sociales (retraites, enseignement gratuit, santé et sécurité sociale, système public de logement) et des conquêtes arrachées par les travailleurs.* »

Nous proposons, outre la contribution introductive à notre commission et le pro-

cès-verbal de notre discussion, de publier cette proposition du camarade russe (et toutes celles qui nous parviendront) dans le *Bulletin de discussion* en langue russe (et en allemand, bulgare, serbo-croate, roumain), afin d'ouvrir la discussion sur les objectifs d'une telle rencontre, préparée à égalité par les militants de la IV^e Internationale et les militants invités au Sixième Congrès (et par la suite tous ceux qui se reconnaîtront dans cette initiative).

Une camarade ukrainienne a d'ores et déjà proposé une contribution répondant à celle du camarade russe, précisant des formulations. Les camarades allemands présents à notre commission ont apporté une première contribution, en partant de la situation atroce réservée à la partie orientale de l'Allemagne (mise en œuvre par tous ceux, PDS, etc., qui s'opposent au mot d'ordre de "renationalisation"), faisant ainsi le lien entre le combat pour la survie des travailleurs et des nations de "l'est" de l'Europe autour de la défense des conquêtes issues de la propriété sociale et le combat des travailleurs de "l'ouest" de l'Europe confrontés à la politique de Bruxelles-Washington, qui exige d'en finir avec tous les acquis de 1945.

- Pour ce faire, les camarades présents d'Allemagne, de Bulgarie, de Hongrie, de Roumanie, de Russie, d'Ukraine et de l'ex-Yougoslavie décident de se constituer en "comité de liaison (provisoire) préparatoire à une telle rencontre".

- Les camarades ont donné leur accord pour être à égalité de droits, et sur leurs positions, membres du comité de rédaction du *Bulletin de discussion* (en russe). Bulletin qui doit être complété par l'envoi régulier d'informations.

- Sur la base du premier pas en avant qu'a constitué la rencontre balkano-danubienne de Craiova (29 octobre 2006), le problème a été posé d'avancer vers une publication balkano-danubienne régulière. Les camarades roumains se sont engagés à une première contribution sur la question nationale avant le 1^{er} janvier 2007.

- La commission informe le Sixième Congrès mondial de la parution du livre de souvenirs de Marika Kovacs, combattante de la révolution hongroise des conseils en 1956, et de la décision de publier le n° 3, en russe, des *Cahiers du mouvement ouvrier*, sous la responsabilité commune des camarades Jean-Jacques Marie et Mark Goloviznine.

Procès-verbal de la commission ex-URSS

Première session

Parmi les camarades de l'ex-URSS et des pays de l'est de l'Europe, il y a des militants de la IV^e Internationale, mais aussi des invités à ce congrès mondial. On invite tous les camarades, y compris les invités, à prendre la parole pour donner leur point de vue sur notre élaboration.

Un camarade ukrainien : Je voudrais commencer par le premier point sur les raisons de l'effondrement de l'Union soviétique. En fait, le texte que vous proposez affirme qu'elle a été détruite par les éléments mafieux de la bureaucratie. Je pense que cette cause existe comme un des éléments. Mais peut-être ce n'est pas la principale cause. Parce que, dans la suite du texte, on voit que c'est la bureaucratie stalinienne qui est responsable. En Union soviétique, après la mort de Staline en 1953, il y a eu les dix ans de Khrouchtchev, ce qu'on appelle le "dégel" et l'époque de Brejnev. La bureaucratie des années 1980 est déjà une autre bureaucratie.

Reprenons le terme "éléments mafieux issus de la bureaucratie". Si l'on regarde aujourd'hui en Russie, en Ukraine, quels sont aujourd'hui les "oligarques" : Pintchuk, Ahmetov, Abramovitch, Berezovski, Deripaska, Khodorkovsky... Ce ne sont pas, pour beaucoup d'entre eux, d'anciens bureaucrates. Ahmetov, par exemple, est purement un mafieux.

C'est pourquoi cette thèse n'est pas fondamentale. Il faut analyser les questions du système économique de l'Union

soviétique et de son efficacité, et la question des énormes dépenses militaires en fonction de l'antagonisme entre l'Est et l'Ouest. Et la question de l'aide énorme que donnait l'Union soviétique aux autres pays. Il y avait des projets comme le barrage d'Assouan, le financement d'infrastructures importantes en Indonésie, en Afrique. Ce sont des énormes investissements qui sortaient de l'Union soviétique. C'était l'aide du Parti communiste aux "partis frères". Et on peut citer d'autres causes du même type.

Dans le texte, on sous-estime un peu quand même que l'Union soviétique était aussi porteuse des conquêtes et d'idées socialistes. On pourrait croire que l'Union soviétique était comme un mal pour le mouvement communiste. Parce qu'on ne souligne que les côtés négatifs du système soviétique. Mais nous connaissons les côtés positifs. C'est l'instruction gratuite, supérieure et moyenne, la médecine gratuite, le système sanitaire. Et en particulier, par exemple, le logement pratiquement gratuit. Et le rôle de l'Union soviétique vis-à-vis des autres partis communistes qui permettait de maintenir les standards conquis par la classe ouvrière, dans la mesure où les gouvernements bourgeois étaient obligés de maintenir un certain niveau social, pour que les structures sociales aient l'air plus attirantes par rapport à l'Union soviétique. C'est pourquoi je pense que, pour la classe ouvrière, la chute de l'Union soviétique est une grande perte que nous n'avons pas encore bien comprise.

Et ce que je veux dire finalement, c'est que les conditions de travail, que ce soit en Ukraine ou en Russie, se détériorent, et cela pourrait dans un futur assez proche entraîner un mouvement massif pour reconquérir ce que nous avons perdu.

On ne peut quand même pas considérer malgré tout ce que j'ai dit qu'il pourrait y avoir un mouvement de protestation dans un futur proche, que ces peuples sont porteurs pour l'instant de perspectives révolutionnaires. Parce qu'il faut d'abord que la classe ouvrière touche le fond avant de pouvoir remonter.

Les événements en Ukraine il y a deux ans, ce qu'on a appelé la "révolution orange", montrent qu'il y a déjà des éléments de protestation dans la population. Ces éléments de protestation se sont fait entendre chez les étudiants, dans les couches intermédiaires. Mais malheureusement, ils n'existent pas encore dans la classe ouvrière. Parce qu'on en est au processus de désindustrialisation, de fermetures d'usines, etc. Mais je considère qu'il y a quand même matière à optimisme pour l'avenir.

Un camarade russe : Je suis en grande partie d'accord avec beaucoup de ce qu'a dit le camarade, mais je voudrais quand même donner quelques explications et précisions.

Je pense que les camarades qui ont écrit ces "notes pour ouvrir la discussion" comprennent quel était le rôle de l'Union soviétique pour le mouvement communiste international. Ils ont lu *La Révolution trahie*, où il est dit que l'Union soviétique était la société socialiste la plus élevée. Mais ce document, il ne faut pas le lire seulement sur le texte, mais entre les lignes pour le comprendre.

C'est pourquoi une personne de l'extérieur peut avoir une difficulté à comprendre le texte. Si c'était pour l'extérieur, il faudrait ajouter un paragraphe sur le rôle positif de l'Union soviétique.

Je ne voudrais pas seulement parler du texte, mais de ce que j'ai entendu dans la discussion aujourd'hui sur la situation en Russie et par rapport aussi aux pays d'Europe de l'Est.

J'ai compris que vous exprimiez qu'après la chute de l'URSS, la bureau-

cratie n'a pas pu se transformer en classe bourgeoise. Car la constitution d'une bourgeoisie signifierait le développement des forces productives, et donc que le capitalisme a un avenir. Je comprends les causes de cette position. Ce point de vue que vous exprimez est une réponse à un point de vue qui est largement répandu, selon lequel le capitalisme pourrait développer encore les possibilités pour la classe ouvrière de se révolter (et je suis complètement en désaccord avec ce point de vue). Mais je ne vais pas passer à l'autre extrémité.

Il n'y a aucun doute que l'Allemagne, par exemple, est un pays capitaliste. Néanmoins, cela n'a pas amené un développement de l'industrie dans la partie orientale.

Dans la critique du programme du Comintern, Trotsky a expliqué en 1928 que le capitalisme, à son stade impérialiste, ne peut pas développer ses colonies, mais ne fait que renforcer les contradictions qui existent dans ces pays. Y a-t-il pourtant un doute sur le fait que le Bangladesh, le Pakistan, par exemple, soient des pays capitalistes ? Je suis d'accord également avec le camarade qui m'a précédé : tous les mafieux ne sont pas issus de la bureaucratie. Ce milieu se renouvelle. En Russie, il y a aussi des capitalistes "typiques", qui exploitent les ouvriers. Certes, c'est un capital criminel, mais il y a aussi des capitalistes. Je ne suis pas d'accord avec le fait qu'il n'y a aucune création d'usine. Pourquoi des milliers d'ouvriers émigrent-ils à Moscou ?

Enfin, je tenais à souligner que tous les régimes "ex-socialistes" ne sont pas identiques. Que dire de Loukachenko (Biélorussie) ou Karimov (Ouzbékistan), qui, eux, sont directement issus de la bureaucratie et qui en même temps n'ont pas liquidé, loin de là, toute la propriété d'Etat ?

Un camarade bulgare : Le point de vue de notre parti est radicalement différent de ce que l'on a entendu jusqu'à présent, sur ce qui s'est passé avant et après 1991. Y a-t-il un pays au monde où il n'y ait pas de bureaucrates ou de mafieux ? Avant Lénine et Trotsky, il y a Marx. Nous sommes donc revenus aux sources

du marxisme. A sa théorie développée dans *Le Capital*. Nous disons qu'il n'y a jamais eu de socialisme, jamais et nulle part. Ce système dans lequel nous vivons est ce que nous avons appelé un capitalisme d'Etat. L'exploitation continuait à exister dans le cadre de ce régime. Chaque Etat est la forme supérieure du crime organisé. Ce n'est pas un hasard, d'ailleurs, si ceux qui sont à la tête de tous nos Etats sont des criminels, dont beaucoup sont poursuivis par la justice. Ce système n'a changé sous aucune forme.

Un camarade d'ex-Yougoslavie : Le système soviétique tel qu'il s'est constitué dans les années 1920 dans la lutte contre l'Opposition de gauche a masqué son refus de combattre pour la révolution mondiale par la prétendue théorie du "socialisme dans un seul pays". Au nom de la "coexistence pacifique" avec l'impérialisme, il n'a pas cherché à combattre l'impérialisme, mais à trouver un accord avec l'impérialisme. Chez nous, en Yougoslavie, la bureaucratie titiste était un dérivé du stalinisme, comme en Chine, en Albanie. Pour ce qui nous concerne, nous sommes d'accord avec les camarades qui ont mis au centre la question de la défense des conquêtes qui ont été arrachées malgré la bureaucratie. La médecine gratuite, l'enseignement, les entreprises d'Etat... C'est une lutte qui se déroule dans tous nos pays, c'est un processus vivant, une activité d'autodéfense des masses, car c'est la vie même de la population de nos pays qui en dépend.

Le plus grand appui à l'impérialisme que Staline et la bureaucratie ont apporté, c'est la destruction du mouvement ouvrier indépendant et l'isolement du mouvement ouvrier dans nos pays du mouvement ouvrier international. Notre tâche est de refaire vivre le mouvement ouvrier dans nos pays par le combat pour la défense et pour la reconquête de toutes les conquêtes liées à la propriété d'Etat.

Un camarade roumain : Je partage l'appréciation portée dans ce document. En Roumanie, nous avons commencé à discuter de ce qui reste des conquêtes de 1945-1948. Il reste des éléments liés à la propriété sociale qui subsistent, même

s'ils ont été attaqués. Il reste des éléments des droits arrachés en 1945-1948. Non seulement sur le plan social, mais aussi sur le plan démocratique (par exemple, le droit de vote des femmes). Ces derniers mois, en Roumanie, des enseignants ont manifesté et fait grève, puis les travailleurs du secteur de la santé. Ils ont fait grève et manifesté précisément parce que ces secteurs existent encore et n'ont pas été détruits, parce que l'immense majorité de la population considère ces services comme des droits. L'offensive menée en Roumanie et ailleurs vise à la destruction physique de nos nations. Comment défendre nos nations, comment défendre les travailleurs ? Est-ce possible dans un cadre national ? Dans la région balkano-danubienne, où chaque nation est majoritaire dans un Etat et minoritaire dans un autre, ce n'est pas possible. C'est une discussion qui dure depuis quelques années dans la IV^e Internationale. La seule solution qui peut ouvrir une issue positive est une Fédération balkano-danubienne. A Craiova, le mois dernier, des militants de Bulgarie, de Moldavie, de Roumanie et d'ex-Yougoslavie se sont réunis, et ils avaient évidemment des divergences d'appréciation. Comme il y en a ici. Mais cela n'a pas empêché de constituer un comité de liaison des partisans de la Fédération balkano-danubienne. Je constate ici qu'il y a un accord complet sur le fait qu'il subsiste des conquêtes que l'on doit défendre.

Enfin, je me pose une question : considérant le bilan positif de la publication régulière du *Bulleten diskussii* en russe, je crois que nous devrions réfléchir à la possibilité de publier quelque chose de similaire pour poursuivre la discussion commencée à Craiova.

Une camarade hongroise : Je suis tout à fait d'accord avec la conclusion du camarade roumain sur la résolution de la question nationale qui existe depuis trop longtemps dans nos pays où les peuples sont mélangés. J'ai eu l'occasion d'étudier un peu cette question. J'ai appris que cette perspective de Fédération balkano-danubienne avait été soulevée dans l'histoire de la Hongrie, dès 1848, par le héros national Kossuth. Et c'est à cette même conclusion qu'est arrivé Imre Nagy,

emprisonné en Roumanie, peu de temps avant son exécution par la bureaucratie : *“L’existence nationale ne contredit pas l’internationalisme”*, et il s’est prononcé pour que les pays d’Europe centrale et balkanique se rassemblent dans une Confédération balkano-danubienne.

Je reviens maintenant à la première intervention du camarade. C’est une réalité qu’il existait dans nos pays des avantages sociaux gigantesques, l’enseignement gratuit, etc. Je suis fille de paysans pauvres, et sans les conquêtes de 1945 je n’aurais jamais eu accès à l’instruction. Mais tout cela, je ne l’ai compris qu’après 1956, après une douloureuse réflexion — j’étais communiste dès l’âge de 16 ans —, lorsque j’en suis arrivée à la conclusion que *“le parti nous a trahis”*. Tous ces acquis, c’est le mouvement de la classe ouvrière qui les a arrachés, et c’est lui qui peut aujourd’hui les maintenir et les rétablir. J’ai participé à la révolution des conseils ouvriers en 1956. Jeune étudiante communiste, j’avais été affectée à la tâche de propagande et de fraternisation avec les soldats soviétiques. Lors de la première intervention, on a envoyé contre nous les chars soviétiques stationnés en Hongrie. Ces jeunes soldats, quand ils ont vu que face à eux manifestaient des enfants, des adolescents, des femmes, des ouvriers..., ils ont compris que cela ne pouvait pas être les “fascistes”, les “agents impérialistes” que leur décrivait la propagande stalinienne. Dès la manifestation du 23 octobre, la nuit, se produisirent les premiers éléments de fraternisation avec les troupes soviétiques. Le 25 octobre, nous manifestions pacifiquement à 300 000, et, lorsque nous sommes arrivés sur la place du Parlement, 15 tanks nous faisaient face. On ne savait pas quoi faire. Alors, je suis montée sur le premier tank, j’ai tendu aux soldats mon tract en langue russe, dont le titre était la célèbre phrase de Marx : *“Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre.”* Ce ne sont pas les soldats russes qui ont tiré sur la foule ce jour-là, mais les tireurs de la police politique, l’AVH, qui, voyant ces scènes de fraternisation, se mirent à nous tirer dessus du haut des toits. C’est à partir de cette expérience que je dis aujourd’hui qu’il est nécessaire de discuter de ces questions avec tous ceux qui cherchent

une issue, pour défendre et reconquérir nos acquis, en Hongrie comme ailleurs.

Une camarade ukrainienne : Que de questions ! Que de problèmes ! Une des thèses concernant la chute de l’Union soviétique est que celle-ci aurait “perdu la troisième guerre mondiale”. Et que sa chute ne daterait pas de 1991, mais de 1989, lorsque le Mur de Berlin est tombé, et quand la Hongrie et d’autres sont sortis du pacte de Varsovie. On dit aussi que les dirigeants soviétiques après la grande guerre patriotique ont utilisé — sans le dire — la méthode de Trotsky sur la “révolution permanente”, en étendant la révolution aux pays de l’est de l’Europe. Mais la façon dont ils ont construit l’industrialisation, en important les matières premières, en important les infrastructures, la façon dont a été imposée la collectivisation des campagnes ont abouti à un mécontentement, d’où les manifestations en Allemagne en 1953, en Hongrie en 1956. On a mis au pouvoir des gens qui avaient étudié le marxisme-léninisme à Moscou, les Jivkov, Kadar..., et qui ont fait de leurs pays des camps de concentration. Une remarque sur ce qui est dit sur la classe ouvrière dans les pays de l’ex-URSS dans le texte : la classe ouvrière de nos jours, ce n’est pas la classe ouvrière d’octobre 1917. Aujourd’hui, elle intègre de nombreux jeunes gens venus des campagnes, qui n’ont pas de traditions ouvrières.

Concernant ce qui a été dit sur la question de la Fédération balkano-danubienne, je crois que c’est une bonne idée que les petites nations puissent s’unir pour faire face aux grandes puissances. L’Ukraine aussi se trouve confrontée à ce problème.

Un camarade de la commission ex-URSS du secrétariat international : Je voudrais tout d’abord dire au camarade de Bulgarie que la discussion sur la nature de l’URSS, et en particulier sur la question de savoir s’il s’agissait en URSS d’un “capitalisme d’Etat”, n’est pas nouvelle. Elle a eu lieu et a été réglée dans les rangs mêmes de la IV^e Internationale il y a des dizaines d’années. Cependant, nous considérons pour notre part que c’est une discussion tout à fait légitime et qui mérite

d'être menée dans le cadre de la libre discussion. Pour notre part, nous sommes prêts à mener cette discussion avec vous et votre groupe.

Au moment même où éclatait la révolution hongroise des conseils ouvriers, des militants polonais et soviétiques sont arrivés — sans le savoir — aux mêmes conclusions que Léon Trotsky dans *La Révolution trahie*. Ainsi, l'écrivain soviétique Constantin Paoustovski dénonçait, le 22 octobre 1956, devant des centaines d'étudiants et d'écrivains, "*la nouvelle caste petite-bourgeoise*" au pouvoir, "*une couche de profiteurs, étrangère à la révolution et à notre régime*", et contre laquelle "*le combat doit être mené jusqu'au bout*". Le Polonais Jan Josef Lipski, à la même époque, déclare : "*La bureaucratie est un cancer sur le corps de la société : ou bien la société s'en débarrasse, ou le cancer va la dévorer.*"

Ces prises de position, méconnues en ex-URSS encore maintenant, montrent que la caste parasitaire bureaucratique (parasitant les rapports sociaux instaurés en octobre 1917) a vu se dresser contre elle, en permanence, des tentatives de la classe ouvrière, des intellectuels et de la jeunesse de la renverser pour régénérer l'URSS. Cela confirmant très exactement le pronostic de Trotsky : soit la classe ouvrière — pour reprendre cette comparaison avec un cancer — se débarrassera de ce parasite, soit celui-ci emportera l'organisme tout entier.

Pour en revenir à la discussion soulevée par le camarade russe, certes, je ne doute pas qu'il y ait un "boom" économique à Moscou, Saint-Pétersbourg, Iekaterinbourg et quelques autres grandes villes. "Boom" qui se caractérise par la floraison de magasins de luxe, de constructions gigantesques qui ne profitent qu'à une petite minorité d'accapareurs. Cela en fait-il une classe capitaliste ?

Comment comprendre ce que déclarait récemment, dans le journal hongrois *Heti Világgazdaság*, Sergueï Markov, un proche conseiller de Poutine, à propos de la Russie : "*Si, pour l'instant, l'Etat russe est incapable de recouvrer les impôts, les secteurs pétroliers et gaziers, l'extraction de l'or, du diamant et du nickel peuvent*

en revanche produire des recettes" ? Que décrit-il là ? Si l'on compare cela avec la puissance industrielle que représentait l'URSS avant sa chute, parce que les rapports sociaux instaurés par la révolution d'octobre 1917 avaient permis un développement inégalé de l'industrie, c'est un effondrement. C'est l'économie d'un pays arriéré qui fournit des matières premières. Pour ma part, j'estime qu'il n'y a pas de "classe", mais des mafieux, compradores de l'impérialisme.

Un camarade de la commission ex-URSS du secrétariat international :

Tout d'abord, une précision pour répondre au camarade d'Ukraine sur l'URSS. A juste titre, le rapporteur du Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale a rappelé la position historique des trotskystes, à savoir la "défense de l'URSS". Pour éviter tout malentendu, je proposerai que nous réaffirmions dans la résolution que, dans ce système mondial pourrissant de la propriété privée des moyens de production, où les forces productives sont détruites en masse (comme on le voit chaque jour en Afrique, en Europe, en ex-URSS... et aux Etats-Unis mêmes), la révolution d'octobre 1917 et toutes ses conquêtes (à commencer par l'Union soviétique elle-même) ont été le plus haut degré connu par l'humanité de révolte des forces productives contre ce système en faillite.

Nous considérons cependant que la bureaucratie qui s'était constituée dans les conditions de l'isolement de la révolution russe comme caste parasitaire à la fois vivait des conquêtes et en même temps menaçait celles-ci par son parasitisme — devenant ainsi une courroie de transmission de l'impérialisme. C'est en allant jusqu'au bout de ce processus qu'elle a provoqué la chute de l'URSS en 1991. Certes, comme le dit le camarade ukrainien, "*tous les mafieux ne sont pas issus de la bureaucratie*"..., mais n'est-il pas vrai que ces mafieux sont apparus dans le cadre de l'effondrement de l'URSS à partir de 1991 ? Le camarade russe dit qu'il n'est pas convaincu qu'il n'y a pas de classe capitaliste. Je pense que l'exemple donné par le camarade qui m'a précédé démontre qu'il s'agit bien d'agents compradores de l'impérialisme et non pas

d'une nouvelle classe sociale à même de développer les forces productives... dans le cadre d'un marché mondial qui détruit ces forces productives, y compris dans les grandes nations avancées (vous avez entendu ce qu'ont expliqué les camarades des pays d'Europe et des Etats-Unis sur la façon dont Bush et l'Union européenne provoquent une désindustrialisation généralisée).

Dans ces conditions, malgré les nuances d'appréciation que nous, militants de la IV^e Internationale, sommes prêts à discuter fraternellement, je considère comme positif l'accord général entre nous tous sur le fait qu'il existe des conquêtes et que celles-ci doivent être préservées et reconquises, car il s'agit d'une question de survie pour les masses. Quand le "nouveau Code du logement de Poutine" menace de jeter des millions de travailleurs à la rue, nous n'avons rien à voir avec le Secrétariat unifié, qui se prétend "trotskyste" et qui déclare, à l'encontre de ceux qui manifestent pour la préservation de leurs logements propriété publique : *"Pour un certain nombre de militants politiques, tout cela ("l'autogestion" des locataires) serait un piège. Selon eux, le degré le plus élevé de la conscience, c'est de crier "A bas !", et par exemple, selon (certains), il faudrait que les logements restent sous le contrôle de l'Etat."* Oui, nous sommes pour le maintien et la reconquête de la propriété d'Etat sur tous les logements, sans quoi il n'y aura plus de logement du tout. Cela donne

le cadre de ce que doit être cette "rencontre des militants de l'est de l'Europe" que propose le camarade russe dans sa contribution. Défense et reconquête non seulement de tout ce qui subsiste de la propriété d'Etat, mais aussi des conquêtes nationales et démocratiques arrachées dans le cadre de l'expropriation du capital. J'ai une nuance avec le camarade yougoslave : peut-on mettre sur le même plan bureaucratie stalinienne et bureaucratie titiste ? Certes, la bureaucratie titiste était un corps parasitaire..., mais n'est-il pas vrai que Staline, à Yalta et Potsdam, s'était engagé à la restauration de la monarchie en Yougoslavie et que le mouvement des masses (les partisans de toutes nationalités) expropriant le capital a poussé Tito à proclamer une République fédérative de Yougoslavie, premier pas vers une Fédération balkano-danubienne ? N'est-ce pas là l'origine de la rupture avec Staline ?

Ces questions doivent trouver leur prolongement dans la préparation d'une rencontre de militants de l'est de l'Europe. Je me félicite que des camarades de la section allemande de la IV^e Internationale aient participé à notre commission, car ce qui a été fait dans l'est de l'Allemagne, où l'on oblige aujourd'hui des travailleurs à travailler pour un euro l'heure, doit s'intégrer dans notre élaboration et faire le lien avec les pays capitalistes de l'ouest de l'Europe dans lesquels les travailleurs se battent pied à pied contre la barbarie imposée par l'Union européenne.

Intervention d'une camarade ukrainienne en séance plénière (extraits)

L'Ukraine a perdu quelques millions d'habitants ces dernières années. L'émigration, la chute de la natalité et l'augmentation du chômage en sont les principales causes. Il y a des entreprises dans lesquelles les postes de travail sont inoccupés. La privatisation frappe tous les secteurs de l'économie. On privatise nos instituts et nos universités. Chez nous, il y avait deux systèmes d'enseignement supérieur : l'Académie des sciences et les écoles supérieures. Ces institutions avaient

d'énormes terrains, ils disposaient de sanatoriums, y compris en Crimée, ils avaient leurs polycliniques, leurs écoles et leurs jardins d'enfants. Tout cela à très bon marché.

Aujourd'hui, on ne retrouve plus rien de cela gratuitement. Pour vous inscrire, il faut d'abord montrer votre compte en banque... Si vous êtes le fils d'un bureaucrate, bien sûr, c'est autre chose... Aujourd'hui, on menace de fermer pure-

ment et simplement les instituts qui ne correspondent pas aux critères du “processus de Bologne”. On menace de privatiser telle ou telle faculté, et peut-être demain l’institut tout entier sera privatisé. Déjà, le nombre de places payantes a augmenté. Les mobilisations des travailleurs ukrainiens pour leurs droits se concentrent sur ces questions. Je voudrais en prendre un exemple : récemment, une manifestation a eu lieu contre la privatisation d’un institut. Les étudiants sont venus, avec leurs pancartes, leurs mots d’ordre. Ils se sont adressés au gouvernement, au président, au ministre de l’Enseignement.

Un autre élément, qui concerne la lutte pour les droits sociaux contre l’augmentation des loyers : le 1^{er} janvier entre en vigueur le nouveau Code du logement. Les loyers doivent être multipliés par 2, 3 ou 4... Et pendant ce temps, on voit se multiplier des générations de sans-domicile fixe... que j’ai vus également dans les rues de Paris.

On peut tout acheter en Ukraine, même des diplômés sont en vente. Des petites annonces telles que celle-ci sont affichées sur les murs des universités : si tu veux un diplôme de mathématicien, tu peux l’acheter !

Deuxième session

Le projet de résolution est soumis aux membres de la commission.

Un camarade ukrainien : Je voudrais revenir sur la caractérisation de la bureaucratie : nous avons dit “bureaucratie mafieuse”, puis “bureaucratie parasitaire”. Pour moi, le terme le plus adéquat serait “bureaucratie embourgeoisée”, c’est ce terme qui, me semble-t-il, correspondrait le mieux à la période dite de “transition”. J’utiliserai également le terme de “bureaucratie dogmatique”. Sous le stalinisme en URSS, le principal idéologue du comité central était Mikhaïl Souslov : il a commencé à ce poste sous Staline, puis a continué sous Khrouchtchev, et encore sous Brejnev. Sous l’influence de ses positions dogmatiques, le marxisme n’a pu développer son potentiel. Depuis la révolution d’octobre 1917, se sont produits des changements structurels qui allaient vers un pouvoir de tout le peuple et où les différences de classe devaient s’estomper. Les limites précises entre intelligentsia, paysannerie et classe ouvrière se sont modifiées. L’intelligentsia, par exemple, est issue pour beaucoup de la paysannerie et de la classe ouvrière, c’est pourquoi on pourrait parler d’une intelligentsia populaire. Je pense qu’il est nécessaire d’analyser ce qu’est devenue la société soviétique de 1917 à 1991. Je pense que l’échec du mouvement ouvrier

en URSS est à mettre au compte de cette position bureaucratique dogmatique qui s’est embourgeoisée.

Un camarade roumain : Je considère que le projet de résolution présente bien les points d’accord et de nuances entre nous. En revanche, une des questions auxquelles les militants de la IV^e Internationale à l’est de l’Europe et dans les Balkans se trouvent confrontés, la question nationale, ne trouve pas suffisamment de place dans cette résolution. On y dit simplement : “*Conquêtes sociales, mais aussi conquêtes nationales et démocratiques réalisées dans le cadre de la propriété d’Etat, en particulier la Fédération yougoslave, premier pas vers une Fédération balkano-danubienne garantissant l’égalité des droits à toutes les minorités nationales.*”

Cela ne suffit pas : il faut expliquer en détail ce que devrait être notre position. La résolution doit au minimum faire référence au pas en avant qu’a signifié la rencontre balkano-danubienne de Craiova à la fin du mois d’octobre, dans laquelle la perspective de la Fédération balkano-danubienne comme condition à la résolution de la question nationale dans la région a été discutée par des militants de toutes tendances de Bulgarie, de Moldavie, de Roumanie et d’ex-Yougoslavie.

Une camarade ukrainienne : Je souhaiterais que l'on renforce dans cette résolution les éléments que j'ai donnés hier. Notre jeunesse ne sait pas de quoi demain sera fait, mais elle sait encore ce qui était hier. Ce sont les conquêtes de la classe ouvrière : l'enseignement gratuit, le droit aux vacances... Il faut souligner que tous les mouvements de classe qui ont lieu dans nos pays ont comme mot d'ordre : le retour de toutes ces conquêtes. Les garanties sociales ont atteint leur plus haut niveau sous le socialisme. Si on peut parler concrètement du document, je souhaiterais que l'on précise dans la résolution sur la raison des augmentations de loyer par deux ou trois. Pourquoi une telle somme ? Nos gouvernants nous disent : *"Il faut s'aligner sur les standards de l'Union européenne"*... Bien entendu, les salaires, eux, ne s'alignent pas. De la même façon, il faut préciser que les menaces de fermeture d'instituts et leur privatisation ont un rapport direct avec le "processus de Bologne" européen.

Si j'ai bien compris la proposition de "rencontre de militants" faite par le camarade russe, cela concerne tout cet arc géographique de pays européens, de la mer Baltique jusqu'aux Balkans dont il a parlé ?

Je voudrais ajouter un élément à la proposition des camarades roumains, concernant le bulletin balkano-danubien. Pour ce qui est du bulletin en russe, il est très bien, mais il nous faut autre chose. Il nous faut, même si ce n'est que sur une feuille, des informations plus régulières à faire circuler. Nous n'avons appris que deux semaines plus tard que les enseignants en grève dans l'Etat d'Oaxaca au Mexique étaient victimes de la répression, ou encore l'assassinat du jeune camarade brésilien, ou encore les informations concernant la campagne pour la libération de Miron Cozma et des syndicalistes mineurs emprisonnés en Roumanie. Il nous faut ces informations plus vite, pour pouvoir les faire circuler.

Enfin, je voudrais demander que l'on nous donne des informations, au moins un résumé, sur les positions de Trotsky pour notre jeunesse. Sur Internet, on ne trouve que des critiques et pas d'informations justes sur la pensée et l'action de Trotsky. Il faudrait une espèce de précis pour l'expliquer à la jeune génération.

Un camarade yougoslave : Ce projet de résolution ne peut pas être "monolithique", il est légitime que les camarades insistent sur leur recherche de la caractérisation de la bureaucratie. Pour ce qui me concerne, je voudrais insister sur le caractère mafieux et compradore de la bureaucratie après 1991. Dans tous nos pays, il faut le dire : il n'y a aucune indépendance nationale, aucune souveraineté. C'est d'ailleurs pour cette raison que tous "nos" gouvernements, de la prétendue "transition", recherchent tous un accord avec l'OTAN, avec l'Union européenne. C'est un fait que toutes les contre-réformes de privatisation et de destruction sont directement dictées par les institutions internationales à nos gouvernements, durant les quinze années passées. Chez nous, Milosevic a été un pionnier en la matière. Tous les partis politiques officiels actuels dans nos pays ne sont pas de vrais partis politiques, tout simplement parce qu'il n'y a pas de base sociale pour cela. Tous ces gouvernements et partis n'ont aucun point d'appui dans leur propre peuple et doivent donc chercher leurs points d'appui à l'extérieur, dans l'OTAN, dans l'Union européenne. C'est exactement ce qui s'est passé avec Djukanovic (ancien dirigeant de la Ligue des jeunes communistes, avant 1991) après la prétendue "indépendance" du Monténégro. Son premier acte a été d'abolir le service militaire, qui était une conquête démocratique héritée des partisans, l'armée du peuple..., et de le remplacer par ce qu'il a appelé *"une armée de professionnels bien payés, intégrée à l'OTAN"*. Je voudrais donc souligner ce caractère essentiel de "compradores" de l'impérialisme. Avant 1991, la bureaucratie était une couche petite-bourgeoise, qui se situait entre le prolétariat et l'impérialisme. Une couche intermédiaire qui subissait une double pression. Cette couche s'est décomposée dans une situation historique exceptionnelle sous les coups de la double pression de l'impérialisme, d'une part, de la classe ouvrière, d'autre part.

Je souhaite préciser enfin que ce procès-verbal doit être publié non seulement en russe, mais dans toutes nos langues.

Un camarade de Bulgarie : Je souhaiterais répondre aux camarades d'Ukraine

et de Roumanie. Le marxisme est une science exacte. Certes, la discussion libre est importante, mais quelle est notre position ? “Bureaucratie”, “bureaucratie mafieuse”... on peut trouver autant de termes que l’on veut, mais le marxisme enseigne qu’il y a des classes. Marx et Engels ont envisagé la possibilité d’un capitalisme d’Etat. Ils ont expliqué que toute nationalisation n’était pas le socialisme. Est-il possible qu’un système ne soit “ni socialiste ni capitaliste” ? Si les rapports de production sont restés les mêmes qu’auparavant et que l’exploitation subsiste, alors, il n’y a aucun doute sur le fait que ce soit le capitalisme.

Je voudrais dire quelques mots sur la question nationale. Cette question n’a jamais été résolue nulle part. C’est pourquoi j’estime que l’instauration du socialisme pourra seule résoudre la question nationale.

Enfin, je voudrais manifester mon accord avec le camarade yougoslave pour que toute cette discussion puisse être publiée dans toutes nos langues.

Un camarade allemand : Je voudrais vous dire comment, comme organisation allemande, comme section allemande de la IV^e Internationale, nous devons nous intégrer dans cette discussion. Nous avons notre propre expérience à livrer. Mais avant tout, je voudrais dire ceci : il y a un marché mondial capitaliste. Il se disloque et se décompose dans le monde entier. Et, partout dans le monde, il existe des conquêtes sociales, que partout nous devons défendre aujourd’hui et sur lesquelles nous pouvons nous appuyer. Si nous regardons le passé, quelles étaient les relations entre les pays de l’est de l’Europe et les pays capitalistes ? Si l’on prend la question de la RDA, il est clair que si les capitalistes avaient une perspective à donner à la partie orientale de l’Allemagne, il l’aurait démontré ces quinze dernières années. Je voudrais donner quelques faits de ce qu’a donnée la “transformation”. Après la chute du régime de RDA, toutes les entreprises publiques ont été mises entre les mains d’une société fiduciaire, la Treuhand. Cela a été fait en s’appuyant sur une loi que la bureaucratie du SED en RDA avait votée

en 1987, soit deux ans avant que les masses n’abattent le Mur de Berlin. Les biens concentrés entre les mains de la Treuhand ont été estimés à 800 milliards de marks. Il y a eu, après la privatisation, un bilan financier. Celui-ci a fait état d’un déficit de 250 milliards de marks. On peut imaginer comment cela s’est déroulé. Concrètement, il ne reste aujourd’hui que 10 % de l’industrie.

Si l’on prend, par exemple, ce qui s’est passé dans la ville de Leipzig, il y avait en 1989 70 000 métallurgistes. Il n’y en avait plus, en 1995, que 30 000 travaillant dans une seule entreprise d’Etat. Des exemples comme celui-ci, il y en a des centaines. On va nous dire : certes, mais il y a de nouvelles industries. Il y en a. Par exemple, l’une d’entre elles appartient à Elf-Aquitaine. Mais chaque emploi dans cette usine a été subventionné à coups de millions de marks par employé. Ce qui signifie que ce qui existe encore comme industrie n’existe que par les subventions de l’Etat.

Si l’on tire un bilan : de quoi peuvent encore vivre les masses ? La seule chose qui leur permet de survivre, ce sont les services publics qui existent encore. Les hommes partent en masse à l’Ouest pour travailler sur des chantiers pour des salaires misérables. La seule chance de survie, c’est de s’accrocher aux conquêtes, et c’est sur cet axe que nous combattons à Berlin. Il y a encore cent mille emplois dans l’industrie. Si la destruction des emplois continue, il ne restera plus rien, c’est pourquoi nous disons : tous les emplois doivent être mis sous protection de l’Etat par la nationalisation et la renationalisation.

Maintenant, sur le rôle de la bureaucratie. Qui était aux commandes de la Treuhand ? C’était les directeurs de combinats de RDA, les ex-ministres du gouvernement de RDA, les secrétaires du parti (SED)... Ce sont eux qui ont organisé avec les capitalistes et les spéculateurs le pillage et la destruction. La bureaucratie a été ouvertement et jusqu’au bout l’instrument du capital pour détruire. Et quand on parle de mafia, je vous renvoie aux 750 milliards de marks qui ont “disparu” lorsque la Treuhand a commencé la privatisation-liquidation des entreprises.

Les conquêtes sociales restent un facteur très important dans l'est de l'Allemagne, d'elles dépend la seule possibilité de survie : les appartements publics, les services publics. Toutes ces conquêtes, qui, je le souligne, sont issues de la vague révolutionnaire de 1945-1947 en Allemagne, qui font que, par exemple, concernant les logements communaux, ces conquêtes existent à l'Est et à l'Ouest. Et nous devons les défendre ensemble.

Gysi, dirigeant du PDS et héritier direct de la bureaucratie du SED, a déclaré : *“Le socialisme d’Etat a échoué à l’Est, et maintenant, il faut se débarrasser des éléments du socialisme d’Etat à l’Ouest.”* C'est exactement la même chose que Carine Clément en Russie : il faut donner les logements en “autogestion” à l'Ouest, c'est-à-dire aider à ce que l'on privatise totalement. Et c'est pareil pour les hôpitaux, les chemins de fer...

Les masses ont fait leur propre expérience de cette politique. C'est ce qu'elles ont démontré dans les différentes élections, en particulier lors des élections à Berlin, où la coalition SPD-PDS a été perçue comme l'instrument de la privatisation.

Un autre camarade allemand : Je souhaiterais ajouter deux éléments, dont il faut tenir compte dans la discussion. Le premier, c'est que lorsque l'on regarde le monde, la Russie est désormais entourée d'une ceinture de bases militaires de l'OTAN et de troupes impérialistes. L'occupation militaire en Europe est une question centrale que nous devons intégrer.

Le deuxième élément que je voudrais livrer, c'est le rôle de l'appareil de la social-démocratie dans l'est de l'Europe, en particulier via une institution que vous connaissez tous : la Fondation Friedrich Hebert. Celle-ci a des bureaux dans tous les pays de l'est de l'Europe, en Russie... Ils organisent à grands frais des conférences partout, en cherchant à y intégrer ceux qui cherchent à construire des syndicats pour leur dire : *« Voilà comment l'on peut privatiser de façon “sociale”. »*

C'est par ce biais que l'on cherche à intégrer ceux qui, à l'Est, construisent des syndicats dans la “gouvernance”.

Un camarade ukrainien : Pour répondre au camarade bulgare, je crois en effet que le marxisme est une science, mais qu'il n'est pas un dogme. Marx ne pouvait pas prévoir ce qui allait se passer en URSS. La thèse d'un “capitalisme d'Etat” n'est pas nouvelle et a été discutée y compris dans les cercles dirigeants en URSS. Marx a expliqué les mécanismes de l'exploitation capitaliste à partir de l'extraction de la plus-value. Si l'on dit qu'en URSS existait l'exploitation, alors, il faut répondre précisément à la question : qui exploitait qui et comment ?

Une camarade ukrainienne : Les informations données par les camarades allemands sont passionnantes, j'espère qu'ils pourront nous transmettre tous ces matériaux. Nous aussi, nous avons vécu, après 1991, en ex-URSS, ce pillage lorsque ont été constituées des “sociétés pyramidales” qui ont prétendu distribuer les parts de la propriété d'Etat à chaque citoyen sous la forme d'un “certificat” d'un million de roubles. On nous a dit alors : *“Voilà, vous avez obtenu une part de la propriété sociale.”* Mais nous ne savions pas quoi en faire. La seule solution pour nous, c'était d'aller à la banque pour en toucher les dividendes... qui ont immédiatement disparu. Les banques elles-mêmes disparaissaient. Je me souviens avoir téléphoné à la banque pour leur demander ce qu'était devenu mon argent, et on me répondait : *“Il a disparu, laissez-nous vos coordonnées et on vous rappellera.”* C'est ainsi qu'est apparu une nouvelle oligarchie.

Un camarade de la commission ex-URSS du secrétariat international : Je considère absolument nécessaire d'intégrer au projet de résolution les éléments que les camarades ont donnés, en particulier ce que les camarades allemands ont donné sur l'est de l'Allemagne et la façon dont le PDS s'oppose au mot d'ordre de renationalisation, qui est la condition pour la survie de millions d'Allemands, et qui rejoint la politique de ceux qui s'opposent, en Russie, à la défense de la propriété d'Etat des logements. J'estime également indispensable de préciser ce qu'a indiqué la

camarade ukrainienne sur ce que sont les conquêtes qui subsistent, car il s'agit d'indiquer quels sont les points d'appui pour le combat de la classe ouvrière, dans une situation où elle a précisé que "*toutes les mobilisations des travailleurs dans nos pays se concentrent dans les mots d'ordre de retour des conquêtes sociales*" liées à la propriété d'Etat. Indispensable également que notre procès-verbal soit traduit dans toutes les langues afin qu'il soit, avec la contribution du camarade russe, une première contribution à cette rencontre de militants et de travailleurs de l'est de l'Europe et de l'ex-URSS. Nous

allons poursuivre entre nous les discussions que nous avons engagées (en intégrant celles sur la question nationale), mais je propose que nous le fassions dans le cadre d'un "Comité de liaison (provisoire) de militants pour la préparation de la conférence des militants et travailleurs de l'Europe centrale, orientale et balkanique et de l'ex-URSS", ainsi que dans le cadre du comité de rédaction du *Bulletin de discussion* en russe, que certains d'entre vous ont accepté d'intégrer, à égalité, sur la base de leurs propres positions.

COMMISSION AMÉRIQUES

Résolution-cadre

1. La preuve est faite, du nord au sud du continent américain : les masses rejettent la politique de l'impérialisme, sous des formes qui diffèrent d'un pays à l'autre.

L'élément commun qui unifie la résistance des travailleurs et des peuples — depuis les manifestations sur l'immigration et le vote aux élections de "mid-term" aux Etats-Unis, jusqu'au vote qui vient d'avoir lieu en Equateur, en passant par le soulèvement autour d'Obrador au Mexique, les processus révolutionnaires en Bolivie depuis trois ans, au Venezuela, et y compris ce qui s'exprime sous des formes particulières dans le vote au Brésil, ou dans les processus dans les organisations syndicales en Uruguay : sous des formes évidemment différentes, il s'agit là d'un même mouvement en profondeur des masses ouvrières, populaires, de la jeunesse, qui disent : *"Nous ne voulons plus de la politique de l'impérialisme, nous voulons vivre. La nation veut vivre."*

Ce qui se passe au Mexique autour d'Obrador a été nourri par ce qui s'est passé aux Etats-Unis sur la question de l'immigration. Ce qui se passe aujourd'hui en Equateur a été nourri par le processus révolutionnaire des masses en Bolivie, au Venezuela.

Quand les travailleurs, au Brésil, se saisissent du vote Lula contre la politique

de Lula, ce mouvement est nourri par les processus révolutionnaires en Bolivie, au Venezuela et ailleurs. Quand le mot d'ordre de nationalisations revient à l'ordre du jour au Canada, il est nourri par ce qui se passe au sud du continent.

2. Précisément parce qu'il y a un mouvement en profondeur des plus larges masses, inévitablement, les masses cherchent à se saisir des instruments dont elles disposent, et qui ont été forgés par la lutte de classe, et elles cherchent à s'en saisir, y compris en dépit, voire à l'encontre, de la politique des directions de ces organisations.

Nous sommes partie prenante du mouvement par lequel les masses cherchent à se saisir de leurs organisations contre la politique des appareils. Nous ne sommes pas en dehors de ce processus.

Nous sommes partie prenante de toutes les organisations syndicales fondées sur le terrain de la lutte de classe, qu'elles soient adhérentes ou non à la CSI.

Aux Etats-Unis, il y a des camarades affiliés à la l'AFL-CIO et d'autres affiliés à Change to Win. Ce qui ne veut pas dire que l'on met un signe égale entre les deux.

Nous sommes au cœur des processus qui saisissent la CUT et le PT au Brésil (bien qu'on ne les mette pas sur le même plan),

mais c'est le mouvement par lequel les masses se saisissent de leurs instruments.

Nous sommes partie prenante du processus par lequel les masses, au Mexique, cherchent à se saisir de l'instrument possible des comités pour l'Assemblée constituante et la Coordination nationale démocratique (et pas du PRD ou du Frente Amplio).

Nous sommes partie prenante du processus par lequel aujourd'hui, en Uruguay, la PIT-CNT se positionne par rapport au gouvernement Tabaré Vasquez.

Comme nous sommes partie prenante d'une politique de front unique en Bolivie, qui place au centre le refus de la sécession, de la destruction de la nation, la légitimité et la souveraineté de l'Assemblée constituante.

C'est une question fondamentale. Nous ne sommes pas en dehors du processus par lequel les masses se saisissent de leurs organisations.

Sur ce point, il faut une précision.

La constitution de la CSI est un coup porté aux organisations syndicales du monde entier. Mais il n'en découle pas que ces organisations, même lorsqu'elles y adhèrent, soient détruites comme organisations. Par conséquent, la bataille pour l'indépendance des organisations se mène à tous les niveaux dans les organisations, quelle que soit leur affiliation antérieure.

Si nous considérons que la CSI est un cadre pour détruire les syndicats, alors, quiconque résiste à ce cadre aide à préserver les syndicats. Et quiconque aide à préserver les syndicats mérite que nous le soutenions, quelles que soient ses raisons.

Nous sommes prêts à l'unité avec celui qui, quelles que soient les raisons, refuse l'intégration de sa centrale syndicale dans la CSI.

3. A partir de là, il faut définir la tactique appropriée dans chaque pays.

Ce qui combine deux questions : quelle formulation de front unique ouvrier, et, dans tous les pays dominés de l'Amérique latine, le front unique anti-impérialiste, et quelle est la place particulière de la IV^e Internationale ?

Par exemple, au Mexique, quelles que soient les oscillations d'Obrador, il est juste de dire : "Gouvernement Obrador", "Assemblée constituante et comités pour l'Assemblée constituante". Mais nous ne nous subordonnons pas à Obrador. Sur cette ligne, nous construisons le Parti des travailleurs démocratique et indépendant (PTDI) comme forme de la transition. Nous ne sommes pas des "obradoristes".

Mais on ne peut construire un parti en nous coupant de l'insertion dans le mouvement des masses, sauf à devenir une secte.

Aux Etats-Unis, il est juste de poser le problème du recrutement à la section. Mais si on ne pose pas le problème des candidatures ouvrières noires aux élections, comme transition vers le Labor Party, le recrutement ne durera pas.

Il nous faut donc aborder pour chacune des sections, à partir des forces qui sont les siennes, qui peuvent être modestes, la réponse à cette double question.

Au Chili, par exemple, il y a des manifestations d'étudiants et de lycéens extrêmement puissantes, qui s'insèrent dans le mouvement d'ensemble sur le continent. S'il y a aujourd'hui au Chili, dans les organisations syndicales, des points d'appui pour la résistance face au corporatisme, nous avons la responsabilité de définir comment nous aidons cette résistance à s'organiser.

En Uruguay, les dirigeants de la PIT-CNT ont été les principaux artisans de toute la politique du gouvernement de Frente Amplio. Mais au moment où ils font un pas en se prononçant "contre la signature du TLC" et, dans le même mouvement, se prononcent contre la CSI, quelles que soient leurs motivations, un noyau de la IV^e Internationale en Uruguay doit prendre appui sur cette position et dire : "Les dirigeants de la PIT-CNT ont raison. Unité contre la signature du TLC ! Unité pour la souveraineté de la nation !" Et construire en toute indépendance leur propre regroupement.

(Après avoir adopté à l'unanimité la résolution-cadre et souligné la signification continentale et internationale de la proposition d'un candidat noir à l'élection

présidentielle de 2008 reliée à la question du "parti noir, parti ouvrier indépendant" aux Etats-Unis, « la commission a discuté et adopté la proposition d'une conférence continentale à Mexico, courant 2007, sur la ligne suivante : "Pour la défense des nationalisations — pétrole, gaz, mines, énergie... —, pour la souve-

raineté des peuples et des nations !" *Conférence prenant appui dans la situation révolutionnaire ouverte au Mexique et sur le point le plus élevé des relations établies à partir de l'Entente, lors de la délégation internationale à la convention nationale démocratique convoquée par Obrador.* »)

Résolution sur les candidatures noires indépendantes aux Etats-Unis lors des prochaines élections présidentielle et d'Etat de 2008

Introduction

La délégation américaine a, d'un commun accord avec un invité des Etats-Unis, présenté un projet de résolution au Sixième Congrès mondial concernant l'urgente nécessité de présenter des candidats noirs indépendants aussi rapidement que possible aux niveaux fédéral, d'Etat et local aux Etats-Unis comme partie intégrante de la campagne pour construire un parti ouvrier noir, composante d'un parti ouvrier.

Durant la discussion de ce point en séance plénière au congrès mondial, de nombreux amendements à la résolution ont été soumis, tous ont été acceptés par les rapporteurs et incorporés à la résolution. A la demande d'un délégué, un additif concernant la mise en œuvre a été proposé, ayant pour but de fixer un calendrier pour la mise en application de cette initiative. L'additif sur la mise en œuvre a été conjointement soumis par les rapporteurs.

Lors de la conclusion de la discussion en séance plénière, les délégués au congrès mondial ont adopté à l'unanimité la résolution amendée, ainsi que l'additif sur la mise en œuvre.

A la suite de l'adoption de la résolution et de l'additif, proposition a été faite par la tribune de constituer une sous-commission chargée d'étudier en détail les propositions de mise en œuvre ; proposition adoptée par les délégués. La sous-commission n'a pas pu se tenir effectivement, faute de temps, et parce que la réunion entrainait en concurrence avec d'autres commissions, mais des responsables chargés de mener cette tâche se sont réunis pour discuter quelques-uns des aspects de sa mise en œuvre, en relation avec la conférence en Algérie. Sur la base de cette discussion, des points d'accord ont été établis et les délégués au congrès en ont été informés.

I. Résolution sur la tâche consistant à présenter des candidats noirs indépendants à tous les niveaux aux Etats-Unis comme partie intégrante de la campagne pour construire un parti des travailleurs noirs aux Etats-Unis, composante d'un parti ouvrier.

1) Contexte international de cette campagne.

Présenter des candidats noirs indépendants pour les fonctions électives aux niveaux local, d'Etat et national aux Etats-Unis est une nécessité politique pressante depuis longtemps. Mais c'est maintenant une urgence, dans le contexte, premièrement, de la révolte qui monte et se répand sur tout le continent américain du nord au sud et qui s'élève contre l'offensive impérialiste menée par les deux partis contre les travailleurs et les peuples opprimés du continent, et, deuxièmement, contre l'évolution mortelle qui menace l'existence même des peuples d'Afrique en conséquence de la politique de guerre et de destruction imposée par l'impérialisme.

Pour leur propre survie et leur propre capacité à mener un combat indépendant de longue haleine contre l'impérialisme, les travailleurs de tout le continent américain et du continent africain, surtout les millions qui constituent la diaspora africaine, ont besoin de voir se développer le combat politique indépendant mené par la nationalité noire opprimée aux Etats-Unis.

C'est le camarade Lybon Mabasa, du Parti socialiste d'Azanie (AZAPO), qui exprime le plus clairement cette urgente nécessité de présenter des candidats noirs aux Etats-Unis dans sa récente *Lettre ouverte aux militants noirs et aux organisations qui construisent le Tribunal international ouragan Katrina* (voir additif ci-après).

Le camarade Mabasa explique que les peuples en lutte en Afrique se tournent vers leurs camarades noirs aux Etats-Unis, eux qui, par leur combat révolutionnaire, ont mis fin au système de l'esclavage au milieu du XIX^e siècle, et ensuite ont mis à bas le système de ségrégation Jim Crow

(lois ségrégationnistes) au milieu des années 1960 ; ils attendent d'eux qu'une fois encore ils prennent la tête du combat pour les intérêts des peuples noirs dans le monde en rompant tous les liens de subordination aux démocrates et aux républicains, et en mettant en avant un programme de combat pour la reconstruction et les dédommagements pour tous les Noirs.

Sous une autre forme, cette urgente nécessité a été exprimée par la camarade Edenice Sant'Ana de Jesus de Salvador (Brésil), qui, interviewée en tant que membre de la commission internationale d'enquête sur l'ouragan Katrina, a déclaré : *"Le but que se donne le Tribunal international ouragan Katrina est de montrer au monde entier qui est responsable de la situation à La Nouvelle-Orléans et dans les favelas de Salvador. Il faut montrer aux travailleurs que nous avons un ennemi commun et que nous devons nous organiser dans l'unité, car ce combat pour la défense des victimes noires de Katrina, c'est le combat de tous les Noirs dans le monde entier."*

2) Une campagne dont l'impérieuse nécessité a été mise en avant par les militants noirs aux Etats-Unis.

Cette impérieuse nécessité de commencer à présenter des candidats noirs indépendants et à construire un parti noir — le Parti de la justice et de la reconstruction — dans la région de la côte du golfe du Mexique et dans le sud des Etats-Unis a été mise en avant récemment par des personnalités et des organisations du mouvement de libération des Noirs, entre autres par les camarades Kali Akuno, du PHRF-OC (coalition pour le fonds de secours et de surveillance des victimes de l'ouragan), et Saladin Muhammad, du BWFJ ("Les Travailleurs noirs pour la justice").

Le camarade Akuno a mis en avant la nécessité de présenter des candidats noirs dans la région du golfe aux élections de 2007. Le camarade Muhammad indique qu'il faut lancer un Parti de la reconstruction aussi rapidement que possible contre les démocrates et les républicains, afin de permettre aux Noirs d'avoir réellement voix au chapitre (*lire leurs déclarations dans le numéro de septembre-octobre 2006 de The Organizer*).

Cette nécessité a également été exprimée, bien que de manière bien plus hésitante et hypothétique, par le militant et écrivain Eric Mann dans son dernier livre, *Katrina's Legacy* ("L'Héritage de Katrina"). Dans la dernière partie du livre, par exemple, Mann écrit :

« Mais le tournant démocrate vers la droite ne s'est pas seulement limité à des problèmes "économiques" et patronaux. Depuis 1968, en ce qui concerne le racisme, les démocrates s'orientent chaque année davantage vers la droite (c'est l'auteur qui souligne). Cela a en partie résulté du fait que Jesse Jackson ainsi que d'autres démocrates noirs progressistes ont refusé d'abandonner, et encore moins de sanctionner, les démocrates en avançant un programme indépendant. »

Un peu plus loin, dans le chapitre intitulé "Conclusions", Mann évoque l'importance des derniers commentaires de l'acteur et militant noir Harry Belafonte expliquant qu'il était pour avertir les démocrates que "nous cherchons un autre parti". Mann écrit ensuite :

"En fait, si Harry Belafonte, ou l'acteur-militant Danny Glover, ou Cynthia McKinney, députée de Virginie, annonçaient leur intention ferme de se présenter à la présidentielle, cela marquerait un tournant majeur dans l'histoire des Etats-Unis, qui garantirait le soutien enthousiaste d'une gauche multiraciale..."

Si Belafonte, ou Glover, ou McKinney, se présentait comme candidat, ou mieux, une association de deux d'entre eux comme président et vice-président, cela attirerait des millions d'électeurs qui sont actuellement enfermés dans le débat stérile entre deux partis, et cela remettrait tout le système en question."

Pour Mann, la construction d'un parti noir et les candidatures de Noirs sont un ultime recours une fois que tous les moyens de pressions sur les démocrates à l'intérieur du parti ont été épuisés ; quant à nous, nous disons qu'il est temps de présenter des candidats noirs à toutes les élections politiques.

3) Propositions de la section américaine de la IV^e Internationale.

Dans ce contexte, la section américaine de la IV^e Internationale a une responsabi-

lité majeure ; il lui revient d'œuvrer pour que cette étape soit franchie pour les Noirs et pour tous les travailleurs. C'est pourquoi la section américaine a publié dans le dernier numéro novembre-décembre de *The Organizer* un article qui, d'une part, souligne la nécessité pour les travailleurs et militants noirs de rompre totalement avec les démocrates, y compris le Congressional Black Caucus (la commission parlementaire noire), et, d'autre part, émet deux propositions pour impulser cette ligne d'une politique noire indépendante. Les deux propositions sont les suivantes :

"a) Nous ne pouvons pas attendre que Cynthia McKinney annonce qu'elle est candidate à la présidentielle. Si elle reste isolée, elle ne le fera pas, car elle subit trop de pressions. Nous ne pouvons pas non plus attendre que tout le dispositif pour présenter une liste indépendante McKinney-Belafonte ou McKinney-Glover pour la présidentielle de 2008 se mette en place tout seul. Il nous revient d'agir pour que cela devienne possible.

Il faut s'attendre à ce que les démocrates s'opposent vivement à cette campagne. Mais pour nous, ce qui domine, c'est de permettre que — à travers une candidature McKinney ou une candidature combinée McKinney-Belafonte ou McKinney-Glover président-vice-président, pour reprendre ce que dit Mann — des millions qui sont actuellement pris en tenaille par les systèmes des partis jumeaux du patronat fassent entendre leur voix. Ce qu'il faut actuellement, c'est remettre tout le système en question.

Il faut que le mouvement pour la reconstruction dans les Etats de la côte du golfe du Mexique lance cette campagne maintenant pour que Cynthia McKinney accepte de se présenter comme candidate à l'élection présidentielle de 2008.

*Il faut aussi que le mouvement de reconstruction dans les Etats de la côte du golfe adopte immédiatement la proposition de la Black Workers League (Ligue des travailleurs noirs) (voir le numéro de septembre-octobre 2006 de *The Organizer*) et initie la construction d'un parti indépendant, dirigé par les Noirs, un Parti pour la justice et la reconstruction à La Nouvelle-Orléans et sur la côte du Golfe, qui présentera des candidats aussi rapidement que possible."*

Ces propositions rencontreront sûrement un large écho. En fait, nous venons d'apprendre que les organisations de militants noirs à La Nouvelle-Orléans ont décidé de lancer une campagne indépendante pour le poste de gouverneur de Louisiane lors des prochaines élections et envisagent de présenter soit Malcolm Suber, soit Malik Rahim pour le poste de gouverneur. En même temps, nous venons d'apprendre que, dans le Sud, beaucoup sont prêts à former un comité avec les militants du PHRF-OC et du BWFJ, entre autres, pour organiser une campagne pour que Cynthia McKinney accepte de se présenter comme candidate à la présidentielle sur un programme indépendant, pour la justice et la reconstruction.

Un dernier point : il faut noter que la piteuse capitulation de John Conyers, président du Congressional Black Caucus, devant Nancy Pelosi et la direction du Parti démocrate concernant la mise en œuvre de la procédure d'"impeachment" (mise en accusation) contre Bush, va sûrement polariser le mouvement noir et que certains des secteurs les plus avancés verront tomber les illusions qu'ils entretenaient sur le Congressional Black Caucus. Un appel pour la candidature McKinney accélérera ce processus, qui mettra en avant l'indépendance politique des Noirs.

4) Renouer les fils de la continuité

En faisant ces propositions de cette manière, la section américaine de la IV^e Internationale renoue avec les positions politiques sur le problème noir développées par le SWP en étroite collaboration avec Léon Trotsky à la fin des années 1930. Mais en même temps, ces propositions marquent une différence essentielle quant à la méthode et à la pratique du SWP concernant le problème noir.

Le SWP à ses débuts, et surtout avec sa résolution de 1963 *Freedom Now* ("La liberté maintenant"), s'est clairement prononcé pour le combat pour un parti noir et pour un parti ouvrier. Mais le SWP n'a pas compris qu'il était de sa responsabilité de prendre des initiatives pour impulser l'activité pour un parti noir et un parti ouvrier. Cela s'est soldé par une capitulation de fait et a conduit à un développement historique durant lequel, à différents

moments de son existence après la guerre, le SWP a combiné le suivisme et l'adaptation à la faiblesse politique des différents courants de la lutte de libération des Noirs, mais également au sectarisme et même au sabotage pur et simple de réels efforts menés par les militants noirs pour construire un parti politique noir indépendant, comme cela s'est produit avec le NBIPP.

En ce qui concerne la continuité : la section américaine revendique la continuité avec les formulations les plus claires sur le combat de libération des Noirs aux Etats-Unis adoptées par le SWP, en particulier avec la résolution datant de 1963 adoptée par le SWP, *Freedom Now*. La résolution *Freedom Now* de 1963 du SWP se basait sur ce que Trotsky appelait "*le développement dialectique du combat des Noirs pour l'autodétermination*" et indiquait que les Noirs seraient obligés de se "séparer" des Blancs et de former leur propre parti politique indépendant pour ensuite "*s'unir à la classe ouvrière blanche dans la lutte d'ensemble contre le capitalisme*".

La résolution expliquait également que, "*tandis que la population noire fait, dans sa très grande majorité, partie du prolétariat, les Noirs ne sont pas qu'une partie du mouvement ouvrier. En tant que nationalité opprimée (...), leur position dans la société est distincte, et leur conscience est influencée par des facteurs de race et de nationalité aussi bien que de classe.*"

La résolution de 1963 continue en notant que "*le mouvement ouvrier et le mouvement noir suivent leur propre voie*", mais souligne le fait qu'ils se dirigent vers un but commun et que c'est seulement par la victoire qu'ils remporteront dans leur combat commun contre le capitalisme que les Noirs se libéreront de l'oppression et les travailleurs de l'exploitation... Le Noirs ne peuvent pas gagner sur leur objectif d'établir l'égalité sans faire alliance avec la classe ouvrière.

La résolution du SWP note également que le "*rythme selon lequel les deux mouvements progressent est inégal*" et insiste sur la nécessité pour "*les Noirs de s'unir (... d'abord au sein de leur propre parti*" afin de mettre en place "*une alliance entre égaux, où ils (les Noirs) pourront*

être raisonnablement sûrs que leurs revendications et leurs besoins ne seront ni négligés ni trahis par leurs alliés”.

Enfin, la résolution indiquait qu’il n’y aurait aucune contradiction entre le fait de soutenir un parti noir et de soutenir un parti ouvrier :

“Notre soutien à l’idée d’un parti noir de ce type n’entre nullement en contradiction avec le fait que nous continuons à promouvoir un parti ouvrier. Bien au contraire, nous sommes persuadés qu’un parti noir et un parti ouvrier auraient dès le début bien des points communs, pourraient travailler en étroite collaboration pour des objectifs communs, et, dans le cours d’actions communes, pourraient établir des liens organisationnels étroits ou pourraient même fusionner en un seul parti ou un parti composé de plusieurs courants.”

En fait, la résolution du SWP indique ailleurs que si un parti noir devait se construire d’abord, cela constituerait un stimulant essentiel pour la construction d’un parti ouvrier :

“La création d’un parti noir présentant ses propres candidats remettrait complètement en question toute la structure politique... Ceux qui préconisent une rupture de mouvement ouvrier avec les anciens partis se feraient bien mieux entendre et comprendre de la base. Ainsi, la création d’un parti noir serait profitable non seulement aux Noirs, mais également à leurs alliés actuels et potentiels.”

Néanmoins, malgré l’affirmation formelle des positions que le SWP a développées en collaboration étroite avec Trotsky, la direction a refusé d’assumer ses responsabilités politiques et de mettre en avant des propositions allant dans le sens soit du parti ouvrier, soit du parti noir. Le SWP s’est ainsi retrouvé sans orientation politique et soumis intégralement à toutes les pressions des forces petites-bourgeoises de l’époque. En fait, très peu de temps après avoir adopté sa résolution de 1963, le SWP a abandonné sa position sur les relations entre le combat pour un parti noir et un parti ouvrier, et, au lieu de cela, a adopté une approche “sectorielle” du problème noir qui séparait la perspective d’une politique noire indépendante du combat de la classe ouvrière dans son ensemble. Ensuite, cela a ouvert la porte à l’abandon à la fois du combat

pour le parti ouvrier et du combat pour un parti noir indépendant.

En ce sens, la reproclamation de la IV^e Internationale s’exprime aux Etats-Unis dans le combat pour renouer avec la lutte pour un parti noir indépendant composante d’un parti ouvrier, comme le SWP le préconisait à ses débuts en se basant sur son étroite collaboration avec Trotsky.

En ce sens, le but de la section américaine aujourd’hui est d’encourager et d’aider à organiser dans les plus brefs délais, en liaison avec des militants et des organisations noirs, des comités pour présenter un candidat noir pour les élections au poste de gouverneur de Louisiane et pour que Cynthia McKinney présente sa candidature indépendante à l’élection de 2008 sur un programme “Justice et Reconstruction”.

5) Le Tribunal international ouragan Katrina et le combat pour des candidats noirs indépendants.

La participation active de toutes les sections de la IV^e Internationale est un élément clé de la mise en route de ce processus, surtout des sections d’Afrique et des Amériques, dans la préparation du Tribunal international ouragan Katrina, qui se déroulera sur la côte du golfe au mois d’août 2007 à l’occasion du deuxième anniversaire du passage de l’ouragan Katrina.

Ce ne sera pas un tribunal de plus. Son but est de juger et condamner tous ceux qui sont responsables des crimes, de la mort et de la politique de nettoyage ethnique qui ont visé les Noirs dans la région de la côte du golfe du Mexique, aux Etats-Unis. C’est tout d’abord l’administration Bush qui porte la responsabilité de ces crimes, mais les démocrates ont été complices du gouvernement à tous les niveaux. Cela inclut le maire noir de La Nouvelle-Orléans, Ray Nagin, ainsi que le gouverneur Kathleen Blanco, qui ont averti que la Garde nationale avait reçu l’ordre de “tirer pour tuer” les prétendus pillards noirs.

En ce sens, le tribunal devra juger le Parti démocrate, et ce jugement fera partie de la déclaration d’ensemble du tribunal et posera ainsi la nécessité de rompre avec

les partis du capitalisme et la nécessité du combat pour une action politique noire indépendante.

La IV^e Internationale dans son ensemble, et pas seulement sa section américaine, a donc une responsabilité

essentielle dans la construction du Tribunal international Katrina comme partie intégrante de son engagement dans le combat pour une politique noire indépendante aux Etats-Unis et au sein de toute la diaspora africaine.

Additif sur la mise en œuvre

Après le nettoyage ethnique commis contre les Noirs de la région de la côte du golfe et dans le contexte des attaques génocidaires dont sont victimes les Noirs sur tout le continent africain et dans la diaspora, construire un comité pour présenter des candidatures noires indépendantes lors des prochaines élections aux niveaux local, d'Etat et national aux Etats-Unis est une nécessité vitale. Il est essentiel que la section américaine de la IV^e Internationale fasse tout ce qui est en son pouvoir pour qu'un tel comité se mette en place.

Présenter des candidats noirs pour des échéances politiques est un pas dans la direction de la mise sur pied d'un parti noir indépendant ou d'un parti ouvrier noir, composante d'un parti ouvrier.

En ce sens, la IV^e Internationale soutient pleinement la candidature noire indépendante au poste de gouverneur de l'Etat de Louisiane décidée par les organisations militantes noires, comme l'annonce en a été faite au congrès mondial.

En ce qui concerne la présidentielle, le but est d'amener Cynthia McKinney à présenter sa candidature sur un programme indépendant "Justice et Reconstruction". Mais que l'on parvienne à convaincre McKinney — ou d'autres dont les noms ont été cités comme candidats possibles — de se présenter ou pas, la tâche de ce comité sera d'assurer qu'un(e) candidat(e) noir(e) indépendant(e) se présente effectivement à l'élection de 2008 pour parler au nom des intérêts des Noirs

qui vivent aux Etats-Unis, en Afrique et dans la diaspora africaine. Ce n'est pas une nécessité seulement pour les travailleurs aux Etats-Unis, c'est une nécessité pour les travailleurs et les peuples dans le monde entier.

Dans cette perspective, la IV^e Internationale apporte son total soutien au Tribunal international ouragan Katrina. Le but du tribunal est de formuler un verdict international qui condamnera le génocide perpétré contre les Noirs par le gouvernement des Etats-Unis aux échelons fédéral, d'Etat et local. Dans la mesure où le tribunal inclura dans son verdict le rôle criminel joué par les deux grands partis de l'impérialisme américain, les démocrates et les républicains, le tribunal représentera également un point d'appui décisif pour soutenir le combat pour une action politique noire indépendante.

Les délégués au Sixième Congrès mondial en appellent à la future direction de la IV^e Internationale pour prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le succès du Tribunal international ouragan Katrina. Assurer le succès du Tribunal international ouragan Katrina est, à son tour, une tâche vitale et nécessaire pour permettre à la campagne des organisations militantes noires sur la côte du golfe et dans le sud des Etats-Unis d'aboutir à lancer des candidatures noires pour les prochaines échéances électorales locales, d'Etat et nationales aux Etats-Unis.

(Adopté à l'unanimité)

COMMISSION ASIE

De nouveau sur la place centrale de la Chine

Durant le congrès mondial, la commission Asie s'est réunie deux fois. Comme les autres commissions, elle a rapporté devant le congrès en séance plénière. Son travail avait été préparé par des notes que nous reproduisons ici très largement. Il a débouché sur une résolution fixant l'objectif de la tenue en Asie, au cours de l'année 2007, d'une conférence pour la défense de la Chine et de la propriété d'Etat.

Le congrès a approuvé cette proposition, dont le cadre politique était tracé par les notes approuvées dans leur ligne générale. Le congrès a tenu à préciser que si nous défendons la propriété d'Etat en Chine, encore faut-il préciser que celle-ci est attaquée de toute part et que la politique d'ouverture menée depuis près de trente ans maintenant a d'ores et déjà eu des conséquences. La propriété d'Etat est minée de l'intérieur et de l'extérieur. C'est cela qui rend plus urgente encore la mise en œuvre d'une politique de front unique tournée vers la défense de la propriété d'Etat, vers la défense et la reconquête des conquêtes de la révolution de 1949, pour la défense de l'unité de la nation chinoise.

La commission Asie a également discuté de la perspective, dans la poursuite des initiatives prises au cours de la dernière période, d'une rencontre pour la paix, la défense des organisations ouvrières dans le sous-continent indien.

1. La phase de décomposition dans laquelle est entré l'impérialisme — qui est à la racine des attaques contre la valeur de la force de travail, contre la force de travail elle-même, contre l'ensemble des conquêtes de la classe ouvrière et des libertés démocratiques, qui organisent la dislocation des nations — s'exprime avec force à travers toute l'Asie :

— Le Pakistan est au bord de l'implosion. L'administration Bush, après avoir exigé un alignement complet de Moucharraf sous peine de *"ramener le pays à l'âge de pierre"*, se dispose pour disloquer le pays (en témoigne la carte de l'armée américaine visant à un *"Baloutchistan libre"*, la guerre de décomposition en Afghanistan qui déborde déjà au Pakistan).

— L'Inde connaît une brusque accélération de la politique d'ouverture de privatisation entamée dès 1991, et poursuivie par les différents gouvernements. Le gouvernement de coalition autour du Parti du Congrès, soutenu par les deux PC, multiplie les zones économiques spéciales, les attaques contre les lois du travail, le "désengagement" de l'Etat. Les Etats-Unis ont resserré leur alliance avec l'Inde dans le cadre d'une politique visant à l'isolement de la Chine.

— Le Bangladesh, pillé par les multinationales, et dont la souveraineté est d'ores et déjà mise en question par l'intervention de plus en plus directe et ouverte de l'impérialisme américain, est face au risque d'une désintégration mettant en jeu son existence même comme nation établie par le combat révolutionnaire du peuple en 1971.

— Au Sri Lanka, dans le prolongement des prétendus accords de paix adoptés en Norvège, la reprise de l'affrontement armé entre les forces gouvernementales et les Tigres tamouls menace de plonger le pays dans la guerre civile et prépare, du point de vue de l'impérialisme, la partition de l'île.

Dans cette situation, nous affirmons que la place de la Chine est plus que jamais centrale. Pour tous les peuples d'Asie, et au-delà du monde, la victoire de la révolution chinoise en 1949 signifiait qu'il était possible de rompre avec l'impérialisme, de construire la nation souveraine, d'en finir avec l'humiliation et la soumission.

2. Dans la révolution chinoise de 1949, la direction du PCC "*est allée plus loin qu'elle ne le voulait dans la voie de la rupture avec l'impérialisme*" en rompant avec la politique que voulait lui imposer Staline au nom du respect des accords de Yalta et Potsdam. La révolution de 1949 a signé la reconstitution de l'unité nationale de la Chine sur la base de l'expropriation des impérialistes étrangers et de la bourgeoisie nationale, conduisant à la propriété d'Etat des grands moyens de production.

Dans *La Révolution trahie*, Léon Trotsky affirmait à propos de l'URSS :

"Les immenses résultats obtenus par l'industrie, le début plein de promesses

d'un essor de l'agriculture, la croissance extraordinaire des vieilles villes industrielles, la création de nouvelles, la rapide augmentation du nombre des ouvriers, l'élévation du niveau culturel et des besoins, tels sont les résultats incontestables de la révolution d'Octobre, dans laquelle les prophètes du vieux monde voulurent voir le tombeau de la civilisation. Il n'y a plus lieu de discuter avec MM. les économistes bourgeois : le socialisme a démontré son droit à la victoire, non dans les pages du Capital, mais dans une arène économique qui couvre le sixième de la surface du globe ; non dans le langage de la dialectique, mais dans celui du fer, du ciment et de l'électricité. Si même l'URSS devait succomber sous les coups portés de l'extérieur et sous les fautes de ses dirigeants — ce qui, nous l'espérons fermement, nous sera épargné —, il resterait, gage de l'avenir, ce fait indestructible que seule la révolution prolétarienne a permis à un pays arriéré d'obtenir en moins de vingt ans des résultats sans précédent dans l'histoire."

Cela est vrai pour la Chine. La suprématie d'une économie qui ne soit pas fondée sur la propriété privée des moyens de production s'est exprimée en particulier dans les rythmes de l'industrialisation du pays. L'une des conquêtes majeures de la révolution chinoise est le développement d'un prolétariat nombreux. Ce prolétariat de 300 millions d'ouvriers (ils n'étaient que 10 millions en 1949) est une des conquêtes du régime fondé sur la propriété sociale. Cette "conquête" est une conquête de la révolution chinoise au compte de toute la classe ouvrière internationale. Ce qui s'est exprimé en Chine en 1949, c'est la révolution mondiale, qui, à la fin de la guerre, cherchait à se frayer sa voie contre la Sainte-Alliance entre Staline, Roosevelt et Churchill.

Certes, ces conquêtes ont été arrachées dans des conditions marquées par la gestion bureaucratique et les zigzags de la direction du PCC, que le peuple a payés le prix fort. Mais aujourd'hui encore, l'existence de la Chine, la nation chinoise constituée, son prolétariat de 300 millions d'hommes, l'existence de la propriété d'Etat sont l'obstacle majeur qui interdit — à ce stade — à l'impérialisme de plonger toute l'Asie dans le chaos et la décomposition.

3. La IV^e Internationale défend et appelle à défendre inconditionnellement contre l'impérialisme ce que nous désignons comme "*les conquêtes de la révolution chinoise*", conquêtes menacées par la politique dite de "*l'ouverture*" menée par la direction du PCC (non sans contradictions et difficultés).

L'existence de la Chine comme nation souveraine et indépendante, basée sur l'expropriation, l'étatisation des grands moyens de production, est incompatible avec la domination que l'impérialisme américain entend assurer sur tout le continent asiatique comme sur le reste du monde. "Briser la Chine", démembrer ce qui subsiste des conquêtes de la révolution d'octobre 1949, n'est-ce pas la prochaine étape pour l'impérialisme décomposé ? Les notes préparatoires au rapport d'ensemble posent à juste titre la question.

4. Impossible de comprendre la politique de ceux qui veulent maintenant pousser jusqu'au bout les "réformes" sans les relier à la politique initiée précédemment par Deng Xiao Ping en 1978, politique "d'ouverture" qui aboutit à la crise de 1989, qui, du fait de la mobilisation des masses, a enrayé un temps l'application des réformes, celles-ci étant reprises et accentuées à partir de 1992 après la chute de l'URSS.

De même, impossible de comprendre la politique du tournant vers "l'ouverture" de Deng Xiao Ping sans la relier à la politique du "socialisme dans un seul pays" à la chinoise, coupant la révolution chinoise de la révolution mondiale et niant l'existence du marché mondial, et, par là, l'unité mondiale de la lutte de classe. La consolidation de la couche dirigeante — qui s'est opposée d'emblée à tout contrôle des masses par les moyens de la démocratie ouvrière — vérifiait encore une fois ce qu'est la bureaucratie (au sens où Trotsky emploie ce terme dans le cas de l'URSS), c'est-à-dire une caste dont la défense des intérêts de couche privilégiée entre en contradiction avec la base héritée de la révolution (la propriété d'Etat).

Au travers de sa politique d'ouverture et de "*socialisme de marché à la chinoise*", au travers de son adhésion à l'OMC, elle révèle sa nature de "*courroie*

de transmission de l'impérialisme", menaçant les bases mêmes de la Chine.

Parce qu'il s'agit d'une caste — et non d'une classe sociale —, la bureaucratie ne peut se transformer en une "bourgeoisie" qui gérerait un capitalisme national. L'investissement des multinationales — en particulier américaines — en Chine n'aboutit pas à la constitution d'un capital chinois (ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de milliardaires chinois), mais prépare le démembrement de la Chine. La mafiosisation de la bureaucratie de l'ex-URSS montre quel avenir l'impérialisme réserve à la Chine si la classe ouvrière ne prend pas en charge la défense de la propriété d'Etat contre la couche de privilégiés qui préparent son effondrement.

Que dit Trotsky dans *La Révolution trahie* ? La bureaucratie stalinienne russe n'est pas une nouvelle bourgeoisie. Pourtant, elle a d'immenses privilèges. Très largement, elle a confisqué la propriété d'Etat à son avantage. Mais, dit Trotsky, en quoi ce n'est pas une bourgeoisie ? Parce que ce pouvoir de parasiter la propriété d'Etat, elle ne le détient pas comme propriétaire de ces moyens de production, mais exclusivement par le parasitisme de la propriété sociale. Elle peut détourner du surproduit social, mais, par elle-même, elle n'extorque pas la plus-value. Le caractère héréditaire des rapports de propriété capitalistes n'existe pas davantage.

Trotsky, en 1936, dit : pour que la bureaucratie puisse commencer à se transformer en une classe capitaliste, il faudrait qu'elle brise un certain nombre de rapports juridiques hérités de la révolution d'Octobre ; en particulier, qu'elle rende possible l'appropriation privée (ce qui n'était pas possible même en 1936 en URSS) ; qu'elle brise le monopole du commerce extérieur et qu'elle entreprenne de privatiser la propriété d'Etat.

Mais, dit Trotsky, tant que ce n'est pas le cas, la bureaucratie est une couche parasitaire dont les intérêts sont contraires aux intérêts ouvriers, mais ce n'est pas une bourgeoisie.

Trotsky appelle à défendre la propriété d'Etat contre la bureaucratie qui la parasite. Il appelle à chasser la bureaucratie pour redonner la propriété d'Etat au service du peuple (...).

Il existe des éléments de restauration capitaliste aujourd'hui en Chine, c'est certain. Mais est-ce que cela nourrit le développement d'une bourgeoisie nationale chinoise ? C'est très discutable. Il y a des capitalistes chinois, des milliardaires, sur la base du pillage de la propriété du peuple, c'est vrai. Mais peut-on parler de la formation d'une bourgeoisie nationale chinoise ? Il s'agit d'une question théorique et pratique de la plus grande importance. Si tout avait été détruit, nous serions donc dans un régime qui n'a plus rien à voir avec la propriété d'Etat. Cela signifie-t-il que la Chine serait devenue un pays capitaliste comme les autres ? Ce n'est pas le cas. D'abord, parce que même si beaucoup de choses ont été volées et pillées, les traits fondamentaux de la propriété d'Etat n'ont pas encore été démantelés. Peut-être le seront-ils, mais pour l'instant, ce n'est pas le cas. Ce n'est pas notre position.

La situation actuelle mondiale montre que le régime de la propriété privée des moyens de production entraîne l'humanité vers sa destruction. Cela tient aux lois mêmes du capital, telles que Marx les a analysées dans *Le Capital*, et qui aujourd'hui, dans le cadre de qu'on appelle la "mondialisation", s'expriment sous la forme de la décomposition du régime de la propriété privée des moyens de production.

Ce régime, dans sa décomposition, menace d'effondrement toutes les nations. Nous ne discutons pas ici des rythmes ni des délais. Nous évoquons ici une tendance d'ensemble, à savoir que l'ouverture au capitalisme n'ouvre pas d'avenir à la Chine et constitue un facteur de déstabilisation et d'effondrement, même si c'est à long terme.

Le magazine américain *Fortune* fait un classement annuel des personnalités les plus riches. En 2005, sur les dix personnalités les plus riches, en dehors des Etats-Unis, il y a cinq Russes. Il est certain que, sur la base du démantèlement de la propriété d'Etat en URSS, d'immenses fortunes se sont constituées. Mais cela ne suffit pas à constituer une bourgeoisie nationale russe. Cela constitue un développement mafieux, un développement de gangsters extrêmement puissants, mais qui ne sont pas liés, comme une bourgeoisie nationale, au développement d'un mar-

ché, au développement des forces productives, au développement d'une économie, au développement d'une nation.

De plus, les secteurs de la bureaucratie qui se transforment en une nouvelle couche de capitalistes extrêmement opulents ne constituent pas une bourgeoisie nationale, mais constituent plutôt les représentants ou les correspondants du capital financier étranger.

Dans ce cadre, si on est d'accord avec cette appréciation, la conclusion qui doit s'en dégager est que la lutte de classe étant internationale, le problème de l'indépendance du mouvement ouvrier et de son organisation est la question clé de toute la situation mondiale.

Evoquant la France, Lénine a expliqué comment toutes les nations sont amenées à un moment ou à un autre à revenir à leur propre 1793, leur propre 1848, leur propre 1871. Comment et sous quelle forme le peuple chinois renouera-t-il avec 1911, 1927, 1949, personne ne peut l'écrire à l'avance. Mais pour la IV^e Internationale, c'est une certitude, la longue lutte révolutionnaire du peuple chinois s'exprimera dans les développements à venir de la situation mondiale.

5. La IV^e Internationale appelle à la défense inconditionnelle de la propriété d'Etat. Elle est prête à soutenir tout pas, si limité qu'il soit, allant dans le sens de la défense de la propriété d'Etat, et, en conséquence, toute mesure qui renforce la capacité d'agir de la seule force à même de faire échec aux plans de destruction de l'impérialisme : la classe ouvrière chinoise, parce qu'il s'agit d'un enjeu de la lutte des classes à l'échelle internationale.

C'est dans ce cadre que la IV^e Internationale et en particulier ses sections en Asie doivent prendre toutes leurs responsabilités dans la voie de la tenue en 2007 d'une conférence asiatique centrée sur la défense de la Chine, de la propriété d'Etat et des droits de la classe ouvrière.

L'objectif est de tenir cette conférence avec des délégués chinois et des délégués des différents pays d'Asie, conscients que si les visées sur la Chine de l'impérialisme sont atteintes, c'est un coup terrible pour eux tous.

Il s'agit d'une proposition s'intégrant dans une politique de front unique.

Une conférence asiatique en Asie, sur le thème : souveraineté de la nation, défense des droits collectifs et individuels dans chaque pays.

Qui doit décider ? Les peuples et les nations, ou les multinationales ?

Un projet de loi a été élaboré en Chine au mois de mars dernier. On peut avoir des points de vue différents sur son contenu. Une chose est certaine, tout le monde reconnaît que la situation du peuple travailleur est chaque jour plus difficile. Que la situation sociale est de plus en plus tendue. Tous les rapports le reconnaissent. Sur ce point, il y a consensus. Dès lors, les travailleurs n'ont-ils pas le droit à une protection collective ?

Il se trouve que ce projet de loi a été vivement critiqué par les entreprises étrangères. Les contestations les plus marquées proviennent des groupes américains, par le biais notamment de la chambre de commerce américaine en Chine. Selon eux, cette loi "*met en péril les valeurs traditionnelles de l'entreprise*".

Après avoir affirmé que la loi stipule que patrons et syndicats doivent négocier des conventions collectives de travail sur un pied d'égalité, que la période d'essai des travailleurs ne peut excéder un mois et qu'ensuite il doit y avoir un contrat fixe, que doivent être respectés l'horaire hebdomadaire de travail, le salaire minimum et le paiement des heures supplémentaires, le représentant de la chambre de commerce britannique a déclaré textuellement :

"Nous sommes venus en Chine pour les faibles coûts salariaux et la flexibilité. S'ils disparaissent, nous irons en Inde, au Pakistan, au Bangladesh."

De leur côté, les multinationales Nike, Microsoft et Dell "*mettent en garde le gouvernement contre un retour au socialisme*" et s'opposent à ce qu'elles appellent "*des emprunts massifs aux lois du travail existant en France et en Allemagne*".

Peut-on dire plus nettement que les multinationales n'entendent rien construire en Chine, que seuls les intéressent les "coûts du travail" les plus bas ? En évoquant les lois et les conquêtes sociales

arrachées en Europe par la lutte de classes, n'établissent-ils pas que seule la défense collective des travailleurs aboutissant à des droits collectifs s'oppose à l'exploitation ? Et la propriété d'Etat en Chine, aujourd'hui affaiblie et menacée par la mondialisation, n'est-elle pas une conquête qui appartient au peuple chinois ? Au nom de quoi le peuple chinois devrait-il renoncer aux conquêtes arrachées par sa longue histoire, arrachées en 1949 ?

Bien entendu, les multinationales américaines et européennes n'ont nullement l'intention "d'abandonner" la Chine, elles en ont besoin. Mais entendent affirmer qu'elles peuvent décider de tout, que la pression extérieure devrait imprimer sa marque, leur marque, sur toutes les relations sociales. Elles entendent dénier aux autorités chinoises le droit de prendre ne serait-ce que de façon limitée des mesures de protection du peuple travailleur. De quel droit ? Qui doit décider ? Les peuples, les nations, ou les multinationales pour lesquelles le taux d'exploitation doit être sans cesse plus élevé ?

Cet apparent "chantage", c'est l'accentuation qualitative de la pression dans la période qui vient, car cette dernière exige que soient remises en cause toutes les conquêtes de la classe, pour dénier aux autorités chinoises le droit de prendre ne serait-ce que de façon limitée des mesures de protection du peuple travailleur.

C'est face à cette réalité que l'objectif, la préparation et la tenue de la conférence doivent exprimer l'unité des travailleurs du continent dans la défense de la révolution chinoise.

6. Cette politique de front unique large visant à rassembler tous ceux qui estiment que la soumission aux exigences de l'économie de marché, aux exigences américaines, n'est pas la solution, renforce la nécessité du développement de la revue *Tribune*. *Tribune* est une tribune libre visant à regrouper, sur le terrain de la défense de la propriété sociale, de la propriété d'Etat, ceux qui entendent débattre, réfléchir et agir sur le terrain.

Dans un article, un camarade explique :

"Le 4 mars, à la veille de l'ouverture de l'APN, le gouvernement a réuni une quarantaine d'intellectuels afin de réflé-

chir à la façon d'affronter les difficultés actuelles du pays. Il y a d'abord un constat partagé, la Chine connaît une grave crise sociale et un mécontentement croissant. Une partie des intellectuels est favorable à la poursuite et à l'approfondissement des réformes dans la plus pure tradition libérale, cette thèse soutient l'idée que les difficultés rencontrées ne sont pas la conséquence des réformes, mais résultent simplement du fait que le mouvement de la réforme n'est pas allé suffisamment loin et qu'elle reste inaboutie. Un second courant réunissant des intellectuels et des cadres soutient au contraire que la crise sociale que connaît la Chine est la conséquence des réformes et du désengagement de l'Etat. Les problèmes sociaux ont redonné une nouvelle vigueur aux maoïstes et marxistes orthodoxes, pour qui la solution de la crise actuelle nécessite un renforcement de l'intervention de l'Etat dans la vie économique et sociale. L'un des signes les plus visibles de cette opposition peut être vue dans la discussion et le débat sur la loi sur la propriété privée."

Oui, la question du régime de propriété est la question centrale.

Pour notre part, nous nous situons sur le terrain du *Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels, qui, depuis près de 60 ans, est le fondement du mouvement ouvrier : *"Les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette formule unique : abolition de la propriété privée"*,

et l'objectif est aussi de *"supprimer ce triste mode d'appropriation qui fait que l'ouvrier ne vit que pour accroître le capital"*.

7. La mise en œuvre de cette politique — conférence, *Tribune* — pose la question de la IV^e Internationale et en Chine et dans l'ensemble de l'Asie. Pour la défense des conquêtes de la révolution chinoise, la IV^e Internationale pratique une politique de front unique. Elle s'engage dans la réalisation d'objectifs communs, sans mettre en avant de préalables, elle conserve et utilise son droit à présenter et à faire discuter son programme et son orientation.

8. La mise en œuvre d'une politique de front unique de défense de la propriété d'Etat en Chine exige la délimitation à l'égard des courants pour qui la question des rapports de propriété n'existe pas (SU), pour qui la "restauration capitaliste" est chose faite. C'est la responsabilité de la IV^e Internationale que d'établir un bilan du pablisme en Asie.

9. L'axe central des travaux de la commission Asie du Sixième Congrès mondial s'est donc ordonné autour du combat pour la défense de la révolution chinoise. C'est dans ce cadre qu'a été débattue l'activité des sections de la IV^e Internationale en Asie.

COMMISSION AFRIQUE

Les deux documents ci-après, adoptés en séance plénière, ont fait l'objet de plusieurs discussions et amendements lors des différentes séances de la commission Afrique du congrès. Ils ne sont pas pour autant définitifs et ne sont pas publiés comme tels.

Ils ne le seront que lorsque le travail de collaboration et d'élaboration de chaque participant au congrès, mais aussi de beaucoup de militants et responsables qui travaillent avec nous, sera achevé. Nous incluons, par exemple, dans le document intitulé "*Projet d'adresse*", un paragraphe sur la question de l'eau, qui est cruciale en Afrique.

Quant à l'adresse à l'OIT, elle doit être complétée sous deux aspects : d'une part, nous attendons les précisions des différents camarades concernant tous les aspects de la remise en cause des normes de l'OIT. Nous savons que, pour être efficace, l'extrême précision en ce domaine doit être la règle. D'autre part, ces précisions apportées, nous chercherons à soumettre cette adresse à nombre de responsables et de militants, dont elle deviendra l'émanation, avant d'engager les démarches auprès de l'OIT.

Projet d'adresse

L'Afrique est en danger de mort

Nous, travailleurs et militants d'Afrique, posons d'emblée la question suivante : les travailleurs et les peuples d'Afrique n'auraient-ils pas le droit de vivre ?

L'Afrique est en effet en danger de mort. Selon les rapports officiels de l'OMS, du FMI et de la Banque mondiale :

– Sur une population de 940 millions d'habitants, le revenu moyen annuel est de 600 dollars. Plus particulièrement, 350 millions d'habitants en Afrique subsaha-

rienne vivent avec moins d'un dollar par jour.

– En Afrique, la faim tue deux fois plus que le sida, le paludisme et la tuberculose réunis. Alors que cette dernière maladie est curable et qu'elle était en régression, le nombre de tuberculeux a recommencé à augmenter de 4 % par an.

– Aujourd'hui, dans le monde, sur les 39,4 millions de personnes atteintes du VIH, 25,4 millions vivent en Afrique subsaharienne et n'ont pas droit aux soins, trop onéreux.

– Chaque année, 350 millions de personnes contractent le paludisme. Deux millions de personnes en meurent tous les ans, dont la majorité en Afrique. En 2005, il y a eu trois fois plus de morts qu'en 1970. Le paludisme tue un enfant africain toutes les 30 secondes. Selon *Médecins sans frontières*, c'est une "arme de destruction massive".

– Selon l'OMS, dans le "classement global du système de santé" sur une échelle de 1 à 191, tous les pays africains se situent dans le bas du tableau : Tchad 178, Angola 187, Nigeria 187, République démocratique du Congo 188, Sierra Leone 191... Il s'agit pourtant de pays riches en matières premières.

– Selon *Jeune Afrique* (décembre 2006),

"chaque année, 1,16 million d'enfants africains meurent au cours du premier mois de leur vie, dont 50 % le jour de leur naissance. C'est ce que révèle une étude publiée le 23 novembre en Afrique du Sud. La moitié des décès ont lieu au Nigeria, en République démocratique du Congo, en Ethiopie, en Tanzanie et en Ouganda. Incroyablement élevé, le taux de mortalité infantile du continent est celui de la Grande-Bretagne au début du XX^e siècle."

– L'Afrique est le continent le plus touché par le travail des enfants : 41 % des enfants de 5 à 14 ans, soit 80 millions d'enfants, travaillent. Selon l'OIT, les prévisions sont de 100 millions pour 2015.

– Dans les quinze dernières années, le nombre de personnes tuées en Afrique dans les guerres dépasse celui de toutes les autres régions du monde réunies. Pour la seule année 2004, 46 conflits armés ont été recensés, soit 52 % du total mondial. Sur 320 000 enfants soldats dans le monde, 270 000 sont en Afrique, et en majorité des petites filles.

– L'espérance de vie moyenne, qui était de 49 ans dans les années 1980, est tombée à 45 ans.

– Selon l'Organisation des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), dans un rapport publié fin août 2006, 300 000 Africains en détresse tentent chaque année d'entrer clandestinement dans l'Union européenne, dans des conditions horribles. Des milliers d'entre eux, dont des femmes, des enfants et des

vieillards, périssent de soif, de faim ou d'épuisement, en mer ou dans le désert. La porte-parole du Haut Commissariat aux réfugiés explique :

"Nous sommes en face d'un drame aux dimensions gigantesques. Les traversées sont de plus en plus dangereuses et deviennent de véritables parties de roulette russe."

L'Union européenne, dans sa politique de restriction de l'immigration, met en place une politique raciste et xénophobe en érigeant des "murs de sécurité" en Espagne et en Italie pour contrôler les flux de travailleurs venant d'Afrique et d'Asie. Au prétexte de "lutte contre le terrorisme", l'Union européenne criminalise les travailleurs d'Afrique, alors que leurs pays sont dépossédés de leurs ressources par les exigences du paiement de la dette, des plans d'ajustement structurel (PAS), des accords de libre-échange imposés par le FMI, la Banque mondiale, l'OMC et les pays du G 8.

Mais qui est responsable de ce drame gigantesque qui frappe désormais l'ensemble du continent, le vidant de sa jeunesse et de sa main-d'œuvre spécialisée, y compris de ses cerveaux, dont 25 000 fuient chaque année des conditions de vie et de travail de plus en plus inhumaines ?

– La dette étrangle l'Afrique

Selon la CNUCED, entre 1970 et 2002, l'Afrique a reçu 540 milliards de dollars, mais bien qu'elle ait remboursé près de la totalité de cette somme en principal, elle affiche encore une dette de 235 milliards à la fin de 2002. En 2005, l'estimation de la dette des pays africains était de 350 milliards de dollars.

– Les privatisations ruinent le continent

Selon l'ONU, en Afrique, ce sont les créanciers, et notamment le FMI et la Banque mondiale, qui ont été les principaux instigateurs des privatisations d'entreprises dans le cadre des plans d'ajustement structurel. Les trois quarts des prêts et des crédits n'étaient accordés qu'à condition de privatiser...

Entre 1990 et 2000, plus de 3 000 entreprises sont passées du public au privé, soit une moyenne de six privatisations par an et par pays. Pour la seule période de 1990 à 1995, le nombre d'entreprises

publiques est passé en Afrique subsaharienne de 6 069 à 4 058, soit une chute de 33 %. Et sur l'ensemble des entreprises privatisées, seules 69 n'ont pas disparu. En Guinée, seuls 600 emplois sur 4 000 ont été préservés. En Afrique du Sud, en dix ans, plus d'un million d'emplois ont disparu...

A titre d'exemple, en Algérie, en dix ans, dans le cadre d'un PAS, 548 000 emplois directs ont été supprimés suite à la fermeture de 1 500 entreprises, entraînant la désertification de nombreuses régions et la perte de plus de 600 000 autres emplois indirects.

Et depuis 2005, le FMI ne cesse d'exiger la privatisation de l'ensemble des entreprises restantes, des banques et des assurances, la généralisation du travail informel. Il s'oppose à l'utilisation des recettes pétrolières versées au Fonds de régulation des recettes (FRR), à l'augmentation des salaires et à la reconstruction, par des investissements publics, de ce pays qui se relève difficilement d'une guerre atroce.

Dans un rapport récent, la CNUCED, constatant les immenses dégâts, recommandait le rétablissement de l'intervention des Etats pour protéger les entreprises.

— Les richesses naturelles sont pillées

Deux exemples illustrent la situation :

- Au Tchad, depuis l'extraction de la première goutte de pétrole, les compagnies anglo-américaines, françaises et malaisiennes ont perçu 653 milliards de dollars. Il n'est resté que 62 millions de dollars pour le Tchad.

- Au Nigeria, deuxième producteur de pétrole d'Afrique, avec des réserves de 2 500 millions de barils, 80 % de la population vivent avec moins d'un dollar par jour.

Les peuples africains, les travailleurs africains n'auraient-ils pas le droit de vivre en paix dans leur pays, dans la dignité, du produit des richesses que recèlent leur sol et leur sous-sol ?

Au départ, on a dit aux peuples et aux travailleurs africains que les PAS étaient nécessaires pour améliorer le fonctionnement de l'économie des pays africains.

Dix ans plus tard, de l'aveu même du FMI et de la Banque mondiale, cette thérapie de choc a été un désastre sur le plan économique et social. En effet, les PAS, qui ont renvoyé les pays africains à l'époque de la colonisation, voire même de l'esclavage, avaient pour seul objectif d'assurer le remboursement de la dette.

Puis, les institutions internationales ont annoncé "le plan de lutte contre la pauvreté" dans le cadre des objectifs du Millénaire (réduction de 50 % de la pauvreté pour l'Afrique d'ici à 2015), et, pour cela, a été mis en place le mécanisme dit de réduction de la dette des pays les plus endettés, mécanisme assorti des mêmes obligations que les PAS, alors qu'il s'agit de pays en cessation de paiement, c'est-à-dire totalement ruinés. La conséquence : la poursuite de la spirale infernale du remboursement et des coupes budgétaires drastiques.

Evaluant les résultats du NEPAD, les chefs d'Etat africains eux-mêmes ont constaté en 2005 qu'il n'a pas apporté les résultats escomptés, à savoir le développement des économies africaines. En effet, les investissements directs étrangers (IDE) et privés africains sur lesquels il a été bâti n'ont pas vu le jour et le rapport de la CNUCED pour 2006 indique que ce continent n'a reçu cette année aussi que 3 % des IDE dans le monde, portant exclusivement sur l'extraction des matières premières.

Et aujourd'hui, on nous dit que la bonne gouvernance est la solution aux malheurs de l'Afrique. Et pour cela, a été mis en place le "Mécanisme africain d'évaluation par les pairs" (le MAEP), mécanisme de contrôle et d'audit des Etats, mis de fait dans l'incapacité de résoudre les énormes problèmes qui ravagent le continent. Mais ne s'agit-il pas là aussi en réalité de perpétuer le pillage-destruction du continent et la corruption, dont la racine essentielle est la dette ?

Et si le FMI et la Banque mondiale ont été amenés au fil des ans à changer les termes employés pour imposer leurs mesures, selon la méthode de la carotte et du bâton, non seulement le contenu ne change pas, mais il s'accroît. Par exemple, on ne parle plus de PAS, mais des documents stratégiques pour la réduction

de la pauvreté (DSRP), et le paiement de la dette est devenu "*disposition pour les PPTE*". C'est ainsi qu'au Bénin, derrière le programme américain du "Millenium Challenge", se cache un vaste plan de privatisation de la chaîne portuaire, de réformes judiciaires et foncières.

Pourquoi les Etats africains n'auraient-ils pas le droit de disposer des recettes que génèrent les ressources naturelles dont

regorge l'Afrique pour arrêter cette évolution meurtrière ?

Nous, travailleurs, militants politiques et syndicaux africains, refusons la liquidation physique programmée de notre continent. Nous affirmons le droit de vivre pour les travailleurs et les peuples d'Afrique. Pour cela, le pillage et le massacre du continent africain doivent cesser.

Trame d'adresse à l'OIT

Les travailleurs et les peuples d'Afrique ont le droit de vivre ! Les conventions de l'OIT ne devraient-elles pas être respectées ?

Les travailleurs et militants soussignés s'adressent au Bureau international du travail (BIT) et à vous, qui allez siéger à l'Assemblée générale annuelle de l'Organisation internationale du travail (OIT) en juin prochain.

Comme nous, vous connaissez la situation : l'Afrique est en danger de mort.

Des centaines de millions d'habitants d'Afrique disposent d'à peine un euro par jour pour survivre.

La faim fait plus de ravages que le sida et la tuberculose réunis. La tuberculose, que l'on sait pourtant parfaitement soigner, tue des millions d'Africains. Un enfant africain meurt toutes les trente secondes sur le continent. Des guerres sans fin exterminent les populations.

A la source de cette situation : la dette, qui, malgré les remboursements colossaux, ne s'éteint jamais.

Nous nous adressons à vous non pas pour vous demander de prendre position sur toutes ces questions, mais parce que nous estimons que les faits que nous allons vous soumettre démontrent hélas ! qu'en Afrique, les normes internationales du travail ne sont pas respectées.

L'OIT, depuis sa création en 1919, a pour mission, selon sa Constitution elle-même, d'améliorer les conditions des travailleurs, notamment

« la réglementation des heures de travail, la fixation d'une durée maximum de la journée et de la semaine de travail, le recrutement de la main-d'œuvre, la lutte contre le chômage, la garantie d'un

salaires assurant des conditions d'existence convenables, la protection des travailleurs contre les maladies générales ou professionnelles et les accidents résultant du travail, la protection des enfants, des adolescents et des femmes, les pensions de vieillesse et d'invalidité, la défense des intérêts des travailleurs occupés à l'étranger, l'affirmation du principe "A travail égal, salaire égal", l'affirmation du principe de la liberté syndicale, l'organisation de l'enseignement professionnel et technique... » (préambule de la Constitution de l'OIT).

Tout membre de l'OIT pour lequel une convention est en vigueur doit "promulguer des lois et encourager des programmes d'éducation propres à assurer cette acceptation et cette application" et "abroger toute disposition ou pratique administrative qui sont incompatibles (...)".

187 conventions ont été adoptées, couvrant tous les domaines du droit du travail. Malheureusement, les faits démontrent que les normes et conventions ne sont pas respectées.

Ainsi :

Les conventions 87 et 98 sur les libertés et les droits syndicaux sont ratifiées respectivement par 147 et 156 pays.

Au Togo, il faut enregistrer l'interdiction de fait des syndicats dans les zones franches (et pas seulement) ou les licenciements de travailleurs lorsqu'ils mènent des activités syndicales ou font grève pour obtenir des augmentations de salaires ou autres droits acquis.

Au Bénin, de nombreux responsables syndicaux ont été licenciés dans le secteur privé.

Au nom d'un "respect de la liberté du travail", des syndicalistes sont emprisonnés au Maroc. N'est-ce pas la même chose dans nombre de pays d'Afrique, au Burkina Faso, au Tchad, en Centrafrique ?

La convention 111 sur la discrimination a été ratifiée par 165 pays.

La convention 103 sur la protection de la maternité a été ratifiée par 40 pays.

En Algérie, les femmes travailleuses dans le secteur privé voient remettre en cause des droits fondamentaux tels que le droit aux congés de maternité. La liquidation d'entreprises publiques, notamment

dans le secteur du textile, a jeté des milliers de femmes dans l'emploi informel : employées dans de petits ateliers sans statut, sans assurance, elles travaillent pour 20 ou 30 euros par mois sans couverture sociale, sans défense.

Cette convention n'est pas plus respectée au Burundi, où les femmes du secteur privé, selon l'article 123 du Code du travail, ne touchent que la moitié de leur salaire.

La convention 138 sur l'âge minimum a été ratifiée par 147 pays (1973).

Il faut constater qu'au Bénin, de nombreux enfants sont victimes de la traite et sont contraints de travailler au Nigeria dans des carrières pour quelques sous perçus par des adultes peu scrupuleux.

480 000 enfants de moins de 14 ans sont victimes du travail des enfants : vente d'essence frelatée, d'articles divers, ou soumis à l'exploitation la plus féroce sous couvert d'apprentissage.

La convention 95 sur les salaires et les normes qui en découlent a été ratifiée par 96 pays.

Mais au Togo, il y a des arriérés de salaires, de 3 mois dans le secteur public à 6 mois et plus dans les secteurs privé et parapublic, comme vous le constaterez dans le document des centrales syndicales ci-joint.

Au Maroc, officiellement, plus d'un million et demi d'enfants travaillent dans l'industrie du bazar, du cuir, du plastique, etc. 56 % des Marocains sont analphabètes quand des millions d'enfants ne peuvent pas aller à l'école. Est-ce admissible ?

La convention 102 sur le droit à la sécurité sociale et les normes qui en découlent a été ratifiée par 42 pays.

Il faut noter au Togo les arriérés de pensions et d'allocations familiales déjà trop basses (3,04 euros par mois et par enfant), le détournement des fonds de la sécurité sociale à d'autres fins.

La convention 100 sur l'égalité de rémunération.

Au Burundi, le gouvernement a refusé de payer l'indemnité de déplacement réclamée par les travailleurs de l'agence de location.

La convention 111 sur la prohibition de la discrimination a été violée par le licenciement abusif de 60 travailleurs de l'ancienne Inspection générale des finances (IGF).

La convention 130 concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie (1969).

La convention 97 sur les travailleurs migrants et la libre circulation des personnes.

La convention 31 sur le salaire minimum.

Au Maroc, 20 % des fonctionnaires, surtout dans les communes et à la poste, sont payés en dessous du salaire minimum.

Ce ne sont là que quelques exemples, qui illustrent une situation qui plonge les travailleurs et les peuples d'Afrique dans la misère. L'espérance de vie moyenne en Afrique est tombée à 45 ans, alors qu'elle était de 49 ans en 1980.

L'application des normes internationales du travail, des conventions qui les codifient est une question de survie. Elles doivent être respectées.

C'est notre conviction, c'est le sens de l'appel que nous vous adressons aujourd'hui.

Nous sommes persuadés que nous serons entendus.

COMMISSION LA VÉRITÉ

Motion

Le Sixième Congrès mondial se félicite du tournant opéré depuis août 2003 dans la parution de *La Vérité* tous les deux mois, sa traduction dans plusieurs langues, et dans l'élaboration politique sur l'ensemble des questions politiques auxquelles se trouvent confrontés les sections de l'Internationale et les militants ouvriers.

Le Sixième Congrès mondial considère qu'à travers cet acquis, qui doit être consolidé et renforcé par davantage de contributions des sections et sur le plan de la traduction, c'est l'affirmation de la place de la IV^e Internationale qui se matérialise dans le dialogue avec les sections

de l'Internationale et avec les militants ouvriers qui cherchent la voie de la résistance et de la recomposition.

Le Sixième Congrès mondial demande à l'ensemble des sections de prendre appui sur cette avancée, d'utiliser pleinement notre revue théorique *La Vérité* comme moyen de dialogue et de recrutement à la IV^e Internationale, de prendre les dispositions nécessaires pour que chaque section assure la parution régulière de son expression indépendante comme affirmation de la IV^e Internationale agissant sur la ligne de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples dans chaque pays.

Relevé de conclusions

La commission a discuté du bilan de *La Vérité* et des propositions au Sixième Congrès mondial.

D'août 2003 à octobre 2006 (un peu plus de trois ans), 20 numéros de *La Vérité* ont été publiés.

Cela a été une bataille pour publier *La Vérité* en temps et en heure, mais nous avons respecté le mandat.

Il ne s'agit pas d'un fait isolé, mais d'un fait relié à la réorganisation d'ensemble de la direction de l'Internationale.

Nous avons dit que nous sortirions *La Vérité* tous les deux mois en trois langues

(français, anglais, espagnol). Cela a été fait pour les 20 numéros d'août 2003 à octobre 2006.

Nous avons dit que nous allions chercher à généraliser la sortie régulière de la revue dans d'autres langues.

Non sans difficultés, c'est maintenant chose faite en portugais (sous la responsabilité des camarades brésiliens) et en arabe (...).

Mais il est nécessaire que la traduction en arabe devienne régulière, car *La Vérité* en arabe permet de nous construire dans toute une série de pays de langue arabe.

Concernant les autres langues, la publication partielle, mais régulière, est réalisée par les camarades allemands, italiens, bangladeshis et pakistanais.

Aspect financier :

Le conseil général de 2003 avait pris la décision que *La Vérité* serait totalement autofinancée. Cet autofinancement inclut la production, la publication, l'envoi et le salaire de permanents.

Ce mandat a été respecté.

Mais l'équilibre n'est rendu possible que par le fait que les bénéficiaires de la version française compensent le déficit important des versions espagnole et anglaise. C'est un problème politique.

De manière générale, il faut souligner l'insuffisance de la bataille pour déployer la vente de *La Vérité* en dehors de nos rangs.

Or *La Vérité* est un moyen de construction des sections nationales et de l'Internationale, un moyen d'organisation politique et d'homogénéisation. On peut, par exemple, ouvrir des cercles de discussion politique sur *La Vérité* et établir des comptes rendus.

Si l'on considère que *La Vérité* est un facteur central de construction et d'organisation, ce qui pose la question de sa diffusion et de sa discussion, alors, il serait faux de publier *La Vérité* par Internet. Ce qui ne s'oppose pas à la proposition que soient publiés des sommaires de *La Vérité* par Internet ou que l'on puisse accéder à des articles traduits dans certaines langues qui ne seraient pas accessibles autrement.

Propositions de la commission au congrès :

1. La commission fait sienne la proposition des camarades américains de prendre en charge la version anglaise (fabrication, production, envoi postal) à partir du prochain numéro (n° 53).

2. Considérant la discussion du congrès, à savoir qu'il y a une place grandissante pour le marxisme, pour la défense du marxisme, considérant que la diffusion de *La Vérité* exige un engagement de toutes les sections, la commission propose que les sections présentes prennent un

objectif de diffusion régulier de *La Vérité*, de commande et de paiement en progression.

3. L'insuffisante diffusion de *La Vérité* se relie à un problème politique, à savoir que nous ne connaissons pas le contenu des discussions politiques sur *La Vérité*, hormis les comptes rendus réguliers sur l'utilisation de *La Vérité* transmis par une section.

Il s'agit de modifier cette situation. En effet, *La Vérité* exprime le point de vue de la IV^e Internationale. Ce point de vue n'est pas à prendre ou à laisser. Il est soumis à la discussion.

La commission propose donc que les sections envoient un rapport, avant la sortie du numéro suivant de *La Vérité*, sur les discussions politiques sur le numéro précédent, et que le comité de rédaction et le secrétariat international établissent une note de synthèse.

4. Sur 20 numéros, *La Vérité* a traité de toute une série de sujets. Cela signifie que *La Vérité* est utile et qu'elle traite de questions qui ont un intérêt.

Mais deux aspects pourraient être améliorés.

La Vérité n'est plus une revue totalement "française" d'un point de vue rédactionnel, mais elle le reste encore trop. Elle devrait plus "s'internationaliser".

Le problème de la longueur des articles a été soulevé dans la commission.

La commission propose donc que les sections présentes fassent des propositions d'articles pour les prochains numéros, avec des propositions de rédacteurs, et que le volume des articles se situe entre 6 et 12 pages au maximum (...).

5. Considérant que ce Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale est un événement, la commission propose que le prochain numéro, peut-être un numéro double, soit consacré pour l'essentiel au compte rendu des travaux du congrès mondial, avec un choix large d'extraits de textes, de résolutions, de comptes rendus de discussions, etc., afin d'en faire une arme pour conquérir des lecteurs de *La Vérité* (...).

**Votée à l'unanimité
moins une abstention**

COMMISSION JEUNES

Relevé de propositions

A l'issue de la discussion menée par les délégués du Sixième Congrès de la IV^e Internationale à la commission jeunes, il est ressorti comme un accord les propositions suivantes, soumises à la discussion de tous les délégués du congrès mondial :

— La IV^e Internationale doit s'adresser à la jeunesse, parce qu'elle a des choses à dire aux jeunes ; parce que cette jeunesse, couche la plus vulnérable de la société prise à la gorge par la situation atroce qui la frappe, cherche une réponse, cherche une issue ; parce qu'elle est disponible pour la IV^e Internationale. La condition reste, en dernière analyse, que la IV^e Internationale se rende disponible pour engager le dialogue avec la jeunesse.

— Ce dialogue avec la jeunesse du monde entier, nous voulons l'initier en réactivant le bulletin international (BI) de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse (IRJ), dans lequel nous recueillons les informations relatives à l'activité des sections de l'IRJ et le combat engagé par la jeunesse de chaque pays, sur chaque continent. Nous proposons que le BI de l'IRJ n° 1 soit rédigé à l'issue de ce congrès, d'une part, sur la base des interviews des délégués du congrès mondial ayant participé (ou non) à l'élaboration de la commission jeunes, et, d'autre part, sur l'axe d'une enquête mondiale sur la situation de la jeunesse dans chaque pays, chaque continent. Le suivi de la rédaction du BI de l'IRJ serait assuré par un comité de liaison des sections de l'IRJ, dont le suivi incomberait à la commission jeunes du secrétariat international de la IV^e Internationale, en liaison avec le SI lui-même.

L'IRJ est une large organisation internationale, révolutionnaire et indépendante, et de la jeunesse, au sein de laquelle les trotskystes peuvent défendre leurs positions. D'une part, l'IRJ peut permettre la transition vers la IV^e Internationale, de l'autre, elle peut fournir à la jeunesse l'organisation révolutionnaire et les perspectives politiques dont elle a besoin.

— Parce que nous pensons qu'il faut poser les problèmes de la jeunesse dans leur ensemble, nous proposons la sortie d'appels internationaux à faire signer dans chaque section, sur des axes qui restent à définir (pour le retrait des mesures de privatisation-destruction des universités, contre la déqualification et la précarisation de la jeunesse, contre la guerre et la destruction des nations, etc.).

Nous soumettons à la réflexion de tous les délégués du congrès mondial les propositions émises par les délégués de la commission jeunes, sur lesquelles la discussion mérite d'être poursuivie.

— Proposition est faite pour qu'une conférence mondiale de l'IRJ soit convoquée, dans des délais qui restent à définir — début 2008 au plus tard —, afin (entre autres) de procéder à une réactualisation du manifeste adopté lors de la rencontre internationale de l'IRJ en août 2004.

— Proposition est faite pour qu'une discussion s'ouvre sur la manière dont l'IRJ peut se disposer dans la campagne internationale pour une candidature noire à l'élection présidentielle américaine.

— Proposition est faite pour qu'un appel du Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale à l'organisation de la jeunesse soit adopté.

— Proposition est faite pour qu'une campagne spécifique de recrutement des jeunes à la IV^e Internationale soit mise en œuvre, notamment par le biais d'universités marxistes, de publication de brochures marxistes, de diffusions de conférences marxistes (sous forme de DVD), etc., spécifiquement en direction de la jeunesse.

— Proposition est faite pour que la culture (artistes, cinéastes, poètes, etc.) soit utilisée comme instrument de diffusion des positions de l'IRJ et des mouvements révolutionnaires de jeunes.

— Proposition est faite pour que les nouvelles technologies (notamment Internet) soient utilisées comme instrument de diffusion des positions de l'IRJ, notamment par la constitution d'un site web IRJ.

Pour toutes ces propositions, nous proposons au congrès mondial d'établir un calendrier précis sur la réalisation de nos tâches et de se prononcer sur la mise en place d'une campagne financière internationale, prise en charge par toutes les sections.

André Breton

(première partie)

Par Jean-Pierre Plisson

*“Le poète à venir surmontera l'idée déprimante
du divorce irréparable de l'action et du rêve...”*
(1932, *Les vases communicants*)

Le surréalisme, dont André Breton a été le fondateur, l'organisateur et le théoricien de 1924 à 1966, se définit par ses textes, ses positions publiques et ses œuvres plastiques. Œuvres et textes sont aujourd'hui largement accessibles.

Le surréalisme n'est point, en tout cas, l'école du bizarre et de l'incongru, justifiant depuis vingt ans dans les médias français, à défaut d'analyse, que tout événement insolite ou supposé tel soit “surréaliste”.

Issu de la révolte contre la grande défaite de la civilisation sous le capitalisme que fut la Première Guerre mondiale, il sera l'initiateur de la remise en cause la plus générale des idées et façons de sentir de son époque, ébranlées par cette défaite.

Mais “l'aventure surréaliste” n'est pas simple contestation. “*Je crois*, dira Breton en 1924 dans le *Manifeste du surréalisme, à la résolution future de ces deux états, en apparence si contradictoires, que sont le rêve et la réalité, en une sorte de réalité absolue, de surréalité, si l'on peut ainsi dire.*”

En août 1925, une des premières déclarations collectives des surréalistes définit la position de principe qui restera celle du mouvement au cours de son histoire : “*Nous ne sommes pas utopistes : cette révolution, nous ne la concevons que sous sa forme sociale.*”

La lecture du *Lénine* de Trotsky, deux mois après, sera décisive pour l'adhésion de Breton au matérialisme dialectique. Le surréalisme va désormais se lier aux bouleversements révolutionnaires de son époque, dont l'épicentre est la révolution russe d'octobre 1917, et se développer au plan international.

A ce titre, il est nécessaire de restituer toute l'importance de la rencontre Trotsky-Breton à Mexico en 1938, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, et du manifeste “*pour un art révolutionnaire indépendant*” qui en est résulté, dont, à notre avis, l'analyse garde à ce jour toute sa force.

Breton n'a jamais adhéré à la IV^e Internationale, mais se trouva à des moments décisifs à nos côtés, que ce soit dès le premier procès de Moscou ou au début de la guerre d'Algérie. La fureur qu'il peut encore provoquer aujourd'hui, où l'accusation de “trotskysme” qu'on lui porte n'est pas la moindre des raisons, fait que ses ennemis sont souvent les nôtres.

Cet article, qui retrace ses positions dans le contexte historique qui les a vues naître, se devait d'être édité dans *La Vérité*, lieu de la continuité du combat de la IV^e Internationale.

Il semblerait qu'aujourd'hui le surréalisme ait acquis droit de cité à l'échelle planétaire. Objet de thèses et de rétrospectives depuis les années 1970, il aurait sa place dans "l'histoire littéraire et artistique", et, relevant du passé, ne susciterait plus de passion. Et pourtant !

En novembre 2001, trente-six ans après la mort d'André Breton, un certain Jean Clair, critique d'art, alors directeur du musée Picasso de Paris, se faisait dans *Le Monde* l'auteur d'un article provocateur, comme on n'en avait pas vu depuis longtemps, rendant le surréalisme, et, au-delà, les "avant-gardes" littéraires et artistiques du XX^e siècle responsables des attentats du 11 septembre 2001 à New York (1).

Le surréalisme, écrivait-il, serait

"appel au meurtre, à la destruction, exaltation de la déraison et du romantisme noir, fascination des pulsions primitives des races demeurées pures du côté de l'Orient, antisémitisme...".

Notre auteur confirmera cette attaque en 2003 dans une brochure : *Du surréalisme considéré dans ses rapports avec le totalitarisme et les tables tournantes*, où, dit-il,

"ce qui nous intéresse ici, ce ne sont pas les œuvres, les tableaux, les poèmes, les écrits. Ce sont les fondements idéologiques d'un courant intellectuel qui s'est aussi présenté comme un mouvement politique."

Pour les partisans de la IV^e Internationale, qui ont connu les pires calomnies, ce ton n'est pas en soi surprenant, mais on peut s'étonner de la démesure du mensonge, encore aujourd'hui, à l'égard du surréalisme. Pour en saisir les raisons, il faut comprendre la place toute particulière de Breton et du surréalisme dans le mouvement des idées, sur une assez longue distance et au plan international, à notre époque des "guerres et des révolutions".

Resituer cette place est le but de cette contribution.

LA PÉRIODE "INTUITIVE"

"Plus jamais ça !" La "Grande Guerre", celle de 14-18, a montré le point de barbarie atteint par le capitalisme au stade impérialiste et débouche sur la révolution prolétarienne en Russie et en Allemagne. La crise de la civilisation a atteint un point de non-

retour. Le mouvement Dada, conduit par Tristan Tzara, naît à Zurich en 1916 et se développe en Allemagne, en France, et jusqu'à New York. Il en appelle à la négation générale et porte aux nues l'action spontanée.

Au printemps 1919, paraît le premier fragment des *Champs magnétiques*, collaboration de Breton et Soupault, première application systématique de la découverte de "l'écriture automatique", qui va fournir au surréalisme sa "matière première".

Breton et ses amis de *Littérature* rallient Dada en janvier 1920 avec enthousiasme. Mais le jeu de la contradiction pour elle-même met Dada devant un dilemme : s'épuiser dans la pratique du scandale ou trouver à son tour la voie de la consécration artistique. En juillet 1923, la rupture est consommée entre Tzara et Breton.

La recherche d'une issue, en cette période exceptionnellement agitée, va très vite croiser la volonté de "changer la vie" avec la nécessité de "transformer le monde", mot d'ordre — presque leitmotiv — du mouvement surréaliste au cours de son histoire, affirmation de la révolution sociale comme "préalable à la libération de l'homme" (2) sans cesser pour autant de penser et de créer en toute indépendance en vue de cette libération (3) ; cette position sera pour l'essentiel à l'origine des départs et des exclusions du mouvement.

Le 1^{er} décembre 1924 paraît *La Révolution surréaliste*, dont les directeurs sont Benjamin Péret et Pierre Naville.

(1) *"Le surréalisme et la démoralisation de l'Occident"*, dans *Le Monde* (22 novembre 2001), supplément *"Guerre éclair, doute persistant"* consacré aux événements du 11 septembre 2001.

(2) Breton, *Entretiens* avec André Parinaud, 1952 (*Œuvres*, La Pléiade, tome III, pp. 500 à 509).

(3) Un article de Breton paru dans *Clarté*, n° 79, de décembre 1925 : *"La Force d'attendre"*, est explicite là-dessus : *"De même que sur le plan économique et social, on ne peut que tenir à l'honneur d'être marxiste, de même sur le plan spirituel pur, j'affirme qu'il est toujours permis de se réclamer de Lautréamont et de Rimbaud. Les deux filiations sont essentiellement compatibles."* Et plus loin : *"Je veux croire qu'il n'est pas une œuvre de l'esprit qui n'ait été conditionnée par le désir d'amélioration réelle des conditions d'existence de tout un monde... Ce rapprochement que d'aucuns ont tant voulu éviter, nous savons, nous, qu'il se produira. Il se produira à la faveur de la révolution"* (*Œuvres*, supra, tome II, pp. 917 à 921).

LE LIEN NÉCESSAIRE AVEC LE MOUVEMENT OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

C'est la déclaration du groupe surréaliste d'août 1925 *La Révolution d'abord et toujours !*, commune avec les groupes Clarté, Correspondance et Philosophie, protestation générale à propos de la guerre colonialiste au Maroc, qui ouvre le feu :

«*Nous ne sommes pas utopistes : cette révolution, nous ne la concevons que sous sa forme sociale*» (4).

Plus tard, le groupe surréaliste affirme un principe basique (5) qu'il est toujours bon de rappeler :

«*Une simple confusion de mots a seule permis à certains de croire qu'il existait une doctrine surréaliste de la révolution. Rien n'est plus faux... Il n'y a jamais eu une doctrine surréaliste de la révolution. Nous n'avons jamais cru à une "révolution surréaliste".*»

Breton dira plus tard que la confusion issue de l'après-guerre sera la cause de leur approche tardive de la révolution d'Octobre, et qu'ils n'y furent éveillés qu'en 1924, à la lecture d'un livre, le *Lénine* de Léon Trotsky, dont il fait un compte rendu dans *La Révolution surréaliste* (6). Ce livre lu dans le groupe en sera, dira Breton,

«*le premier pas, le pas décisif, vers une meilleure intelligence des idées et des idéaux dont la révolution russe avait été la résultante*» (7).

LE MOUVEMENT VERS OCTOBRE ENTRAVÉ PAR LE PCF

En septembre 1926, tout en se posant fortement la question, avec certains de ses amis, d'adhérer au PCF (8), Breton, dans *Légitime défense*, s'attaque à *L'Humanité* et à son responsable littéraire, Henri Barbusse, dénonçant celle-ci comme «*puérile, déclaratoire, inutilement crétinisante*».

Mais malgré les difficultés, Breton adhère à ce parti en janvier 1927, avec Benjamin Péret, Louis Aragon, Paul Eluard et Pierre Unik, adhésion qui, selon André Thirion, témoin direct, «*s'effectua sous le parrainage de Hegel, Marx, Lénine et Trotsky*» (9). Ils

ne veulent pas pour autant renoncer à leur activité artistique (10). Le climat général d'incompréhension pour l'activité surréaliste que Breton entend poursuivre fait que celui-ci cesse d'aller aux réunions de cellule au bout de quelques semaines. Breton ne renouvellera pas son adhésion en 1928.

Le 15 novembre 1927, Trotsky est exclu du PCUS. Il est déporté avec Natalia le 17 janvier 1928 à Alma Ata. Bannis d'URSS le 20 janvier 1929, ils sont débarqués en Turquie, où ils s'établissent en avril à l'île de Prinkipo. Il seront déchus de la nationalité soviétique le 20 février 1932. Le VI^e Congrès de l'Internationale communiste (1928) va affirmer le cours opposé au front unique, dit de la «*troisième période*», qui sera responsable de la défaite du prolétariat allemand et de l'arrivée d'Hitler au pouvoir.

Tout cela apparaît dans la presse de l'Opposition de gauche en France, qu'André Breton connaît, ne serait-ce qu'à travers Benjamin Péret. Pourtant, Breton ne portera pendant des années, sur le PCF et l'Internationale communiste, que des critiques au plan culturel ou moral, et ne se posera expressément la question centrale de la nature de la bureaucratie et de sa politique que lorsque toutes les approches se seront avérées vaines. Aussi, la grande admiration qu'il a pour Trotsky ne l'empêche pas, dans le *Second manifeste du surréalisme*, en 1929, tout en saluant les analyses de celui-ci contre la «*littérature prolétarienne*» (11), d'écrire :

(4) Parue dans *L'Humanité* (21 septembre 1925).

(5) Lettre du groupe surréaliste parue dans *L'Humanité* (8 novembre 1925).

(6) *La RS*, n° 5 (15 octobre 1925). *Lénine*, de Léon Trotsky, était alors en vente à la librairie du PCF.

(7) Breton, *Entretiens* (*Œuvres*, supra, tome III, p. 502).

(8) *Adhérer au Parti communiste ? Septembre-décembre 1926*, présenté par Marguerite Bonnet. Actuel-Gallimard, 1992.

(9) André Thirion, *Révolutionnaires sans révolution*, Laffont, 1972, p. 126.

(10) Déclaration des cinq : *Au grand jour*, en mai 1927, José Pierre, *Tracts surréalistes et déclarations collectives*, Le Terrain vague, 1980 et 1982, tome I, p. 67.

(11) Léon Trotsky, *Littérature et révolution*, textes de 1923 édités en 1964 par Maurice Nadeau, avec *Questions du mode de vie* paru la même année et des textes ultérieurs, réédité récemment aux éditions de la Passion en 2000. Un extrait de *La culture prolétarienne et l'art prolétarien*, titré «*Révolution et culture*», est publié dans *Clarté* (1^{er} novembre 1923), in *Passion*, supra, pp. 111 à 126.

“Si le surréalisme se considère comme lié indissolublement à la démarche de la pensée marxiste et à cette démarche seule, il se défend et sans doute il se défendra longtemps encore de choisir entre les deux courants très généraux, qui roulent, à l’heure actuelle, les uns contre les autres, des hommes qui, pour ne pas avoir la même conception tactique, ne s’en sont pas moins révélés de part et d’autre comme de francs révolutionnaires.”

Breton n’en prend pas moins, à tel ou tel moment, des positions qui touchent l’appareil stalinien au cœur, ainsi fin avril 1928, quand il se prononce pour la libération de Victor Serge, exclu du PCUS pour “*activités fractionnelles trotskystes*” et emprisonné à Leningrad depuis le 23 avril 1928.

En cette période où Breton semble faire confiance à la révolution pour régler les divergences au sein du PCUS, s’ajoutent les rapports difficiles avec les représentants de l’Opposition de gauche en France. Pierre Naville, l’un d’entre eux, est au centre des violents reproches que Breton exprime à leur égard dans le second manifeste. Naville a voulu convaincre ses amis surréalistes de rejoindre le combat révolutionnaire. Mais la position de Naville (12), selon Breton, conduit finalement à abandonner l’activité surréaliste, voire artistique ou intellectuelle en général, ce qui est impensable pour Breton, qui lui répond dans *Légitime défense* qu’il faut que

“les expériences de la vie intérieure se poursuivent, et cela, bien entendu, sans contrôle extérieur, même marxiste”.

Ces difficultés cesseront quand Breton s’engagera pleinement dans la campagne contre les procès de Moscou. La rencontre Breton-Trotsky au Mexique en sera ainsi facilitée (13).

LE “GRAND OBSTACLE DU STALINISME”

La deuxième revue surréaliste, *Le Surréalisme au service de la révolution*, directeur André Breton, sort en juillet 1930. Comme son nom l’indique, le mouvement surréaliste se positionne directement pour la révolution sociale, celle-ci recoupant à ses yeux les positions de l’Internationale com-

muniste. “L’affaire Aragon” et ses suites vont conclure à l’impasse d’une telle position. Cinq années de confrontation acharnée avec le PCF aboutiront à la rupture — sur fond de tragédie — en juin 1935.

C’est au congrès de l’Union internationale des écrivains révolutionnaires de Kharkov, qui a lieu du 6 au 15 novembre 1930, que les difficultés commencent sérieusement. Aragon, flanqué d’Elsa Triolet, Georges Sadoul et André Thirion, d’abord acceptés comme observateurs, puis comme quasi-délégués officiels du groupe surréaliste, y viennent contrer l’influence d’Henri Barbusse et de sa revue *Monde*, propagateur zélé de la “littérature prolétarienne” chez les communistes français. Ils quitteront Kharkov après avoir signé une “confession” de reniement des positions surréalistes qui sont celles du second manifeste (14). Breton ne comprend pas cette soudaine volte-face d’Aragon et lui demande de réaffirmer son engagement surréaliste. Celui-ci semble l’admettre et publie en décembre un tract “*Aux Intellectuels révolutionnaires*”, mais qui, à l’inverse, ne fait que confirmer le fédélisme d’Aragon vis-à-vis de la direction de l’Internationale communiste, et cherche à opposer Breton à Trotsky (15). Aragon n’est

(12) Pierre Naville, *La Révolution et les intellectuels. Que peuvent faire les surréalistes ? Position de la question*, écrit en janvier 1926, suivi de *Mieux et moins bien*, écrit le 1^{er} juin 1927, et qui répond à *Légitime défense* de Breton. Les deux brochures seront éditées ensemble en 1928 et rééditées en 1975 chez Idées-Gallimard.

(13) Lettre de Naville à Jan van Heijenoort du 12 mai 1938, Houghton Library, à propos de la venue de Breton au Mexique : “*Vous pouvez l’utiliser à plein en faveur de L. D., car il s’est conduit sur ce chapitre avec une netteté parfaite et ce n’est pas un peureux.*”

(14) Moscou, le 1^{er} décembre 1930. Aragon, Georges Sadoul, in José Pierre, supra, tome I, pp. 184-185.

(15) “*L’action révolutionnaire n’est pas possible hors de la ligne de la III^e Internationale. En France, le trotskysme garde encore des partisans parmi les intellectuels. Dans les circonstances présentes, il faut prendre position. Aucune bienveillance, aucune neutralité à l’égard des ennemis de la III^e Internationale ne saurait être tolérée. C’est précisément parce que nous estimons qu’en France les surréalistes sont en mesure de jouer un rôle essentiel dans la réalisation de l’union des intellectuels révolutionnaires que nous croyons devoir affirmer ici, comme nous sommes en mesure de le faire, qu’aucun d’entre nous n’a la moindre attache avec le trotskysme, et qu’en particulier c’est d’une façon absolument abusive que l’on a tenté d’interpréter certaines phrases d’André Breton pour faire croire qu’il avait pris le parti de Trotsky contre la III^e Internationale. Il n’en a jamais été*

pas pour autant réadmis au parti et devra attendre pour cela janvier 1932. Dans ce bras de fer qui voudrait conduire les surréalistes à la reddition complète, Breton commente :

“Et voilà où nous a menés l’absurde politique de ces derniers mois... Voilà pourquoi on a jeté Freud, Trotsky et le reste aux ordures” (16).

Au début de l’année 1931, Breton est désorienté. Dans une lettre à Paul Eluard du 9 janvier (17), il se demande alors si le “dialogue” visant à concilier surréalisme et communisme peut encore se poursuivre avec le PCF. Les résolutions de Kharkov ne paraissant toujours pas, et Aragon devenant invisible, Breton annonce sa démission de la direction du *Surréalisme au service de la révolution*, mais le groupe le convainc de rester. L’activité collective de l’année se limitera en 1931 à quelques tracts : riposte à l’interdiction de *L’Age d’or* de Buñuel sous la pression de ligues chrétiennes et “anti-juives” (début janvier), *Ne visitez pas l’Exposition coloniale !* (mai), *Au Feu !* saluant la lutte antireligieuse en Espagne (mai), et pour Breton la parution de *L’Union libre* (juin).

Breton et Thirion avaient auparavant fait adopter par la commission agit-prop du PCF le principe d’une “association des artistes et écrivains révolutionnaires”, dont ils ont fait voter les statuts par le groupe surréaliste le 28 novembre 1930. Celle-ci ne verra jamais le jour, mais, début janvier 1932, les surréalistes apprendront par *L’Humanité* l’existence d’une “Association des écrivains et artistes révolutionnaires” (AEAR). Les surréalistes ne peuvent y rentrer sans adhérer au parti.

Quand Aragon est inculpé pour *Front rouge* (18) le 16 janvier 1932, ce qui l’expose à cinq ans d’emprisonnement, les surréalistes manifestent tout de suite et sans réserve leur solidarité avec ce dernier et font circuler une pétition, *L’affaire Aragon*, qui recueille trois cent signatures issues d’horizons les plus éloignés de leurs positions. Les poursuites seront alors rapidement abandonnées. Pour préciser sa pensée concernant la défense d’Aragon, mais aussi sa position sur la nature “régressive” de ce “poème de circonstance”, Breton écrit alors *Misère de la poésie. L’affaire Aragon devant l’opinion publique*.

Aragon, qui a été convoqué devant une commission de contrôle du parti pour désavouer la “rêverie” de Dali parue dans le n° 4 du *Surréalisme au service de la révolution*, et a

fait part à Breton de la discussion, demande à celui-ci de ne pas y faire allusion dans son texte, sans quoi leur rupture deviendrait inévitable. Breton refuse et publie.

Le 10 mars, *L’Humanité* déclare qu’Aragon condamne dans sa totalité le contenu de *Misère de la poésie* (19). Le groupe surréaliste diffuse *Paillasse ! Fin de “l’affaire Aragon”*, où il stigmatise l’attitude d’Aragon depuis Kharkov et lui manifeste sa défiance. Eluard écrit *Certificat* (20). La rupture entre Aragon et le groupe surréaliste est consommée, entraînant aussi celle de Sadoul, Unik et Alexandre.

Les contacts de Breton avec le PCF ne s’interrompent pas pour autant. Celui-ci, qui a perdu aux élections législatives de mai 1932 le quart de ses voix par rapport à 1928, donne l’apparence de vouloir assouplir sa ligne politique. Cette “ouverture” décidée par Moscou n’est en fait qu’un tournant vers la camisole du “réalisme socialiste”. Après des manœuvres du PCF, intégrant à l’AEAR les seuls surréalistes adhérents du parti, Breton et ses amis sont finalement conviés à y rentrer (21) “avec une certaine solennité”, selon Thirion, début février 1933. Breton est élu secrétaire de la section littéraire que dirige Paul Vaillant-Couturier, tandis qu’Aragon est membre de la commission exécutive. Breton y est très actif, tout en cherchant, semble-t-il, à ménager les dirigeants du parti ; croyant encore à un “redressement

question...” (courant décembre 1930, Aragon, Georges Sadoul, in José Pierre, supra, tome I, pp. 186 à 189).

(16) Breton : lettre à Paul Eluard du 9 janvier 1931 inédite, bibliothèque littéraire Jacques Doucet, extrait cité dans Carole Reynaud Paligot, *Cours politique des surréalistes, 1919-1969*, CNRS-Littérature, 1995, p. 81.

(17) Breton : archives inédites. Allusion dans *Œuvres*, supra, tome II, chronologie, p. XXXIV. Extrait dans Carole Reynaud Paligot, supra, p. 81.

(18) “*Feu sur Léon Blum...*”, “poème” d’Aragon d’une allégeance pitoyable à la ligne ultra-sectaire dite de la “troisième période” par son contenu politique, et déprimant sur le plan de la forme, paru dans *Littérature de la révolution mondiale* contrôlée par Moscou. Aragon est salué pour cette prouesse par les édiles “soviétiques”.

(19) Déclaration *Mise au point de l’Association des écrivains révolutionnaires*. L’auteur en serait Aragon lui-même, d’après Pierre Daix dans *Aragon, une vie à changer*, n. 2, p. 264.

(20) Eluard, le 23 mars 1932 : “*Aragon devient un autre et son souvenir ne peut plus s’accrocher à moi...*”, José Pierre, I, pp. 229-230.

(21) Le 17 mars 1932 pour Aragon et en automne de la même année pour Breton et ses camarades.

culturel” de celui-ci, il s’appuie déjà sur d’autres convictions :

« Réglant alors notre attitude à peu près sur celle de l’opposition de gauche (trotskyste), en sorte que, bien que je fusse un des quatre ou cinq “membres du bureau”, ma “voix” allait presque toujours à la minorité » (22).

En novembre 1932, paraît *Les Vases communicants*, écrit l’année précédente (23), tentative pour Breton de surmonter les contradictions que le surréalisme prend alors de plein fouet depuis Kharkov :

“Toute erreur dans l’interprétation de l’homme entraîne une erreur dans l’interprétation de l’univers. Elle est par la suite un obstacle à sa transformation.”

Et un peu avant :

“Ainsi parvenons-nous à concevoir une attitude synthétique dans laquelle se trouvent conciliés le besoin de transformer radicalement le monde et celui de l’interpréter le plus complètement possible. Notre ambition est d’unir, au moyen d’un nœud dont nous aurons passionnément cherché le secret pour qu’il soit vraiment indestructible, cette activité de transformation à cette activité d’interprétation.”

Aussi

“la fin ne saurait être pour moi que la connaissance de la destination éternelle de l’homme, de l’homme en général, que la révolution seule pourra rendre pleinement à cette destination”.

Et vers la fin :

“Le poète à venir surmontera l’idée déprimante du divorce irréparable de l’action et du rêve” (24).

En février 1933, Breton participe activement au projet de *Commune*, revue de l’AEAR, qui ne verra le jour — sous la direction d’Aragon — qu’après son exclusion en juillet.

En juin, paraît une déclaration du groupe surréaliste, *La mobilisation contre la guerre n’est pas la paix. Les raisons de notre adhésion au Congrès international contre la guerre* (25). Citant Lénine, elle dénonce le pacifisme petit-bourgeois et “l’idéalisme bondieusard” des positions de Romain Rolland et d’Henri Barbusse :

« C’est précisément à “concilier” deux classes ennemies que travaillent plus et mieux que jamais les promo-

teurs de ce congrès, dont le manifeste a paru dans *Monde* et dans *L’Humanité* du 27 mai dernier... »

Mais pas un mot dans ce texte sur la défaite du prolétariat allemand et l’arrivée d’Hitler au pouvoir le 30 janvier 1933, dont la politique dite de la “troisième période” de l’Internationale communiste est responsable, et sur laquelle l’appareil stalinien international doit étouffer toute velléité de critique.

Trotsky se prononce dès février pour un “nouveau parti communiste allemand” et en juillet pour une IV^e Internationale.

C’est en juillet aussi, par un vote en assemblée générale, que Breton est exclu de l’AEAR pour la parution dans le n° 5 du *Surréalisme au service de la révolution* d’un article de Ferdinand Alquié jugé injurieux par le PCF. Les autres surréalistes (Péret...) le suivent, excepté René Crevel, seul surréaliste encore membre du PCF.

Dans sa réponse du 30 janvier 1934 à une enquête intérieure du groupe surréaliste sur ses positions politiques, Breton montre ses désaccords profonds avec la politique de l’Internationale communiste :

“Le triomphe du fascisme en Allemagne, dans les conditions où il s’est opéré, suffirait aujourd’hui à me faire incriminer cette politique, qui, depuis dix ans, n’a cessé de mener les mouvements révolutionnaires à l’échec... Trahison de la social-démocratie ? Sans doute, mais aussi abdication de la III^e Internationale dans les circonstances les plus décisives... Le fascisme est la marque même du déclin du capitalisme...”

A la question de l’activité politique, Breton répond qu’elle ne peut

(22) Breton, *Entretiens*, *Œuvres*, supra, p. 538.

(23) Écrit en automne 1931, *Les Vases communicants* est publié le 26 novembre 1932. Plus tard, Breton dira “avoir gardé pour ce livre un goût particulier... Il marque le point où j’ai réussi à dépasser, à surmonter certaines contradictions qui ont été au départ le principe de mon mouvement propre... par la description que j’ai tenté d’un tissu capillaire assurant l’échange constant qui doit se produire dans la pensée entre le monde intérieur et le monde extérieur... Il me semble toujours qu’à ce niveau, auquel la réflexion humaine parviendra à se maintenir tôt ou tard, la vieille opposition entre matérialisme et idéalisme se vide de tout sens” (Breton, *Entretiens*), *Œuvres*, supra, tome II, p. 538.

(24) Breton, *Les Vases communicants*, *Œuvres*, supra, pp. 196, 193, 202 et 208.

(25) Dit aussi “Congrès d’Amsterdam-Pleyel”, qui aura lieu en mars 1934 sous la houlette de Romain Rolland et d’Henri Barbusse.

“être menée à l’heure actuelle dans le cadre d’aucune organisation politique définie. Elle peut, jusqu’à nouvel ordre, se poursuivre dans le surréalisme, en ayant par exemple pour objectif (non immédiat) la fondation d’un club d’écrivains et artistes révolutionnaires qualifiés” (26).

LE RECENTRAGE EN PLEIN MOUVEMENT VERS LA IV^e INTERNATIONALE

C’est sous l’influence d’une “opposition de gauche” qui s’achemine vers la IV^e Internationale, avec un Benjamin Péret militant de l’“Union communiste”, que le groupe surréaliste sera le 10 février 1934 — en riposte aux agressions fascistes du 6 février — à l’initiative d’un *Appel à la lutte*, appel à l’unité d’action de la classe ouvrière dans la grève générale, pressant les organisations ouvrières de s’entendre sans délai pour constituer “l’organisme seul capable d’en faire une réalité”, du fait que

“nous avons tous présente à l’esprit la terrible expérience de nos camarades d’Allemagne, qui doit nous servir de leçon”.

Parmi les quatre-vingt-dix signataires, notons Jacques et Pierre Prévert, Michel Leiris, Roger Vitrac, Henri Cartier (-Bresson), René Char, Marcel Fourrier, René Crevel, mais aussi des personnalités très loin du surréalisme telles qu’Alain, Jean Guéhenno, Elie Faure, André Malraux et Paul Signac. Cet appel, envoyé à toutes les organisations ouvrières (y compris “oppositionalles”), précède les deux appels séparés de la CGT et de la CGTU à deux manifestations séparées le 12 février, qui — de par la volonté des manifestants — fusionneront place de la Nation pour n’en faire qu’une, gigantesque (27).

Puis, le groupe surréaliste participe avec le groupe “Contre-Attaque” à la manifestation de protestation contre l’agression dont a été victime Léon Blum le 13 février 1934 de la part de l’Action française. En mars, il rejoint les 2 300 adhérents du “Comité d’action antifasciste et de vigilance” fondé par Paul Rivet, Alain et Paul Langevin, qui, s’inquiétant de l’inaction et de la division poursuivie par les organisations ouvrières depuis la manifestation “unitaire” du 12 fé-

vrier, s’adresse aux intellectuels, mais aussi aux personnalités politiques et syndicalistes pour réaliser “l’unité d’action du prolétariat”. En avril, le groupe surréaliste publie une *Enquête sur l’unité d’action*, qui conduit Breton à rendre visite à Léon Blum ; celui-ci éludera la question posée.

Quelques jours après, le groupe surréaliste édite une déclaration, *La Planète sans visa*, contre l’expulsion de Trotsky de France :

“Trotsky, l’organisateur de l’Armée rouge, qui a permis au prolétariat de conserver le pouvoir malgré le monde capitaliste coalisé contre lui...”

En juin, dans une conférence à Bruxelles pour l’exposition *Minotaure*, Breton éclaire le contexte historique de la poésie moderne, dont le terreau est la révolte contre ce monde :

“Du cataclysme guerrier et social dont l’épisode terminal allait être l’écrasement atroce de la Commune de Paris, ne pouvaient en effet manquer de surgir d’autres cataclysmes analogues, dont le dernier en date a saisi plusieurs d’entre nous à l’âge même où Lautréamont et Rimbaud s’étaient trouvés jetés dans le précédent, dont le dernier en date a eu en revanche pour conséquence — et c’est là le fait nouveau, considérable — le triomphe de la révolution bolchevique.”

En visite à Prague avec Eluard en avril 1935, Breton donne conférences et interviews, et affirme :

“L’art authentique d’aujourd’hui a partie liée avec l’activité sociale révolutionnaire, il tend comme elle à la confusion et à la destruction de la société capitaliste” (28).

Le n° 1 d’un *Bulletin international du surréalisme* va paraître le 9 avril dans cette ville.

(26) Breton, *Œuvres*, supra, tome II, p. 579, et note p. 1657.

(27) Le surréaliste José Pierre pense que « pour Breton, la leçon des événements de février 1934 pré-pare, infiniment plus que “l’affaire Aragon”, la rupture avec le PCF, telle qu’elle surviendra un an plus tard » (José Pierre, tome I, p. 488).

(28) Interview Breton-Eluard pour *Halo-noviny*, conférences de Prague d’avril 1935 : *Situation surréaliste de l’objet/situation de l’objet surréaliste et Position politique de l’art d’aujourd’hui*, *Œuvres*, supra, tome II, p. 431.

Le 20 juin 1935, s'ouvre le "Congrès des écrivains pour la défense de la culture" à l'appel de l'AEAR, verrouillé entièrement par le PCF. Breton — après les gifles qu'il a données avec Péret quelques jours auparavant à Ilya Ehrenbourg, dirigeant de la délégation d'URSS, pour ses calomnies récentes des surréalistes dans son livre *Vus par un écrivain de l'URSS* — est interdit de parole. René Crevel, surréaliste encore membre du PCF, est intervenu en faveur de Breton, mais placé dans une situation intenable, et cela s'ajoutant aussi à d'autres facteurs, il se suicide le 18 juin. C'est finalement Eluard, vers la fin du congrès, le 25 juin, et en pleine confusion orchestrée, qui lira l'intervention de Breton. Celle-ci contient une mise en garde sérieuse contre le pacte Staline-Laval signé le 15 mai et se termine par la fameuse injonction :

« **“Transformer le monde”, a dit Marx, “changer le monde”, a dit Rimbaud : ces deux mots d'ordre pour nous n'en font qu'un.** »

Ce congrès, dominé par les personnalités de Gide et Malraux, verra par ailleurs exclure Henri Poulaille et ses camarades manifestant pour la libération de Victor Serge, emprisonné en Oural depuis 1933 (29), pour laquelle cette fois-ci, Breton, contrairement à ce qu'il a fait en 1928, ne prend pas position.

La déclaration du groupe surréaliste *Du temps que les surréalistes avaient raison* est un texte de rupture définitive avec l'AEAR et le PCF, qui condamne

“le régime actuel de la Russie soviétique et le chef tout-puissant sous lequel ce régime tourne à la négation même de ce qu'il devrait être et de ce qu'il a été...”

Cette déclaration sera publiée en novembre dans *Position politique du surréalisme* avec les statuts de “Contre-Attaque/Union de lutte des intellectuels révolutionnaires”, qu'il va fonder avec Georges Bataille en octobre, pour une courte période de six mois. Breton donne encore en décembre une interview qui constate l'échec des rapports avec le PCF (30).

Les grèves de “juin 1936” en France, la révolution en Espagne précipitent les événements.

Breton, dans une conférence à l'“International Surrealist Exhibition” de Londres : *Limites non-frontières du surréalisme* (31), fait directement allusion à la position de Trotsky : « (pour) *les plus clairvoyants...* “La révolution française a commencé” » et

“le surréalisme (...) ne saurait faire abstraction de telles conjonctures sous peine de perdre de vue la tête de l'histoire... Adhésion au matérialisme dialectique (...), primat de la matière sur la pensée, adoption de la dialectique hégélienne comme science des lois générales du mouvement tant du monde extérieur que de la pensée humaine, conception matérialiste de l'histoire...”

Mais aussi :

“C'est par l'appel à l'automatisme sous toutes ses formes et à rien d'autre qu'on peut espérer résoudre, en dehors du plan économique, toutes les antinomies qui, ayant préexisté à la forme du régime social sous laquelle nous vivons, risquent fort de ne pas disparaître avec elle.”

Il condamne

« le “réalisme socialiste”, qui prétend imposer à l'artiste, à l'exclusion de toute autre, la peinture de la misère prolétarienne et de la lutte entreprise par le prolétariat pour sa libération (...), dernière thèse en contradiction flagrante avec l'enseignement marxiste ».

(29) Victor Serge sera expulsé d'URSS le 16 avril 1936.

(30) Breton, in *Le Figaro littéraire* (21 décembre 1935), entretien avec M. Noël, qui revient sur le congrès de juin 1935 : *Le surréalisme en liberté, D'une gifle à une rupture*. Allusion dans *Œuvres*, supra, tome II, p. XLVI. Un extrait dans Carole Reynaud Paligot, supra, p. 101 : “*Brutale notre rupture avec le communisme ? C'est que vous n'avez pas connu le malaise que j'ai éprouvé depuis mon adhésion au parti en 1926. Un curieux accueil, vraiment : j'ai été convoqué devant cinq commissions de contrôle et soupçonné d'être un espion bourgeois ! Le parti a refusé d'enregistrer la production picturale du surréalisme et cela a créé une source de conflits permanents. Et puis, avant tout, pas de liberté. Les communistes ne pensent qu'à la littérature de propagande. Or l'activité poétique, telle que la conçoit le surréalisme, ne peut subir un contrôle de ce genre. Baudelaire, Rimbaud, Lautréamont, Apollinaire ont créé une sorte de déterminisme de la poésie qui rend impossible le souci de la propagande.*”

(31) Exposition du 16 juin 1936, repris dans *La Clé des champs*, paru en 1953, *Œuvres*, supra, tome III, pp. 659 à 671. Il y cite une lettre d'Engels à Miss Harkness en avril 1888 : “*Plus les opinions (politiques) de l'auteur demeurent cachées, et mieux cela vaut pour l'art.*” En y ajoutant : “*Nous contestons fortement qu'on puisse faire œuvre d'art, ni même, en dernière analyse, œuvre utile en s'attachant à n'exprimer que le contenu manifeste d'une époque. Ce que, par contre, le surréalisme se propose est l'expression de son contenu latent.*”

Le 19 juillet, en riposte au pronunciamiento des généraux phalangistes, la guerre civile éclate en Espagne. Dans le cadre d'une mission définie par la conférence dite "de Genève" du "Mouvement pour la IV^e Internationale", qui se tient fin juillet à Paris, Jean Rous pour le secrétariat international, Benjamin Péret et Pierre Sabas pour le POI arrivent à Barcelone début août. Ils prennent contact avec le POUM pour évaluer les possibilités d'y constituer en fraction, un groupe "bolchevique-léniniste". Mais le POUM reste dans le cadre du Front populaire et n'admet que des trotskystes individuels, sans capacité d'agir véritablement. Péret, qui quittera l'Espagne à la veille des combats de mai 1937 à Barcelone, écrit à Breton quelques lettres rendant compte de la situation politique (32).

Trotsky écrit en août, dans *La Révolution trahie* :

"La création spirituelle a besoin de liberté (...), libérer à jamais les facultés créatrices de l'homme de toutes entraves... Les relations personnelles, la science, l'art n'auront à subir aucun plan imposé, aucune ombre d'obligation" (33).

C'est alors qu'a lieu début août le premier procès de Moscou. Sur la base d'aveux truqués, seize accusés, dont Kamenev et Zinoviev, sont condamnés à mort et exécutés. Une poignée de militants et d'intellectuels se lèvent contre cette infamie.

Un premier texte de protestation est alors envoyé à la Fédération syndicale internationale et à l'Internationale ouvrière socialiste, signé de la SFIO, des JS de la Seine, du groupe *Que faire ?*, du PUP, de la *Révolution prolétarienne*, du POI et des JSR, qui demande à ces deux organisations d'aider à la formation d'une commission internationale d'enquête présentant *"toutes les garanties d'impartialité, c'est-à-dire indépendante de Staline"*.

Au meeting de la salle Wagram du 3 septembre 1936 *"Pour la vérité sur le procès de Moscou"*, organisé par le POI, dans une salle bondée de 1 500 personnes, Breton lit une protestation contresignée par onze surréalistes (mais pas par Eluard) : *Dossier des fusilleurs. Pour une commission d'enquête*. Pierre Monatte en dira le lendemain à Marcel Martinet : *"Il n'y eut de cri passionné que celui de Breton."* Il y dénonce *"une abjecte entreprise de police"* et voit en Staline *"le principal ennemi de la révolution prolétarienne, le principal faussaire*

d'aujourd'hui et le plus inexcusable des assassins", en disant *"faire toutes réserves sur le maintien du mot d'ordre Défense de l'URSS"* pour demander *"que lui soit substitué de toute urgence celui de Défense de l'Espagne révolutionnaire"*.

Et conclut ainsi :

"Nous saluons à nouveau la personnalité, de très loin au-dessus de tout soupçon, de Léon Trotsky. Nous réclamons pour lui le droit de vivre en Norvège et en France. Nous saluons cet homme qui a été pour nous, abstraction faite des opinions non infaillibles qu'il a été amené à formuler, un guide intellectuel et moral de premier ordre, et dont la vie, dès lors qu'elle est menacée, nous est aussi précieuse que la nôtre" (34).

En octobre, à New York, est fondé l'"American Committee for the Defense of Leon Trotsky", qui se donne le double objectif d'obtenir le droit d'asile politique à Trotsky et d'établir une commission internationale d'enquête sur le procès de Moscou. Il y aura six meetings de masse à New York (6 000 personnes, le 9 février 1937) jusqu'en mars 1938.

En novembre, après la parution du *Livre rouge* de Léon Sedov, fils de Trotsky, *L'Appel aux hommes* qui fonde le "Comité français pour l'enquête sur le procès de Moscou et pour la défense de la liberté d'opinion dans la révolution" paraît dans le journal du POI, *La Lutte ouvrière*. Écrit par Marcel Martinet à la demande de Léon Sedov, il est signé par des personnalités antistaliniennes et des intellectuels, parmi lesquels, aux côtés de Breton et de Péret, Paul Rivet, Alain, Henri Poulaille, Paul Eluard, Jacques Prévert, Pierre Monatte, Elie Reynier, Daniel Guérin, Georges Bataille, Maurice Chambelland, Gérard Rosenthal et Jules Romains. Mais peu de signataires s'engagent activement.

Breton adhère au comité, dont la secrétaire membre du POI, Andrée Limbour, est sœur de l'ancien surréaliste Georges Limbour. Breton y est un des membres les

(32) Lettres des 11 et 26 août, 5 septembre, 15 et 29 octobre 1936, 28 janvier et 7 mars 1937. *Œuvres complètes* éditées par l'Association des Amis de Benjamin Péret : *Introduction à la lecture de Benjamin Péret*, présentée par Claude Courtot, Le Terrain vague, 1965.

(33) Trotsky, *La Révolution trahie*, p. 5.

(34) Appel publié dans *La Lutte ouvrière*, organe du POI, le 25 décembre 1936.

plus actifs avec les trotskystes du POI. Assidu aux réunions, aux meetings, il travaille beaucoup et, selon le témoignage de Jan van Heijenoort — secrétaire de Trotsky envoyé à Paris pour seconder Léon Sedov :

“Lorsqu’il s’agissait de faire des tâches matérielles, porter des choses, voir des gens, il était plein de la meilleure volonté” (35).

Avec Marguerite Rosmer et Magdeleine Paz devant l’ambassade d’URSS, ou Gérard Rosenthal devant une usine de la région parisienne, il travaillera aussi avec Alfred Rosmer à la commission d’authentification des témoignages pour la commission internationale d’enquête qui sera fondée le 1^{er} mars 1937, à New York.

Au meeting du comité, salle du Petit Journal, le 17 décembre, Breton fait une déclaration devant 2 000 personnes :

“Camarade Trotsky, toi qui fus le grand organisateur de l’Armée rouge, ta place ne serait pas au Mexique. Puisque presque toutes les frontières se sont fermées devant toi, il est du moins une porte qui devrait s’ouvrir toute grande pour te laisser passer, et c’est celle de Barcelone.”

Le même jour, en Russie, la *Pravda* annonce *“l’élimination des trotskystes”*.

Le lendemain, le 18 décembre 1936, Trotsky obtient un visa de séjour du président mexicain, Lazaro Cardenas,

Le 23 janvier 1937, s’ouvre le deuxième procès de Moscou contre vingt et un accusés (Piatakov, Radek...).

Le 26 janvier 1937, le POI organise un meeting au Magic Circus, présidé par Breton, Pierre Monatte et Lucie Colliard. Breton lira un texte de Victor Serge, *Assez de sang*, mais ne pourra lire sa propre intervention, *Mehr Licht...*, qui sera publiée ultérieurement. Il affirme son soutien au mot d’ordre *“Défense de l’URSS”*, qu’il avait remis en cause au meeting du 3 septembre 1936 :

“Les procès actuels sont, d’une part, le produit des contradictions qui existent entre le régime politique du bonapartisme et les exigences d’un pays comme l’URSS, qui, envers et contre Staline et la bureaucratie, reste un Etat

ouvrier. Mais ces procès sont, d’autre part, la conséquence immédiate de la lutte telle qu’elle est engagée en Espagne : on s’efforce à tout prix d’empêcher une nouvelle vague révolutionnaire de déferler sur le monde ; il s’agit de faire avorter la révolution espagnole comme on a fait avorter la révolution allemande, comme on a fait avorter la révolution chinoise” (36).

Le 1^{er} mars 1937, est créée à New York la “commission internationale d’enquête sur les accusations formulées contre Léon Trotsky”, dite “commission Dewey” (parce que présidée par le philosophe américain John Dewey).

Le 21 mars, un plénum élargi (secret) du comité exécutif de l’Internationale communiste décide l’intensification de la lutte contre les trotskystes. Ceux-ci en seront prévenus par Ludwig (alias Ignace Reiss), agent des services de renseignement soviétiques, qui envoie alors au comité central du PCUS une lettre de rupture avec Staline et le prévient de son ralliement à la IV^e Internationale. Poursuivi par le Guépéou, son cadavre sera retrouvé le 4 septembre à Chamblandes, en Suisse.

En juin, un procès à Moscou conduit à l’exécution des principaux chefs de l’Armée rouge. En Espagne, le POUM est dissous, ses dirigeants arrêtés. Andres Nin disparaît, assassiné par le Guépéou.

Le 12 décembre 1937, la “commission Dewey” rend son verdict : *“Not guilty !”* Le document est signé pour la France par Alfred Rosmer.

Fin mars 1938, après le troisième procès de Moscou, qui verra l’exécution de Boukharine, Rykov..., les trotskystes survivants du camp de Vorkouta et de Petchora sont abattus à la mitrailleuse.

Jean-Pierre Plisson

(La seconde partie paraîtra dans le prochain numéro.)

(35) Jan van Heijenoort, *Sept ans auprès de Léon Trotsky, De Prinkipo à Coyoacan*, M. Nadeau, Les Lettres nouvelles, 1978.

(36) Parution dans le bulletin n° 1 du comité en janvier 1937, pp. 14 à 17, *Œuvres*, supra, tome II, pp. 1207 à 1212.

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Revue bimestrielle - Directeur de la publication : Pierre Lambert

Comité de rédaction :

Jean-Pierre Barrois, Andreu Camps, Robert Clément, Manuel Cuso, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Christel Keiser, Daniel Gluckstein, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Marie-Claude Schidlower. **Correspondants :** Arfoutni Abderraman (*Algérie*), Werner Uhde (*Allemagne*), Lybon Mabasa (*Azania et Swaziland*), AKM Fazlul Hoque Ripon (*Bangladesh et Inde*), Philippe Larsimont (*Belgique*), Markus Sokol (*Bésil*), Paul Nkuzimana (*Burundi*), Luis Mesina (*Chili*), José Limaico (*Equateur*), Blas Ortega (*Espagne*), Alan Benjamin (*Etats-Unis*), Charles Charalambous (*Grande-Bretagne*), Lorenzo Varaldo (*Italie*), Yassine Lamin (*Maroc*), Aires Rodrigues (*Portugal*), Florin Constantin (*Roumanie*), Luis Vázquez (*Mexique*), Michel Gindrat (*Suisse*), Alifa Ngabaye Sam (*Tchad*), Ariel Quiroga (*Uruguay*), Pavlusko Imsirovic (*Yougoslavie*).



Commission paritaire : n° 0708 G 84847 - ISSN 0294-359X